

AFRIQUE

DIPLOMATIE

Guinée équatoriale

Les autorités démentent que des troubles aient éclaté dans le pays

Circulant avec insistance depuis plusieurs semaines, la nouvelle selon laquelle des troubles auraient éclaté dans le pays, et M. Francisco Macías Nguema, président de la République de Guinée équatoriale, aurait trouvé à mort, vient d'être démentie par les autorités guinéo-équatoriales. Radio-Bata, captée à Libreville, explique à sa façon la rumeur : « La presse impériale et néo-colonialiste aime à travers le monde entier une campagne de diffamation destinée à nuire à la paix et au peuple de Guinée équatoriale ».

Les représentants des sociétés étrangères qui travaillent en territoire guinéen seront rassurés par ce démenti.

Pour certaines sociétés françaises qui, depuis l'accession de l'ancienne colonie à l'indépendance, ont pris le relais des entreprises appartenant à des Espagnols, le marché guinéo-équatorien présente un vif intérêt. C'est le cas pour les Chantiers de Bretagne et pour Alstom, par exemple, qui négocient la mise en place d'une

station de pompage d'hydrocarbures à Bata, dans l'ancienne province du Rio-Muni. C'est aussi le cas pour la société de dragage, liée au groupe Rothschild, qui vient d'achever la construction du port en eau profonde de Bata, ou pour certaines entreprises qui, exploitant déjà la forêt gabonaise, sont venues ultérieurement travailler dans le pays, comme la Compagnie forestière du Rio-Muni.

Le point de vue des hommes d'affaires étrangers est bien éclairé — on s'en doute — de celui des opposants au dictateur guinéen. Ces derniers, qui furent de plus en plus grand nombre une répression féroce, s'inquiètent des aides extérieures reçues par un régime de plus en plus sérieusement menacé. A Genève, où se trouve le siège de l'Alliance nationale de restauration démocratique, principal parti d'opposition, M. Eya Nchama, l'un des principaux responsables du mouvement, nous déclarait récemment : « Après avoir levé l'embargo sur les nouvelles importations de Guinée équatoriale, l'Occident ne peut pas nous aider plus activement et plus directement en mettant un terme à toute forme d'aide au gouvernement Macías, parce que c'est grâce à la coopération espagnole que celui-ci peut dans une certaine mesure, mener une répression efficace ».

Après avoir ajouté que son mouvement menait parallèlement une intense action de propagande à l'extérieur de la Guinée équatoriale pour faire connaître à l'opinion mondiale le sort réservé à la population du pays et les appels à la grève générale sur le territoire national, M. Eya Nchama nous a indiqué qu'il envisageait de se rendre prochainement en France pour y lancer un appel à l'opinion publique et « briser très vite l'isolement linguistique qui pèse sur notre pays et qui contribue à laisser le cas du monde dans l'ignorance de ce qui s'y passe ».

PHILIPPE DECAENE.

Tchad

Il n'y aura ni négociations ni rançon pour Mme Claustre déclare un porte-parole du Frolinat

Après les déclarations faites mardi 9 et mercredi 10 novembre à Alger par les dirigeants du Front de libération nationale du Tchad, à propos d'une éventuelle libération de Mme Claustre, les autorités de N'Djamena demeurent sceptiques à l'égard des affirmations selon lesquelles le Front contrôlerait le nord du pays. De même, elles doutent d'une libération prochaine de l'otage. Dans un communiqué rendu public mercredi soir, le secrétariat d'Etat à la présidence indique que, pour les autorités du pays, « la réconciliation nationale demeure la priorité des priorités ».

Diverses informations continuant de circuler au sujet du sort de Mme Claustre, un porte-parole du Frolinat a déclaré mercredi à l'A.F.P. : « Nous précisons qu'il n'y aura ni négociations ni rançon. Rien. Nous étudions le cas. Selon les résultats de l'enquête, Mme Claustre sera jugée ou remise en liberté. C'est tout ».

A Paris, M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a déclaré à l'issue du conseil des ministres : « Le gouvernement n'a pas cessé, y compris au cours des dernières semaines, de prendre des initiatives pour mettre fin à l'insupportable détention de Mme Claustre, qui constitue une insulte à la dignité humaine. Dans l'intérêt de leur aboutissement, il n'est pas souhaitable d'en dire davantage » (Nos dernières éditions du 11 novembre).

M. Goukouni Ouedei a remplacé M. Hissène Habré à la tête des rebelles du Tibesti

De notre correspondant

Alger. — Les représentants du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) à Alger ont annoncé, le mercredi 10 novembre, que M. Goukouni Ouedei, qui avait commandé les « deuxièmes armées » (le Monde du 11 novembre) de 1969 à 1971, et avait été considéré par la suite comme l'adjoint de M. Hissène Habré, était revenu dans le sein du mouvement. Fils du chef des pilleurs des Toubaux, M. Goukouni Ouedei est considéré par le FROLINAT comme un « révolutionnaire sincère », qui a été trompé par M. Hissène Habré. C'est le 18 octobre que M. Hissène Habré a été exclu par les siens. M. Goukouni Ouedei a alors été nommé chef du groupe Borkon-Tibesti par les membres du groupe et par le groupe Borkon-Sannet, demeure fidèle au FRO-

LINAT. A la question de savoir comment M. Hissène Habré avait réussi à rallier naguère les dissidents de la « deuxième armée », le FROLINAT répond qu'il s'est présenté comme un délégué du mouvement, alors qu'il était « porteur de chèques émanant de Tombouctou » et avait « trompé la famille du Dardet ». Le FROLINAT déclare ne pas savoir quel est pour le moment le nombre de guerilleros qui ont rallié le mouvement. Il est vrai que les communications sont difficiles et que certaines correspondances n'ont pu être envoyées. M. Goukouni Ouedei a été parvenu à Alger. Avant sa dissidence, M. Goukouni Ouedei avait commandé environ trois cent cinquante hommes, dont cent vingt environ l'auraient suivi quand il s'est rallié en 1973, à M. Hissène Habré.

En ce qui concerne les circonstances qui auraient précédé la libération de Mme Claustre, deux versions circulent à Alger. Selon la première, au début de l'été, la Libye aurait proposé au Dr Abba Siddick, secrétaire général du Frolinat, de constituer un front commun avec M. Hissène Habré contre le général Malloum. Tout en favorisant la structuration du mouvement, les Libyens auraient eu bon espoir d'obtenir la libération de Mme Claustre. Selon l'autre version, lors de sa visite à Tripoli, M. Chirac, alors premier ministre, aurait demandé au colonel Kadafi et au commandant Jalloud d'aider la France. Sachant que M. Hissène Habré commençait à avoir des difficultés avec les Toubaux, avec lesquels il avait refusé de partager son butin, les Libyens auraient favorisé une réconciliation entre M. Goukouni Ouedei et le Dr Abba Siddick, secrétaire général du Frolinat, et au commandement des rebelles du Tibesti, se contentant de répondre : « Nous ne pouvons rien dire pour le moment ».

Tout en confirmant que la libération de Mme Claustre est en bonne santé, nos interlocuteurs déclarent : « Nous comprenons l'insistance que le peuple français porte à une des ses compatriotes et nous avons de l'ambivalence pour lui, mais il comprendra certainement que la libération, nous croyons de nombreuses préoccupations, et que Mme Claustre n'est que l'une d'elles ».

Alors que le FROLINAT estimait que M. Hissène Habré avait pu se réfugier au Niger ou en Tunisie, selon d'autres sources, il se trouverait en Libye. Par ailleurs, le bruit a également couru que l'Algérie s'efforcerait, elle aussi, pour obtenir la libération de l'otage.

PAUL BALTA.

LE FROLINAT

Le Frolinat (Front de libération nationale du Tchad), dont le principal dirigeant, M. Abba Siddick, réside à Alger, mène la lutte contre le pouvoir central depuis bientôt dix ans. Ce mouvement de lutte armée, qui s'étend sur une grande partie du territoire tchadien, opère principalement à partir de la province de l'« Ennedi » au nord-est de ce pays.

A l'origine, le Frolinat représentait des tendances politiques ou confessionnelles très diverses, ce qui a donné lieu à plusieurs conflits. L'un d'entre eux s'est terminé par la dissidence de Goukouni, un des fils du chef spirituel des Toubaux, qui commandait la deuxième armée du Front. Celle-ci composait essentiellement de Toubaux opérant dans les régions où vivaient traditionnellement ces nomades, à savoir le Tibesti, une partie du Borkon, et la frange nord du Kadem. Après son passage à la rébellion, M. Hissène Habré avait pris la tête de ce groupe dissident.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

A l'ONU

Vif affrontement somalo-éthiopien à propos de Djibouti

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — De vigoureuses empoignées ont eu lieu, mercredi 10 novembre, à la quatrième commission de l'ONU entre la Somalie et l'Ethiopie à propos de Djibouti. Le président du conseil de gouvernement du territoire, le Kamil, a déclaré : « Nous luttons pour conquérir et pour conserver une indépendance réelle. Nous demandons que les deux Etats voisins, l'Ethiopie et la Somalie, déclarent solennellement, ici comme ailleurs, reconnaître notre droit à l'existence en tant qu'entité indépendante. Nous leur demandons de s'engager à s'abstenir de toute intervention dans nos affaires intérieures. Nous nous refusons à devenir le protectorat d'un autre pays, quel qu'il soit ».

Le président Kamil nous a assuré en outre, en citant des prises de position officielles des deux pays, que, à son avis, « les revendications unilatérales qui ont pu exister jadis à l'encontre de notre pays ont disparu aujourd'hui », et a ajouté qu'il tendait la main à tous les partis politiques à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur, à Mogadiscio ou à Addis-Abeba, « Je souhaite que, lors de l'indépendance, aucune fraction de la population ne se sente ignorée ». M. Kamil est partisan d'une coopération étroite avec la France dans le domaine économique et culturel. Quant à la présence des troupes françaises après l'indépendance,

il appartiendra au futur gouvernement de Djibouti d'en juger l'opportunité. « Mais nous nous sentirons menacés de l'extérieur, mais nous aurons besoin de la présence de troupes françaises. » Devant la commission de l'ONU, M. Kamil avait dit : « Je demande aux deux puissances voisines qu'elles renouvellent ici leurs engagements de reconnaître, de respecter et d'honorer notre souveraineté et notre intégrité territoriale ».

De son côté, le délégué de l'Ethiopie s'est livré, cartes et documents à l'appui, à une violente diatribe contre la Somalie, qui, selon lui, n'a pas renoncé à ses visées annexionnistes sur Djibouti.

Le délégué somalien a cependant réaffirmé le droit inaliénable de Djibouti à l'autodétermination, et invité tous les Etats à s'abstenir d'entreprendre quoi que ce soit qui puisse gêner le processus de son accession à l'indépendance. « La Somalie, a-t-il dit, sera le premier pays à reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale du nouvel Etat ».

● M. Mohamed Houmed Sultan, député de Tadjourah, d'origine Afar, à la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas, a rejoint, mercredi 10 novembre, la majorité parlementaire. Celle-ci se compose désormais de vingt-cinq députés sur quarante. — (A.F.P.)

NOMINATION DE TROIS AMBASSADEURS AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Jacques Leprette représentant permanent de la France au Conseil de sécurité

Le conseil des ministres, au cours de sa réunion du mercredi 10 novembre, a nommé M. Jacques Leprette représentant permanent de la France au Conseil de sécurité, et chef de la mission permanente française auprès des Nations unies, en remplacement de M. de Guiringaud.

de 1968 à 1971, au titre de conseiller, après avoir été de 1964 à 1968 chef du service des liaisons interministérielles pour l'information. M. Leprette a été ensuite chargé, à l'administration centrale, des affaires des Nations unies et des organisations internationales. Depuis 1973, il était directeur adjoint des affaires politiques au Quai d'Orsay.

[Né le 22 janvier 1920, M. Leprette est entré à l'administration centrale au Quai d'Orsay en 1947, à la suite de la sortie de l'Ecole nationale d'administration. Il a travaillé au service des affaires africaines, puis a été chef de la division politique du gouvernement militaire de l'Algérie de 1957 à 1958. Il a servi à l'ambassade de Washington de 1955 à 1959, puis de nouveau

Rappelons qu'après la nomination de M. de Guiringaud au poste de ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de M. Raymond Barre, le poste des Nations unies avait été proposé à son prédécesseur au Quai d'Orsay, M. Sauvagnargues. L'ancien ministre n'a donc pas donné suite à cette proposition.

● M. MOREL EN BOLIVIE

M. Jean Morel a été nommé ambassadeur en Bolivie, en remplacement de M. Jean-Louis Mandereau.

● M. GELADE A MALTE

M. Serge Gelade est nommé ambassadeur à Malte, en remplacement de M. Pierre Boyer.

[Né en 1920, M. Jean Morel est diplômé de l'Ecole des sciences politiques. Après deux années passées à l'administration centrale (1945-1947), il a occupé différents postes : à Singapour et à Saigon, conseiller à la délégation permanente auprès de l'OTAN pendant un an, il est alors nommé à Sao-Paulo (1953 à 1955), puis à l'administration centrale (Aide-Océanie), de 1955 à 1958. Succédant à M. de Lamoignon, il a été directeur des affaires culturelles, scientifiques et techniques, il était, depuis cette date, conseil général à Douala.]

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● LE DEBAT AU BUNDESTAG sur la mise en disponibilité des généraux Walter Krupinski et Karl Heinz Franke n'a pas eu lieu mercredi 10 novembre en raison de l'hospitalisation prochaine de M. Georg Leber, ministre ouest-allemand de la défense. Le débat avait été organisé à la demande de l'opposition, et M. Leber devait y prendre la parole. — (A.F.P.)

Brésil

● LE COMITÉ BRÉSIL POUR L'AMISTIE vient de faire paraître le premier numéro d'un bulletin qu'il publiera régulièrement sur la situation au Brésil. Le livraisons de novembre comporte un article sur les élections municipales du 15 novembre, et un autre sur la campagne en faveur de l'amnistie, qui prend une certaine ampleur au Brésil. Ce numéro, qui comporte une trentaine de pages, est vendu à 1 F à la librairie portugaise, 33, rue Gay-Lussac, à Paris.

● LE TRAFIC FERROVIAIRE a été rétabli jeudi matin à Porto Alegre. Les quelques sept cents cheminots qui s'étaient mis en

grève mardi (le Monde du 11 novembre) ont repris le travail après une allocution mercredi, à la radio et à la télévision, du président finlandais, M. Urho Kekkonen, qui a condamné la grève. — (A.F.P.)

Nicaragua

● LE CHEF GUERRILLERO CARLOS FONSECA a été tué au cours d'une fusillade avec des militaires nicaraguayens survenue le 9 novembre près de la frontière du Honduras. M. Fonseca avait organisé, il y a une dizaine d'années, le Front national de libération sandiniste — du nom de César Sandino, un chef guerrillero qui combattit contre les forces américaines installées dans le pays, de 1926 à 1933. Le président Anastasio Somoza avait accusé Cuba d'aider le Front de libération sandiniste, en vue de « modifier la situation au Nicaragua ». — (Reuters.)

Ouganda

● LE PRÉSIDENT IDI AMIN DADA a pris le commandement de l'armée de l'air, a annoncé mercredi 10 novembre la radio de Kampala. L'ancien chef de l'aviation est l'objet d'une enquête, sa responsabilité ayant été mise en cause lors du raid israélien sur Entebbe. — (U.P.J.)

Ethiopie

Un pays au bord de la guerre civile ?

M. Guenet Zewde, secrétaire permanent du ministère du travail et des affaires sociales, a été assassiné lundi 8 novembre par des « anarchistes », terme généralement employé pour désigner les membres du Parti éthiopien révolutionnaire du peuple (PERP), qui se réclame du marxisme-léninisme. Les autorités ont déclenché, depuis septembre, une violente campagne contre ce parti clandestin, et la tension s'accroît.

Une « guerre civile » a-t-elle véritablement commencé en Ethiopie ? Un peu plus de deux ans après la destitution de l'empereur Haile Selassie, l'exécution annoncée officiellement le 2 novembre, à Addis-Abeba, de vingt-trois « anarchistes » et réacteurs — venant après plusieurs attentats meurtriers et d'autres exactions enregistrées durant l'été — incite à poser sérieusement la question. La révolution dont les instituteurs annonçaient fièrement en 1974, quelle serait-elle ? tranquille et pacifique — devient chaque semaine plus sanglante. Pourquoi ?

Il devient de plus en plus difficile de recueillir sur la situation intérieure — et particulièrement dans les provinces — des informations recoupées qui n'émanent pas de l'un ou l'autre des camps en présence. On doit accueillir avec d'autant plus de circonspection les analyses respectives que le régime et ses opposants paraissent multiplier depuis quelques semaines leurs efforts de propagande à l'intention de l'étranger. C'est officiel — ou officieux — on met désormais en avant deux catégories d'arguments. L'opposition d'extrême gauche au régime militaire, représenté essentiellement par le Parti révolutionnaire du peuple (P.R.P.), est qualifiée d'« anarchiste ». Elle est accusée non seulement de fautes « objectives » — le jeu des bourgeois et féodaux — réactionnaires, mais d'agir concrètement en collaboration avec l'Union démocratique éthiopienne (E.D.U.), animée notamment par des nobles réfugiés en Europe. Dans une déclaration officielle datée du 19 septembre, le gouvernement accusait violemment — et pour la première fois — le « prétendu P.R.P. » (dont il reconnaissait ainsi l'existence) coupable de « diviser le peuple à l'intérieur et d'ouvrir la voie à la subversion ». Il dénonçait même des actions « communes » qui auraient été entreprises par le P.R.P. et les féodaux dans les provinces du Sidamo, du Bale, du Wollo, du Tigre, du Bogaemir et des montagnes de Semien. Au mois de septembre également, le régime a accusé le P.R.P.

de bénéficier de l'appui financier de la C.I.A. à l'extérieur de Washington un démenti est vague et ironique. En tout cas, la solennité de ces déclarations a surpris. On y a vu un indice d'inquiétude.

Officiellement pourtant les tenants du régime assurent que l'opposition « gauchiste », dont l'influence paraissait importante au printemps dernier — à l'époque du « grand débat idéologique » — dans plusieurs provinces du Sud, parmi la petite bourgeoisie et la bourgeoisie intellectuelle d'Addis-Abeba, est maintenant en déclin. La « restriction » de la C.E.U. (la « loi syndicale ») la mise au pas des étudiants et des enseignants contestataires, la dissolution du très actif « comité des femmes », tout cela aurait favorisé, dit-on, une reprise en main idéologique. En outre, l'« agitation politique » organisée depuis six mois par le pouvoir dans tous les secteurs de la société (entreprises, associations paysannes, comités de quartier) devrait accélérer la formation d'un « front révolutionnaire » acquis au Derg. « Les gens du P.R.P. ont perdu le contact idéologique », nous disait récemment un intellectuel proche du Derg. Ils n'acceptent même plus de participer à l'« Azyet forum » (forum révolutionnaire publié par la presse officielle).

L'opposition conteste naturellement cette analyse. Dans les publications clandestines (Democratie, la Voie de l'armée de l'air, etc.) et les bulletins diffusés à l'étranger, elle dénonce la répression sanglante dont seraient désormais victimes les sympathisants du P.R.P. Plusieurs émissaires de ce parti envoyés récemment en Europe (ont été de tortures, de massacres et d'embarquement arbitraire de militants (notamment à Jimma dans le Kafa et dans le Tigre). Ils affirment qu'une partie de cette répression est désormais conduite par une nouvelle unité, antérieure à — Nebelbal (« la flamme ») — entraînée et encadrée par des instructeurs israéliens.

Un représentant du Parti révolutionnaire du peuple nous confirmait en outre le 1^{er} novembre à Paris que, « devant l'abandon du régime », son organisation avait, depuis cet été, engagé la lutte armée contre le régime fasciste d'Addis-Abeba. « Le P.R.P. dispose maintenant d'une branche militaire, pour combattre », il a une armée révolutionnaire du peuple », qui se bat dans plusieurs provinces. Elle bénéficie des observations qu'il multiplie au sein de l'armée ».

La porte-parole du P.R.P. rejetait catégoriquement les accusations de « collusion avec la droite », qualifiées

(1) Conseil militaire provisoire.

de « colonnes propagées par la droite ». « C'est absurde, ajoutait-il. Compte tenu de notre programme et de notre ligne idéologique, comment pourrions-nous faire cause commune avec des réactionnaires ? Au contraire, nous luttons contre eux également, et dans certaines provinces d'une manière concrète ».

Il affirmait également que le P.R.P., qui réclame la formation d'un « gouvernement provisoire populaire », ne bénéficie d'aucune aide étrangère et qu'il s'appuyait exclusivement sur les « masses », se procurant des armes en attaquant la police, l'armée et les « milices populaires » réorganisées par le Derg dans les campagnes à partir de l'ancienne « armée territoriale » du régime impérial. On peut trouver une confirmation indirecte de ces déclarations et une preuve de l'absence de rébellion locale dans la presse officielle elle-même qui, presque chaque semaine, fait état de « non-le-ol » ou de « bandes » compliquées des impérialistes qui auraient été liquidés grâce à la « vigilance populaire ».

Reste qu'il est bien difficile de mesurer le poids exact de ces diverses oppositions et les menaces qu'elles font peser sur le régime. Pour deux raisons au moins. D'abord parce que, du nord au sud du vaste ex-empire, les situations sont fort différentes les unes des autres et qu'il est tout à fait arbitraire de vouloir dresser un tableau général. On doit rappeler que, dans plusieurs provinces, le « processus révolutionnaire » se développe favorablement. A la limite, une analyse détaillée de la région par région serait nécessaire ; chose impossible, ne serait-ce qu'à cause des limitations imposées aux déplacements du journaliste. En outre, l'Ethiopie « déstabilisée » d'aujourd'hui, en proie à une extraordinaire effervescence révolutionnaire, connaît — comme ce fut le cas tout au long de son histoire dans les périodes de transition — une flambée de mouvements régionalistes, ethniques, religieux. Rébellions très disparates dont l'ampleur augmente aujourd'hui l'unité nationale elle-même.

A cela il convient d'ajouter — ce qui est une autre constante de l'histoire éthiopienne — les tentatives de plusieurs pays étrangers de profiter de la situation de faiblesse de l'Ethiopie. Bien des révoltes tribales du Sud sont, en fait, encouragées par la Somalie, qui ne fait pas mystère de ses revendications sur l'Ogaden, et la guerre se poursuit inintermittamment en Erythrée, même si les « fronts de libération » ne parviennent toujours pas à surmonter leurs divisions.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

EUROPE

Grande-Bretagne

**A la suite d'un échec du gouvernement aux Communes
Le départ de trois ministres pour Rambouillet
est retardé**

Contrairement à son attente, M. James Callaghan n'emmène finalement à Paris, ce jeudi soir 11 novembre, qu'un seul des quatre ministres qui devaient participer au « sommet » franco-britannique : M. Croxall, le secrétaire au Foreign Office. Le parti conservateur a en effet refusé d'approuver cette fois une pratique admise, qui consistait à laisser s'absentier trois de ses députés pour maintenir l'équilibre des votes et permettre aux membres du gouvernement de participer à une négociation à l'étranger. En l'occurrence, il s'agissait de M. Denis Healey, Edmund Dell et John Silkin, respectivement ministres des finances, du commerce extérieur et de l'agriculture. Toutefois, ces trois ministres rejoindront M. Callaghan vendredi matin à Paris, après un vote sur la nationalisation des industries aéronautiques et navales attendu pour la soirée de jeudi aux Communes.

De notre correspondant

Londres. — Quelques heures avant de partir pour Rambouillet, M. Callaghan a subi une défaite sévère à la Chambre des communes. Par 310 voix, puis par 311 voix contre 308, celle-ci a adopté, dans la nuit du 10 au 11 novembre, deux amendements qui les Lords avaient apportés à un projet gouvernemental visant à élargir les privilèges des dockers.

Le projet de loi accordait aux dockers le monopole de la manipulation des marchandises jusqu'à 5 kilomètres des ports. Cette clause a d'ailleurs été combattue par certains syndicalistes, qui craignent de voir les dockers évincer d'autres travailleurs dans les entreprises frigorifiques notamment. Si le gouvernement a

maintenu son projet, c'est avant tout pour satisfaire M. Jack Jones, le secrétaire général de la très puissante fédération des transports et des travailleurs généraux, qui est le plus ardent défenseur du contrat social conclu entre le gouvernement et les syndicats.

L'amendement imposé par la Chambre haute limite désormais les droits des dockers à seulement un demi mille (environ 800 mètres) des ports. Ce nouveau texte a été approuvé aux Communes par une coalition des conservateurs, des libéraux et des nationalistes. Leur point de vue a triomphé grâce à l'abstention de deux députés appartenant à la droite travailliste, M. John MacKintosh et Brian Walden, deux membres les plus brillants du Labour, qui ont résisté à toutes les pressions exercées sur eux par les autorités de leur parti. L'un d'eux a annoncé que, jeudi soir, il voterait contre certaines clauses importantes du projet de loi prévoyant la nationalisation des industries navales et aéronautiques.

La gauche travailliste a aussi repris son offensive en réclamant une modification de la politique économique du gouvernement. Les adversaires travaillistes du cabinet ont fait preuve, cette fois-ci, d'un peu plus d'adresse que de courage. Ils ont déposé aux Communes une motion qui réaffirme, certes, les thèmes traditionnels de la gauche : contrôle des importations, pas de réduction des dépenses sociales et amputation du budget de la défense. Mais tous ces objectifs sont formulés en termes assez modérés et le texte de la gauche a été signé par plus de cent députés travaillistes.

Il est peu probable que le chancelier de l'Échiquier, qui est exposé d'être part aux pressions des experts du Fonds monétaire international, tienne beaucoup compte des exigences de la gauche. Celle-ci se trouve elle-même dans une position ambiguë. Ses partisans sont prêts à signer des motions ; mais pas à faire tomber le gouvernement. D'autant qu'une dissolution des Communes aboutirait sans doute à un « massacre » du Labour, et particulièrement des champions de la gauche.

JEAN WETZ.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à Bobigny, le mardi 16 novembre 1976, à 13 h. 30

UNE PROPRIÉTÉ PANTIN (93)

7-9-11, avenue Alfred-Lesieur Compagnons UN PAVILLON au 7, av. Alfred-Lesieur et UN BATIM. à usage d'atelier 9 et 11, av. Alfred-Lesieur
MISE A PRIX : 80.000 FRANCS
S'adresser à M. BARBIER-AUDOUZE, avocat, 219, rue Jean-Jaures, Bobigny, tél. 844-26-32 ; au greffe du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Mazières, le mardi 16 novembre 1976, à 14 h.

UNE PIÈCE GRIGNY II (91)

21, avenue des Sablons
Est. X à 3, escalier unique au 4^e étage à gauche (lot n° 430 218)
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS
Consignat. Indispensable pour ench. Renseignements à M. TRUXILLO et AKOUN, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, r. Champlois (498-30-26 ou 14-18).

Vente Palais de Justice de MEAUX, mercredi 24 novembre 1976, à 14 h. 15, IMMEUBLE à O.S. BASSEYAT, à CLAYE-SOUILLY (77), lieudit « VILLAIN » avec jardin. C. 957 m². Mise à prix 150.000 F. S'adr. M. MEIGNEN, huissier à Claye-Souilly (77), T. 028-00-35, et M. NORET, avocat, Meaux (77), T. 434-00-27

Adjudication au Palais de Justice de THONON-LES-BAINS (74) le VENDREDI 19 NOVEMBRE 1976, à 14 heures

TERRAIN de 44 a. 58 ca., avec construction en chantier à MESSERY (Haute-Savoie) à proximité du Lac Léman MISE A PRIX : 50.000 F (Consignation préalable exigée)

S'adresser au Cabinet d'Avocats M. BOUCHET, Y. REDON, 5, place Henry-Bordoux à THONON-LES-BAINS (74) — Tél. (50) 71-13-77

Italie

**La moitié des cartes d'adhésion
au parti démocrate-chrétien seraient fausses**

De notre correspondant

Rome. — La démocratie chrétienne a toujours eu la réputation de compter parmi ses adhérents un grand nombre de dévots et même de personnes qui n'ont jamais existé. Ces fausses cartes de parti permettent aux sept ou huit courants internes de grossir leur taille et d'imposer, sinon leurs idées, qui sont assez semblables, du moins leurs hommes aux leviers de commande. L'affaire vient cependant d'éclater au grand jour avec les déclarations de deux anciens ministres, les sénateurs Giulio Orlando et Adolfo Sarti.

« Nous estimons que 50 % des cartes délivrées par le parti sont fausses », a affirmé le premier. Ces propos auraient été interprétés comme un simple geste de mauvaise humeur d'anciens ministres si le secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Bettino Craxi, n'avait confirmé et précisé leur vérité. Interviewé par le *Corriere della Sera* sur les « 50 % de fausses cartes », il a déclaré : « Cette affirmation est excessive. Comment est-il possible de donner des pourcentages ? M. Sarti et Orlando dénoncent cependant une irrégularité qui existe. Le secrétaire général de la D.C. reconnaît que le Sud n'a plus le privilège de « certains votes », il a, lorsqu'un courant communautaire a été certain, en matière, d'autres finissent par se sentir le droit de l'imiter ». M. Zaccagnini n'en est pas moins déterminé à « trouver des remèdes radicaux ».

Ce phénomène aurait toutefois une autre ampleur si l'on en croit un sénateur de la gauche démocrate chrétienne, M. Nicola Mancino. Selon lui, « des entreprises, des groupes tant privés que parapublics entretiennent en possession de paquets entiers de cartes. Ils insistent ensuite ce patrimoine dans les différentes tendances du parti après avoir mis au point la manière d'en tirer des bénéfices ». Au lieu d'empêcher ces achats sur les conceptions du cartes décidées par M. Zaccagnini, n'aurait-il fait que décourager l'adhésion des « citoyens honnêtes ».

Ce dernier argument est néanmoins peu convaincant, les nouvelles cartes ne valant que 5 000 lire, soit 30 F. On remarque d'autre part au secrétariat de la D.C. que les inscriptions pour 1976 ont été suspendues dans la région du Latium pour « les arracher aux voleurs de cartes ». Si M. Agnelli est privé de carte, le président du conseil n'en a pas non plus. Quant à l'intervention de groupes privés ou para-publics, elle n'aurait pu passer inaperçue. N'aurait-elle d'ailleurs pas rendu impossible la réélection d'un réformateur honnête comme M. Zaccagnini au printemps dernier ?

À la présidence du conseil, on n'est pas loin de voir dans cette affaire une manœuvre politique visant à mettre en difficulté M. Giulio Andreotti.

ROBERT SOLÉ.

Espagne

**Les Cortès seront saisies le 16 novembre
du projet de réforme politique du gouvernement**

Madrid (A.F.P.). — Les Cortès seront saisies le mardi 16 novembre pour débattre du projet gouvernemental de réforme institutionnelle, a annoncé M. Torcuato Fernandez Miranda, président de l'Assemblée. Il a ajouté que les débats pourront être terminés avant le premier anniversaire de la mort du général Franco.

La commission, composée de personnalités liées à la gauche, n'aurait pas retenu la proposition du parti de M. Manuel Fraga, l'Alliance populaire, suggérant de substituer le système majoritaire au système proportionnel choisi par le gouvernement.

Les Cortès doivent approuver le projet à la majorité des deux tiers. Il y a 561 députés. Le quorum est de 282, soit la moitié

plus. En cas de vote favorable des Cortès, le projet sera soumis à un référendum populaire qui pourrait avoir lieu avant la fin de l'année.

« L'atmosphère est très tendue dans toute la région minière de Cantabrie », a déclaré le journaliste Santandrea, où deux cent dix mineurs sont enfermés depuis le 3 novembre dans le puits Santa-Amalia, de la compagnie Real Asturiana, pour protester contre la direction qui refuse leurs revendications salariales. Un important cordon de gardes civils entoure le puits depuis mardi, empêchant le ramassage des mineurs enfermés à 200 mètres sous terre dans une galerie très humide. Depuis le début du mouvement, près de soixante-dix mineurs ont été évacués à l'hôpital de troubles respiratoires ont dû être évacués. — (A.F.P.)

Roumanie

**LES AUTORITÉS
PARTENT EN GUERRE
CONTRE LE « PARASITISME »
DES JEUNES**

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienna. — Les autorités roumaines ont décidé de relancer la guerre contre le « parasitisme ». Aux termes d'une loi votée récemment par la Grande Assemblée nationale de Bucarest, tous les personnes âgées de 18 ans et plus de 18 ans et qui ne suivent pas des études, sont tenues de s'inscrire auprès des agences du travail et des affaires sociales. Un projet de loi a été adopté de cette obligation les artisans, les membres de professions libérales et les femmes au foyer. Le texte de loi définitif a ajouté à cette liste les agriculteurs privés, fâcheusement oubliés dans la première mouture.

L'attitude des personnes qui mènent une vie de « parasite » sera jugée par des assemblées de citoyens dans les villages, communes ou quartiers. Si, en dépit de toute l'aide à qui leur aura été apportée, les « parasites » en question refusent de s'intégrer au monde du travail, ils seront entraînés par une décision de justice. Les tribunaux enverront les récalcitrants passer un an sur des chantiers de construction, dans des unités agricoles ou forestières ou dans toute autre entreprise économique. Cette décision sera sans appel.

La loi accorde une attention particulière aux jeunes entre seize et dix-huit ans. Il est ainsi prévu que l'entretien par les parents ou toute autre personne n'est pas une raison suffisante pour se soustraire au devoir d'adhésion à la société. Les jeunes, s'ils refusent un emploi, seront dirigés vers des « centres de travail et de rééducation » dépendant du ministère du travail mais dont l'activité est également suivie par le ministère de la justice. La loi donne aussi faculté leur envoi sur de grands chantiers, tel celui destiné à ouvrir un canal entre le Danube et la mer Noire. L'Union de la jeunesse communiste vient de proposer un engagement solennel de construire un tronçon de 10 kilomètres de cet ouvrage. — M. L.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

**Les milieux politiques de Washington
s'interrogent sur les intentions de M. Carter**

De notre correspondant

Washington. — Dans l'ignorance des décisions que le président élu des États-Unis mènera dans sa retraite de l'île Saint-Simons, et en attendant l'installation à Washington, au début de la semaine prochaine, de M. Jack Watson et de son équipe chargée de diriger la transition avec l'administration Ford, la capitale vit au ralenti.

En ce qui concerne la politique étrangère, les milieux diplomatiques de la capitale s'efforcent d'obtenir des indications plus précises sur les conceptions du président élu. M. Carter, en effet, s'est refusé à recevoir les ambassadeurs étrangers prêts à faire le déplacement de Plains, Personne ne doute cependant que suivant les avis de ses conseillers, et notamment de M. Brzezinski, il ne soit amené à réviser un certain nombre de déclarations irréfléchies faites antérieurement. A cet égard, un nouveau groupement vient de se créer, réunissant d'anciens hauts fonctionnaires et membres de gouvernements précédents et dont l'objectif essentiel est d'alerter l'opinion américaine contre « les dangers de l'expansionnisme soviétique ».

Le « comité du danger actuel » Ce groupe, appelé « comité du danger actuel », réunit des personnalités comme MM. Paul Nitze et David Packard, anciens secrétaires d'adjoint de la défense, Henry Fowler, secrétaire au Trésor dans les administrations Kennedy et Johnson, Lane Kirkland, secrétaire trésorier de la grande centrale internationale AFL-CIO, M. Roslow, ancien secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, considéré comme un « dur », aurait été encouragé par M. Schlesinger à former ce comité, qui disposerait d'un budget de 250 000 dollars par an.

Au département d'Etat, la bonne humeur affichée par M. Kissinger à quelques semaines de son départ définitif contraste singulièrement avec l'air soucieux de ses collaborateurs. Beaucoup n'apprécient pas le style de leur patron. En même temps, ils ont conscience que, sans M. Kissinger, le département d'Etat perdrait beaucoup de son poids et de son autorité. Le centre des décisions en matière de politique étrangère risque en effet de revenir à la Maison Blanche et au Conseil national de sécurité. Les diplomates de carrière trouvent cependant quelque réconfort à la lecture du livre de M. Carter : le président élu critique la pratique de nommer aux postes diplomatiques importants des ambassadeurs « politiques », sans expérience de la diplomatie, mais qu'il s'agit de récompenser pour leur soutien électoral.

Dans l'immédiat, tous les chefs de mission, selon la règle, présenteront leur démission, laissant au nouveau président le soin de les éliminer. Protégés par leur statut, les diplomates de carrière ne seront que déplacés.

En ce qui concerne la réforme administrative projetée par M. Carter — celui-ci a déclaré qu'il réduirait à deux cents les quelque mille sept cents départements et agences ministérielles — elle a évidemment provoqué quelques remous. D'après ses récentes déclarations, le président consultera le Congrès. Il a fait valoir que la réorganisation administrative de l'Etat de George à laquelle il procéda dans le passé n'était qu'un très petit nombre de fonctionnaires. En fait, sur les 7 600 employés fédéraux, 2 200 seulement sont manuels d'avoir à quitter des fonctions qu'ils ne doivent qu'à la faveur politique.

H. P.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du
Monde

Au sommaire du numéro de novembre

L'AMÉRIQUE DE JIMMY CARTER

- Une stratégie « trilatérale », par Diana Johnstone
- Intérêts économiques disparates contre stratégie globale, par Joyce Kolka.
- Les abstentions massives : un scepticisme profond à l'égard du système politique, par Marie-France Toinet.
- L'influence des groupes économiques et ethniques, par Charles Zorogbi.

CONTRE LE TERRORISME : QUELLE EUROPE SE DESSEINE ?

(Gérard Soulié)

LE PARTI COMMUNISTE, L'UNION SOVIÉTIQUE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

(Jacques Vallier)

LA CHINE GOUVERNÉE AU CENTRE ?

(Jean Dubois)

ALGÉRIE :

DE LA CHARTE NATIONALE À LA CONSULTATION ÉLECTORALE

(Renaud Weinstock)

L'ÉGYPTÉ ET L'OUVREMENT POLITIQUE

(reportage de Marie-Christine Aulas)

Cours aux richesses énergétiques au Québec

L'AFFAIRE DE LA BAIE JAMES

(par Pierre Dommergues)

Afrique australe : de la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes (René Lafont)

Thaïlande : le coup d'Etat donne plus de consistance à l'opposition de gauche (Kao Yan)

Moscou et la campagne présidentielle américaine (Bernard Féro).

LIVRES : vers un renouveau du marxisme en économie ? (Jean-Marie Vincent). — La Grande-Bretagne est-elle au « bout de la route » ? (Bernard Cassen). — L'oligolite linguistique (Almond et Michèle Melard). — François Perroux et l'économie « retravaillée » (Raymond Courbis). — Le journal mural de Li Yi-zhe (J. D.)

CINÉMA POLITIQUE : Algérie, un peuple et ses images (Ignacio Ramonet et Mouloud Mimoun)

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)
Abonnement et vente au numéro
5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09

150 000 000

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

CORRÈZE : l'ex-jeune loup et les louveteaux

Ussel. — Le croirez-vous, on se bat aussi pour les libertés en Corrèze. Et pas seulement pour le siège de la troisième circonscription que M. Jacques Chirac entend récupérer officiellement après l'avoir laissé à son suppléant, M. Henri Belcourt, maire d'Ussel, le temps de ses nombreux passages au gouvernement. Les libertés, M. Chirac en parle à Meymac le soir-même où M. Mitterrand, venu soutenir le candidat socialiste, M. Bernard Coulaud, les exalte à Ussel. L'ancien premier ministre entend préserver « les libertés traditionnelles de la société française telle qu'elle est » contre les dangers du collectivisme. M. Mitterrand veut aller au-delà de l'acquis libéral du dix-neuvième siècle pour insister sur la démocratie économique et l'égalité devant le savoir. Le candidat communiste, M. Christian Audouin, n'est pas en reste sur ce terrain, soulignant qu'il est d'incarner la ligne du vingt-deuxième congrès du P.C.F. Ainsi, les grands mots claquent aux oreilles des électeurs de la circonscription qui, d'ordinaire, n'étaient pas si pâtes.

Plus que leurs concitoyens des autres départements où se déroulent des « partielles », ils sont les témoins, avertis ou non, d'une avant-guerre électorale et assistent aux essais discrets et aux répétitions des grands affrontements de demain, ceux des municipales et ceux des législatives en 1978. La première de ce débat national, ils la doivent à M. Chirac, bien sûr, comme tant d'autres avantages évidents, mais, aussi, au renouvellement des autres candidats.

La présence de l'ancien premier ministre dans cette élection a provoqué la venue de renforts : MM. Mitterrand, Defferre, Tardieu, Estier, Joxe, Martinet, Tadel, ainsi que M. Robert Fabre, président du M.R.G., pour M. Coulaud ; MM. Marchais et Ballanger pour M. Audouin ; M. Mousset, secrétaire national du P.S.U., pour Mme Marguerite Guillien ; Mlle Ariette Laguille pour la candidate de l'Union pour la République, Mlle Michèle Moraville ; M. Le Pen pour le représentant du Front national, M. Jacques Ricard. Le dernier candidat, un étudiant de Toulouse, M. Dominique Dasté, ne s'est manifesté que par l'envoi de ses affiches dans les maires.

Les Corrèziens ont eu, en plus de leur célébrité locale, leur content de vedettes nationales de la politique, ce qui n'a pas été l'émouvoir outre mesure. La vraie campagne électorale continue de se faire par le contact direct, par la visite de cent dix-huit communes, le porte-à-porte, les serments de maires. M. Chirac excelle dans le genre, comme on sait. Neuf ans de présence sur le terrain et de services rendus, ainsi qu'une bonne mémoire, lui permettent d'identifier ses amis

De notre envoyé spécial

et les autres. Pour cette seule campagne, il se flatte d'avoir approché personnellement plus de dix mille électeurs. Chirac a imposé ici notre style de travail », reconnaît M. Audouin, qui est aussi secrétaire de la fédération communiste de la Corrèze. « Dans cette circonscription de gauche, il me faut 15 % des voix socialistes et 10 % des voix communistes », explique entre deux visites domiciliaires l'ancien premier ministre. (sa seconde tour de l'élection présidentielle de 1974 M. Mitterrand avait obtenu 52,88 % des suffrages exprimés dans la circonscription et la gauche a progressé aux dernières élections cantonales, sans pour autant remettre en cause la présidence du conseil général que M. Chirac a conservée). Il compte bien être réélu dès le premier tour, comme en 1973 et en 1968. Pour cela, il rappelle aux électeurs ce qui a été fait grâce à lui que ce qui reste à faire pour que « la Corrèze revienne ». Chaque jour, le journal le *Montagne* rappelle les dossiers dont le candidat a promis de s'occuper en visitant les communes. « Pas un maître de ce département qui n'ait reçu de lui une aide, un conseil », déclare celui de Meymac, M. Maurice Gorse, qui conclut très pragmatiquement : « L'intérêt nous commande, la raison dicte notre conduite dimanche ».

Aucun doute, l'énergie envoyée de Paris en 1967 par Georges Pompidou a convaincu de son efficacité. Pour le reste, la politique nationale, M. Chirac considère que ses électeurs lui font confiance. Aussi leur explique-t-il rapidement ses intentions.

Les jeunes gens de gauche

Suit une condamnation sans appel des nationalisations et de l'autogestion, et la conclusion : « La solution du problème commun n'est pas la bonne pour la France. Mon ambition est de participer au renforcement des forces qui soutiennent un autre type de société. Notre ambition est de rassembler les hommes et les femmes attachés aux valeurs essentielles de notre société, la responsabilité individuelle, l'indépendance de la France, la justice, les libertés des citoyens. Nous sommes pour une évolution sociale qui réduise les inégalités, qui suppose des réformes profondes mais sans créer de traumatismes collectifs ».

Jusqu'à là, les électeurs déjà acquis à M. Chirac continuent de le suivre. Ils admettent même assez bien qu'il ait quitté le gouvernement, mais ce qu'ils ne comprennent pas c'est sa récente entrevue avec M. Giscard d'Estaing. D'autant plus que « Jacques » ne s'en explique pas, même ainsi qu'une bonne mémoire, lui permet de l'identifier ses amis

dit-il, tu en seras pour tes frais. Pas de commentaires ! » Alors, fâché ou pas fâché avec Giscard ? Ce n'est pas clair. « Il est quand même normal que je rencontre le président de la République ! », s'étonne, après coup, son ancien premier ministre. Le jeune loup d'hier se voit aujourd'hui concurrencé dans son fief par des jeunes gens de l'opposition de gauche pleins d'ambition et d'airant. M. Jacques Ricard (Front national) et Mme Guillien, membre du bureau national du P.S.U., montent tout expresse de Mougins, font figure d'unicorns parmi les sept candidats, simplement parce qu'ils ont passé la cinquantaine. Mlle Moraville (L.O.), employée à la Sécurité sociale à Clermont-Ferrand, a vingt-huit ans. Elle emploie son énergie à proclamer que les travailleurs en ont assez de la droite et à dénoncer « les courbettes » des dirigeants de l'Union de la gauche aux patrons et aux capitalistes.

Avec sa barbe et son air moqueur, M. Coulaud, vingt-deux ans, H.E.C. Science-Po., a gardé des allures d'étudiant. Il cherche un emploi dans la région, qui lui permettrait de faire fructifier l'héritage politique d'un grand-père notable socialiste et qui lui a valu, en 1971, le titre de plus jeune conseiller général de France (à Sornac). M. Coulaud, de Clermont-Ferrand, comme les autres candidats de gauche, son premier objectif est d'investir, pour plus tard. « Le P.S. a déjà gagné deux mille voix en 1971, mais il n'a pas milité trois fois plus important il doit encore progresser », pense M. Coulaud. Pas au point de dépasser le potentiel communiste (17,20 % au P.S.), car la tradition communiste rurale est ici très forte.

M. Coulaud reconnaît que M. Chirac est un homme d'État — mais aux dépens de l'État — pour le département. Malgré cela, le déclin de la Corrèze s'est, assure-t-il, poursuivi. « Maintenant, il faut que le département soit à la source de tous les financements », il a joué le rôle d'une nouvelle intelligence locale, ce qui est contraire aux règles démocratiques, explique M. Coulaud au maire de Vitrac. Lequel réplique : « Avant, je ne voyais pas l'État, maintenant, c'est quand je téléphone à la préfecture, le secrétaire général ou le préfet me répondent. Un paysan dit : "Le maire, c'est un Chirac" ».

M. Christian Audouin n'a rien à envier à M. Coulaud pour les signes extérieurs de jeunesse. Il a cheveu long et ne s'en inquiète pas. « Je n'ai pas de cheveux chez le coiffeur, mais si cela avait été nécessaire, j'y serais allé », déclare-t-il. Les cheveux longs, c'est aussi l'image de marque du parti socialiste. M. Audouin et ses amis, tous aussi jeunes que lui, font une campagne « très politique », ce serait, à coup sûr, « une grande victoire » que de faire passer le candidat socialiste à la mairie. M. Audouin ne dit rien, sinon que la campagne menée par le parti communiste est plus claire. « Chirac et Giscard, pour nous, c'est la droite », dit-il. Mais, que M. Coulaud distingue « la droite dure de la droite molle ». M. Audouin se fonde sur les résultats des élections cantonales (29 % au P.C., 14 % au P.S.) pour affirmer : « En Corrèze, la force de rebelle, c'est le parti communiste. » Mais, concède-t-il, le parti socialiste est tellement dévot qu'il ne peut que remonter.

L'élection de M. Chirac dès le premier tour, l'état du rapport des forces entre le P.C. et le P.S., ce sont notamment les deux mille quatre cents nouveaux électeurs qui en décideront le 14 novembre, en départageant l'ancien « jeune loup » de la majorité des louveteaux de la gauche.

ANDRÉ LAURENS.

● M. Pierre Guidoni, candidat socialiste dans le 5^e arrondissement, a déclaré, mardi 9 novembre, au cours d'une réunion publique à laquelle participait le rabbin Josy Eisenberg : « Les socialistes ont le droit de défendre l'État d'Israël, le droit du peuple palestinien à disposer d'une terre, la reconnaissance mutuelle, le dialogue et la paix. Les socialistes n'ont de leçon à recevoir de personne, et surtout pas des hommes de l'actuelle majorité, qui ont tous soutenu ou couvert une politique faite de mercantilisme, d'incohérence et de partialité ».

M. MARCHAIS : les gaullistes pourraient constituer la quatrième famille de l'union de la gauche.

A l'issue des travaux du comité directeur de son parti, M. Georges Marchais a déclaré, mercredi 10 novembre, à propos de la préparation des élections municipales :

« Le problème est posé à nos côtés de respecter les engagements pris en commun au mois de juin. Nous avons fait des propositions qui permettraient de réunir des listes d'union de la gauche dans toutes les communes de France. Si les socialistes veulent aller, dans certaines villes, au scrutin avec des listes homogènes, ils doivent en prendre la responsabilité. (...) »

« Il est exclu que nous recommandions des opérations comme en 1971, où nous avons fait des listes d'union de la gauche avec des listes menacées parce que le parti socialiste y avait refusé l'unité. Depuis 1971, il y a eu un événement capital qui est la signature du programme commun et l'engagement de gérer ensemble les affaires du pays. (...) »

« Nous nous en tenons donc à l'accord national avec tranquillité, sérénité et patience. Si malgré nos propositions il n'y avait pas de liste commune partout, avec regret, nous constituerions des listes d'union du peuple de France. (...) »

« Pourquoi nous priver de cette force-là ? »

En réponse à une question, le secrétaire général du P.C.F. a d'abord répondu :

« Je comprends que les gaullistes soient nombreux et ne plus suivre l'U.D.R. giscardienne (...) L'U.D.R., sous la direction de Chirac, est alignée sur les forces réactionnaires et antinationales qui sont les républicains indépendants et les centristes (...) »

« Dans ces conditions, je comprends qu'il y ait des gaullistes qui ne s'y retrouvent plus. S'il y en a qui veulent rejoindre le parti communiste, la porte leur est ouverte — car il est clair que, sur ces questions-là, c'est notre parti qui est le plus proche. (...) »

« Mais ils sont sans doute plus nombreux ceux qui ne souhaitent pas rejoindre tout en continuant à lutter pour l'indépendance de la France, pour son essor économique et pour le progrès social. (...) »

« Nous souhaitons que cette force-là, non négligeable, s'exprime et se constitue à côté de nous, des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche, qui sont vraiment les forces de la gauche, pour nous permettre de constituer une force d'union de la gauche, pour nous priver de cette force-là. (...) »

« L'union de constituer une quatrième famille de l'union de la gauche, composée de gaullistes, est défendue depuis deux ans, notamment par le Front progressiste. Les radicaux de gauche, en revanche, sont réticents à l'idée, car ils estiment que leur mouvement est parfaitement à même de jouer le rôle de structure d'accueil pour les membres de la majorité décidés à rejoindre l'opposition. (...) »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 10 novembre au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le chef de l'État a ouvert la réunion en faisant la déclaration suivante :

« Il y a six ans aujourd'hui, et à cette même heure, la France apprenait la mort du général de Gaulle. (...) »

« Les institutions qui assurent la stabilité de notre pays, la politique de dignité et d'indépendance nationale qu'il a conduite, les moyens de dissuasion dont il a doté notre défense, lui ont acquis la reconnaissance durable des Français. (...) »

« Le gouvernement, engagé tout entier dans la lutte prioritaire pour la défense du tronc et le redressement de l'économie, n'oublie pas la haute leçon qu'il a donnée. (...) »

« C'est pourquoi, je vous invite à observer une minute de silence, pour honorer le souvenir du général de Gaulle, président de la République. (...) »

Les ministres et le chef de l'État ont observé cette minute de silence, debout autour de la table du conseil.

● **LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1977**
Sur la proposition du ministre de l'Intérieur, le conseil des ministres a adopté un décret qui fixe au dimanche 13 mars 1977 et au dimanche 20 mars 1977 les deux tours des élections municipales.

● **LA RÉFORME DE LA COUR DE CASSATION**
Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui modifie la loi du 3 juillet 1957 sur la Cour de cassation.

Les conseillers d'État, qui ne siègent plus dans la chambre à laquelle ils sont affectés, auront

Libres opinions

Une équitable proportionnalité

par GILBERT GRANDVAL (*)

L A majorité présidentielle inclut des éléments conservateurs avec lesquels nous ne saurions pas plus pacifier qu'avec l'union de la gauche dans la mesure où celle-ci est fondée sur une alliance avec le parti communiste.

Nous ne pouvons tenir pour acceptable la séparation ou la rupture avec une partie importante et active de la nation. Malheureusement, partout où le parti communiste est parvenu au pouvoir, les principes et les méthodes de son action se révèlent incompatibles avec nos conceptions fondées sur la prééminence de l'homme et sur le respect de la liberté.

L'Union travailliste, héritière de l'Union démocratique du travail, n'est pas « alliée », ce qui semblerait signifier qu'elle ne soit pas où elle est.

La position est claire. Par-delà les clivages imposés par les partis, elle veut favoriser un vaste rassemblement, au sein gaulliste du terme, écartant, sur sa droite, les forces réactionnaires et, sur sa gauche, les tenants du collectivisme totalitaire.

Ce rassemblement du plus grand nombre possible d'hommes à la recherche du progrès et de la justice sociale reflète, vraiment l'image de la France.

Voici sept ans que nous œuvrons dans ce sens, avec succès tout d'abord à l'époque où Jacques Chaban-Delmas proposait de bâtir une « nouvelle société ». Depuis que le principal parti de la majorité a abandonné cet objectif, celle-ci n'a cessé de se renforcer à droite, accentuant gravement la coupure politique de la France.

Que Jacques Chirac, après s'être démis de son poste de premier ministre, semble découvrir le travailisme, voilà qui nous cause une satisfaction à la mesure de notre étonnement.

Par contre le style de Raymond Barre, l'action courageuse qu'il a engagée pour redresser la situation économique et financière, et ses efforts prometteurs pour s'imposer comme chef de la majorité parlementaire nous donnent une nouvelle espérance.

Le danger que présenterait pour la liberté la participation au gouvernement — puis la domination inéluctable — du parti communiste nous oblige à souhaiter l'insuccès de l'union de la gauche telle qu'elle est actuellement constituée.

Mais, pour que cette mise en échec n'entraîne pas une victoire de la réaction, nous appelons tous les socialistes, qu'ils soient radicaux ou démocrates, tous les communistes aussi, qui longtemps, individuellement, ont soutenu l'action du général de Gaulle, à entendre l'appel que nous leur lançons et, avec nous, nous en sommes certains, tous ceux qui, en authentiques gaullistes, faisant taire leur ambition personnelle, sont avant tout attachés au progrès social, à la dignité de l'homme et à l'intérêt national.

Les institutions de la V^e République, qu'il est impérieux de préserver au même titre que notre indépendance et l'autonomie de notre défense, son indispensable support, mettent l'exécuteur à l'abri de l'omnipotence des partis. De ce fait, elles donnent au président de la République les moyens de remodeler radicalement la majorité et d'y appeler les hommes de progrès, dût-il pour cela introduire une équitable proportionnalité dans la représentation populaire.

(*) Président de l'Union travailliste.

LE MAIRE DE SAINT-MALO EST DÉMIS DE SES FONCTIONS

(De notre correspondant.)
Rennes. — Par arrêté du 9 novembre, M. Olivier Philip, préfet de la région de Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, a prononcé la démission d'office de M. Marcel Flanchet, maire de Saint-Malo (C.O.S.).

A la suite d'une plainte de l'association de défense de Saint-Servan — commune qui a fusionné avec Saint-Malo — M. Flanchet, qui est également conseiller général d'Ille-et-Vilaine, avait été poursuivi pour « prise d'intérêts » au titre de l'article 175 du code pénal (le *Monde* du 9 octobre). Il lui était reproché d'avoir, dans plusieurs opérations immobilières, confondu ses fonctions de maire et sa profession d'entrepreneur de travaux publics. La condamnation à six mois de pri-

son avec sursis prononcée le 7 mai 1976 par le tribunal correctionnel de Nantes, qui l'avait déclaré inapte à jamais d'exercer aucune fonction publique, avait été confirmée par la cour d'appel de Rennes le 11 juillet.

Le 7 octobre dernier, la Cour de cassation a repoussé le pourvoi de M. Flanchet. M. Louis Ferrault, premier adjoint, est chargé provisoirement des attributions municipales de M. Flanchet.

[Pour qu'un nouveau maire soit élu, il faudra, selon les dispositions du code d'administration communale, que des élections municipales partielles soient organisées, dans la quinzaine de la vacance, précise l'article 61, qui ajoute : « Le nouveau maire est élu dans la quinzaine qui suit ».]

LA PRÉPARATION DES « MUNICIPALES »

REIMS : le conflit au sein de l'U.D.R. n'est pas apaisé

De notre correspondant

Châlons-sur-Marne. — La présence, dimanche 7 novembre, de M. Yves Guéna aux assises de l'U.D.R. de la Marne, à Châlons-sur-Marne, n'a pas permis de mettre un terme au conflit qui divise actuellement l'U.D.R. rémoise, ou tout au moins ses dirigeants. Chacun semble s'en remettre maintenant à l'arbitrage des instances nationales. Depuis un certain temps, M. Jean Falala, député U.D.R. de la deuxième circonscription de la Marne, vice-président du groupe de l'Assemblée nationale et président de la fédération de la Marne, avait, seul, décidé de prendre la tête d'une liste « de large union » aux élections municipales de 1977. Il a expliqué sa détermination par les résultats d'un sondage qui le donnait comme « le seul susceptible de battre une liste d'union de la gauche ». C'était signifier que le maire actuel, M. Jean Taittinger, U.D.R., également, ancien garde des sceaux, n'avait plus une assise populaire suffisante pour espérer garder l'hôtel de ville.

M. Taittinger n'a pas encore révélé ses intentions. Il est sans aucun doute pour l'y encourager, mais aussi pour prendre M. Falala de vitesse, que quatre conseillers municipaux ont rendu public, le 26 octobre, dans l'édition rémoise de l'Union, un communiqué annonçant leur désir de voir conduire par M. Taittinger une liste « majorité présidentielle ». Parmi ces quatre conseillers municipaux, se trouvait M. Roger Crepin, député U.D.R. de la première circonscription, suppléant de l'ancien garde des Sceaux. Le soir même, M. Jean Falala, au cours d'une conférence de presse, annonçait officiellement qu'il avait l'intention de constituer une liste. C'était le conflit ouvert. Le 4 novembre, le bureau exécutif national de l'U.D.R. se saisissait de l'affaire et indiquait que celle-ci sera tranchée une fois réunis, par

les instances compétentes du mouvement, les éléments de décision. C'est ce que s'est contenté de rappeler le 7 novembre, à Châlons, M. Yves Guéna. Le secrétaire général de l'U.D.R. a indiqué : « Le bureau exécutif ou le comité central prendra sa décision démocratiquement, et à ce moment-là il demandera à tous les compagnons concernés de se conformer à cette décision. Je sais qu'ils le feront. (...) » Certains auraient prétendu que le conflit ne fut pas du tout évacué dimanche à Châlons. Le secrétaire fédéral, M. Ravillon, invita l'auditoire à éviter de poser des questions à ce sujet, « pour ne pas jeter du fuel sur le feu ». Mais M. Crepin estima qu'il ne serait pas « convenable » d'agir ainsi devant des assises départementales, « alors que toute la presse en parle ».

Il exposa donc son point de vue à la tribune : « Il convient, dit-il, de demander au maire sortant de Reims de se représenter et que tous se rangent à ses côtés, en raison de l'œuvre qu'il a menée sans défiance et du rôle de leader incontesté qu'il a tenu pendant plus de quinze ans. (...) » Il refuse, alors « seule l'union de la majorité peut et doit lui permettre de vaincre ». Puis il a précisé qu'il ne figurera sur aucune liste dont M. Taittinger n'aura pas pris la tête.

Rappelant qu'il était depuis trente ans « un compagnon loyal », M. Falala estima les instances nationales étant saisies, qu'il n'avait rien d'autre à dire. On aurait aimé que M. Jean Taittinger fût là pour dire enfin ses intentions ou avouer ses hésitations. Mais il était excusé, retenu par d'autres obligations.

MICHEL MARTIN.

سكيا في الامل

Le Monde

DES LIVRES

LE SYSTÈME PERRET

La France vue d'un grenier

★ **RAISONS DE FAMILLE**, de Jacques Perret. Gallimard, 320 p., 49 F.

LES Mémoires de Jacques Perret ressemblent à ces malles au trésor qu'on trouvait au petit bonheur un sabre rouillé, un bateau dans une bouteille, des liasses d'emprunt russe, le violon de grand-père, l'éventail de l'aïeule. A partir de ces objets hétéroclites, comme avec les os d'un iguanodon, vous pouvez tenter de reconstituer le passé, tâche fastidieuse qui demande patience et méthode et que le résultat ne justifie guère, car il manque toujours quelques pièces au puzzle. Mieux vaut donc adopter le système Perret et laisser à chaque vestige le soin de conter son histoire, sans souci d'ordre chronologique ou de fil conducteur.

Un premier tome, *Grand Cheval et dadas*, nous offrait de récents souvenirs débarrassés à la faveur d'un déménagement, mais que l'on n'avait déjà des temps plus lointains. Ce fut l'enfance qui l'emporta, imposant à l'auteur ses *Raisons de famille*, le mobilisant, le 1^{er} août 1914, pour la cueillette des dernières prunes d'avant guerre. Que les confitures attendent, le clavier sonne et le tambour du village fait l'appel des fantômes.

Ouvrant la marche, voici Louis, brigadier de vingt ans, la frêle modeste qui mourra dans la Somme. Derrière lui se bousculent parents, amis, oncles, impatients de léguer au survivant qui un secret, qu'un conseil. Fermant la marche, l'Anesse Taza, baptisée en l'honneur d'une ville marocaine conquise par la France, entre solennellement dans l'éternité littéraire. Et qui court le long de la colonne, navette infatigable entre hier et aujourd'hui ? A qui cet œil bleu roi, ce crâne dolichocéphale, ce « front nimé d'obscurantisme », tous les signes extérieurs de la richesse Perret ? A Jacques, le mémorialiste.

Il a treize ans, il ne tient pas en place ; il en a soixante-seize, il met les bouchées doubles. Tourne le dos au présent qui lui reste sur l'estomac, il se nourrit

exclusivement de passé, se gave de bonheurs non pas perdus mais enfouis, masqués par les deuils et les colères. Barricadé dans son « for intérieur » il défie l'adversaire, englobant dans une même condamnation le cours des événements, ceux que les orientent et ceux qui s'y résignent. Et, comme jadis il orléait de joyeux l'Anesse Taza, il brocarde aujourd'hui les « théologiens avancés » qui répandent le bruit que Dieu est mort, les économistes distingués qui récitent les « liturgies du pétrole : rachat de l'Occident, rosée de bien-être, eau de jouvence », et les « éducateurs permissifs » empressés à instruire leurs marmottes dans l'exercice rationnel et libéral des fonctions voluptueuses. Réactionnaire ? Le mot est faible.

GABRIELLE ROLIN.
(Lire la suite page 8.)

Andrée Chedid

POÈMES POUR LE LIBAN

ANDRÉE CHEDID, poète et romancière (« Double Pays », « Contre-Écho », « Visage premier », « La Cité fertile », « Neferiti et le rêve d'Akhmatov », « Le Sommeil délié », « A écrit un recueil de poèmes sur la tragédie libanaise. Née égyptienne, naturalisée française, elle apporte son témoignage sur ce pays d'où sa famille est originaire. » « Ce livre, dit-elle, ne juge pas ni n'oppose les uns aux autres. C'est la violence, avec ses jeux affreux, qu'il accuse. Cette violence qui fait, hélas, partie de tout le patrimoine humain. Face à ce qui se déroule au Liban — ce malheur insensé qui, jour après jour, jette des vivants dans la mort — ce livre-ci voudrait dénoncer la racine de ce mal, toujours prompt à renaitre. Cette haine, cette violence, qui ne trouvent jamais devant elles assez d'amour et de justice pour les désamorcer. » (Nous publions page 9 un choix des poèmes d'Andrée Chedid.)

Un cataclysme avorté

Ce qui nous reste de Burroughs

★ **LE MÉTRO BLANC**, de William S. Burroughs, traduits de l'américain et assemblés par Mary Beach et Claude Pélissier-Washington, coll. « Fiction et Cie », Bourgois/Seuil, 208 pages, 39 F.

On a reproché à Jean-François Bizot de ne pas écrire comme William S. Burroughs. Étrange grief ! En France, d'ailleurs, la réputation de Burroughs et la méconnaissance de son travail vont de pair, en augmentant. Les érudits et les fervents ont toujours faussé le sens d'une œuvre qui, depuis « Junkie » (1) jusqu'à « Garçons sauvages » (2), n'a jamais été vraiment lue. Burroughs a pourtant dit séchement ce qu'il souhaitait : « Être pris à la lettre. »

Il y a dix ans déjà, des postmodernes, dont Alain Jaffray, avaient sorti leur panoplie d'épithètes pour saluer l'« élan de feu » de la « beat generation » en y enfilant Burroughs. Tout récemment l'avant-garde, en un mot ce qu'il « reste » de « Tel quel » et autour, paniqués ou orphelins, vient de redécouvrir Burroughs, ses « contre-textes » et ses « contre-appels ». Elle arrive tard et doit mettre, comme pour digérer Louis-Ferdinand Céline, les bouchées doubles.

Aujourd'hui donc, encore un coup, une tentative de détournement de sens, moins grossière que la précédente, risque de faire fuir des lecteurs qui, entre un roman de Philip K. Dick et une chanson de Patti Smith, auraient envie de jeter un coup d'œil à l'un des royaumes refoulés du grand écartement américain. L'opération a toutes les chances de réussir, tandis que les éditeurs se disputent des auteurs (Kurt Vonnegut Jr, Tom Wolfe) qu'ils n'ont pas su, au pas voulu, publier au bon moment. Elle se déroule sans doute avec l'accord de Burroughs, dépassé par les subtilités de ses zéloteurs européens ou bien habitude à traiter avec détachement les avatars de ses écrits, massacrés presque toujours par les traducteurs.

Parasitage et piraterie

« Le Métro blanc » rassemble des textes « invisibles », rédigés par Burroughs en marge de ses « romans » et publiés dans de petits magazines éphémères qui eurent une certaine influence souterrière en Amérique sur la presse du « Mouvement ». Grâce à des propagandistes acharnés, comme Jeff Nuttall et Jan Herman, en utilisant des procédés littéraires désormais archaïques, le « cut-up » (découpage) et le « fold-in » (pliage), Burroughs a inventé à mesure un contre-journalisme destructeur, avec parasitage et piraterie des tics des grands magazines (« Time »). Il a mené, sans moyens, une guérilla prolongée contre les messages policiers et politiques, contre les élucubrations des hommes de science qui « sont obligés de rendre les choses réelles pour mettre le grappin dessus. »

(1) Belfond. (2) Bourgois. (3) Champ libre.



★ Dessin de Vasco.

La publication de « Révolution électronique » (3), en 1974, a donné au public français une première idée de cette activité clandestine d'intervention et de démantèlement des milliers de bobards débités chaque jour. Ce volume avait des ambitions pédagogiques, comme un « manuel de guérilla », et faisait ressortir le lien entre la « théorie » de Burroughs et sa pratique d'écrivain, son effort solitaire de réveil, rejoint par d'autres efforts, ceux de musiciens et de poètes qui, dans les années 60 (Richard Brautigan, Jim Morrison des « Doors »), se dressaient aussi contre l'omnipotence totalitaire galopante, dévoreuse de temps et d'espace. Ils criaient tous ensemble dans les oreilles des sourds, obstrués de lâcheté et de contentement, que l'homme moderne est devenu une machine étrangère à soi qui fonctionne sur programme, à temps complet, qui ne s'exalte qu'aux ordres et qui, le plus souvent, accepte allègrement de tuer.

Et que reste-t-il de ces incitations au désordre permanent ? Elles ont été entendues par certains que, depuis, un désarroi lucide a achevé de désintégrer. Le démontage des médias et ses conséquences pratiques ont été aussi parfois réintégré par l'alle mandante du capitalisme juvénile, les publicitaires, les artistes, les sémiologues finissant par vendre leurs petits trucs.

Dans « Le Métro blanc » on reconnaît les traces d'un cataclysme avorté, les débris de manipulations qui, arrachées au contexte, au voisinage des formes sans cesse renouvelées de l'ennemi sans visage, n'ont plus que l'éclat lugubre des étoiles mortes.

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 12.)

ROBERT LAFFONT

CESBRON

Le premier recueil de ses poèmes

Merci, l'oiseau !

LE CATHOLICISME REND-IL MÉCHANT ?

« Regards sur Bernanos », de Henri Guillemin

crut. Le roi médiéval dont il rêve aurait le mérite principal, échappant aux compromis électoraux, de tenir tête au fétu suprême : les tristes, le trio, l'insure.

CETTE haine de l'argent est la seule constante, avec hélas ! l'antichristianisme — ce mot que « Hitler a déshonoré » ! — dans une suite de fulminations dont l'inconscience dépasse la férocité.

Soit, il n'y a que les sots qui ne changent pas d'avis, et Bernanos, comme Hing passant du conservatisme au socialisme, va contre la pente habituelle de l'âge. Il a surtout le courage, après avoir approuvé la Phalange espagnole et applaudi à l'intervention italienne, de dénoncer rageusement la répression tranquille dont il a été le témoin à Majorque.

Mais Mauriac était bien bon de parler, dans sa réponse posthume, de l'action « un peu vague » de son détracteur obstiné. A quelques années d'intervalle entre les deux guerres, parfois à quelques mois, l'auteur des *Grands Cimetières* sous la lune voit dans la S.D.M. un « bienfait » et une « insulte à la chrétienté ». Il souhaite tout à tour que l'Allemagne « souffre surhumainement », et qu'elle soit égarée, que l'armée et l'Église s'unissent, puis qu'elles s'ignorent. Après s'être félicité que nous ne soyons pas un « peuple impérialiste », il se demande ce que nous deviendrions sans empire.

Les élections de Front populaire lui semblent tantôt « une humiliation », tantôt un bon point « contre la bourgeoisie possédante ». Il dénonce dans le christianisme social « l'oubli d'une faillite de la chrétienté », mais il fait se demander à son tour de campagne s'il ne faut pas « prêcher l'insurrection aux pauvres ». Les patinoires à l'égard de la révolution de 1917 sont symptomatiques. 1929 : le « mal mortuaire » ; 1931 : la « prodigieuse expérience russe » ; 1941 : le « vent du feu du marzisme » ; 1941 : un « nouvel impérialisme », qui « a déséquilibré l'Europe ».

Les hommes ne sont pas traités avec plus de logique, et Mauriac n'a pas l'exclusivité des retournements com-

plets. De « tête de vipère » en 1932, Gaudin est promu « mystique puissant » en 1936. « Délégué à l'âme française » en 1941 — délégué « provisoire », il est vrai, — de Gaulle devient en 1947, lors d'une visite décevante à Colombey, un « libéralisme » sur qui les propos « rebondissent comme sur du caoutchouc ».

Les peuples eux-mêmes le déçoivent — ses hôtes espagnols, puis bretons, — et jusqu'aux paysans : en deux

mois, la Tunisie sante du « paradis magnétique » à l'« Orient de bas » et à la « postérité d'infidèles » !

LES revirements fumeux et fumés, comment diable s'opèrent-ils ? D'où Bernanos tire-t-il l'effronterie d'en rajouter dans le venimeux à mesure qu'il se contredit, quand n'importe qui d'autre, décomposé, s'écroulerait ?

Bien qu'il connaisse l'homme et l'œuvre sur le bout du doigt, Henri Guillemin refuse de fournir de ces explications dont Bernanos disait qu'elles « font oublier la vérité » des êtres. Tout au plus laisse-t-il planer le soupçon d'un « secret » indélicat, fidèle en cela à qui laissait aux « imbéciles la démonstration de se connaître soi-même ». Mais le prodigieux réseau de ses *Regards* et de ses fiches par thèmes permet d'approcher à pas de loup quelques probabilités.

D'abord, une certitude. Bernanos a mené méthodiquement une de ces vies de chien qui faisaient supplier à Villiers de L'Isle-Adam : « On s'en souviendra, de cette planète ! ». Pas de fortune, six enfants, une jambe broyée par un accident de moto, une production irrégulière : jusqu'à son agonie affreuse en 1948, il sera aux abois, à l'effût de

la moindre pige, réduit à la mendicité et furieux d'y recourir.

Mais comme Léon Bloy, cet autre chrétien fané et fulminant, il semble trouver à sa gêne et aux révoltes qu'elle lui inspire un profit inavouable. Après tout, certains de ses livres se sont bien vendus, et, voyant qu'il ne serait jamais un écrivain « pondéré » chaque automne, il aurait pu garder son métier d'assureur et se brouiller moins capricieusement avec tous les journaux.

LAISSONS à la psychanalyse la responsabilité de ses rapprochements entre l'obsession de l'argent, l'avarice ou catastrophique, et le stade anal de la sexualité enfantine. Mais constatons que l'auteur de *Mouchette* et de *M. Ouine* n'est pas si bien venu de reprocher à Mauriac ses tourments souterriens. Lui aussi se débat à l'évidence avec des « cryptes », sa « vase ». Sa création est entrecoupée de blocages, de crises nerveuses, et ses blocages, comme ses boutées d'agressivité, pourraient bien provenir de ses rapports tragiques avec le diable, assimilé selon les cas à une « déperdition », une « éclipse », un « outrage ». Les *Grands Cimetières* sous la lune n'évoquent-ils pas la « complexité obscure, dans notre inconscient, de l'autre et du sexe » ?

L'écroulement et l'amertume rauque lui seraient physiquement nécessaires pour accéder à la jouissance, donc à la possibilité, d'écrire. D'où sa prédilection pour les défillements indignes, les colères noires, le fiel pour le fiel. Comme chez Céline ou Robbe-Grillet, il faudrait excuser son instinct quelconque ainsi qu'on le passe aux écoliers. Lui-même privait ses amis de « ne pas prendre au pied de la lettre » ses coups de gueule oubliés « trois minutes après ». Oubliés par lui.

ET Dieu, là-dessus ? Si sa pratique religieuse est constante et ardente, sa foi n'est pas de celles qui calment. « Vingt-quatre heures de doute, confie-t-il, moins une minute d'expérience ! ». Le « à nous deux ! » qu'il murmure en mourant n'est pas d'un homme apaisé. Les

Psalmes lui semblent d'une « trépidité désespérée », et le cri de Job, un hurlement.

Il n'est pas loin de penser que le Créateur a connu les mêmes « spasmes de l'âme » que lui : les malédictions du Christ contre les pharisiens ont, selon lui, un « accent unique de colère et d'angoisse ». Il s'autorise plus de cette ressemblance, pour vitupérer, que d'on ne sait quel accès préférentiel à la Vérité, ou des anecdotes pratiques de conversion fraternelle, comme certains de ses imitateurs d'aujourd'hui. Mauriac, lui, a finalement pardonné au nom d'une fureur homicide toujours prête à se « retourner contre soi ».

C'est bien se fatiguer soi-même que de s'en prendre, comme il fait, à l'Église, dont il ne sortira jamais. Car l'Église aura reçu les traits de loin les plus terribles : le papa, qui n'a rien dit contre l'attaque de l'Éthiopie, et si peu contre Hitler ; l'évêque de Majorque, qui a bûlé les tuteurs français ; tout le haut clergé aux « doigts gras », qui a déçu les pauvres « jusqu'à l'os », puis a bûlé dans le social, au lieu de sauver la chrétienté, de quoi « recommencer le monde ».

À relire ces imprécisions, à voir s'éclaircir, sous la plume aculeuse mais sans merci de Guillemin, leur formidable abondance, on est saisi, bientôt trente ans après la disparition de Bernanos et devant l'écrit relatif de son œuvre, par deux sentiments contraires.

Une certaine imposture éclate — pour reprendre une de ses gradescutes coutumières : non, un écrivain n'a pas forcément plus de courage et de talent parce qu'il s'adonne au droit, toujours flatteur mais qui n'épate que les acrobates intellectuels en mal de revanche, de traîner son prochain dans la range en l'attribuant de noms d'oiseau. Subséquentement, il se confirme que les hommes de plume ne sagement pas à s'improviser politiciens pour se libérer la bite.

L'esprit public, en revanche, gagne à être secoué par des indolies de cette taille. Nisan avait raison de répéter dans son acharnement la volonté de réveiller les « cœurs endormis ». Seul dans ses *Grands Cimetières*, désespérant d'atteindre le centre nerveux d'une humanité sourde, de toucher le « bulbe du géant aveugle », on dirait que Bernanos aboie à la lune.

★ **REGARDS SUR BERNANOS**, de Henri Guillemin, collection « Voies vertes », Gallimard, 418 pages, 49 F.

LITTÉRATURE

ANDRÉ THIRION CE MAUVAIS CARACTÈRE

★ DÉFENSE DE... d'André Thirion. Le Sagittaire, 140 pages, 25 F.

À l'instar d'André Thirion fait se rencontrer Freud et Fourier. Sigmund et Charles discutent des passions. « Les hommes, dit l'un, n'aiment pas spontanément le travail et les arguments ne peuvent rien sur leurs passions... Il faut donc une dose de contrainte pour soutenir l'édifice. » L'autre — on s'en doute — n'est pas du même avis. Freud s'inquiète : « Où va la civilisation si les monstres et les fantômes s'en mêlent ? » Fourier rétorquerait volontiers que c'est la contrainte elle-même, et non pas l'inverse, qui suscite les monstres et les fantômes.

Thirion met aussi en scène Émile et le sphinx, qui font l'amour, MM. Souslov et Ponomarev, qui s'occupent d'affaires plus sérieuses, et un professeur nommé Raskolnikov (est-ce le neveu du héros de « Crime et Châtiment » ?), qui envoie un message à ses contemporains pour les inciter à la désobéissance... « Défense de... » se compose de quarante-deux scènes, dans le genre dialogique et satirique : « C'est, selon l'auteur, une suite d'interventions imaginées pour détruire du quotidien et faire oublier le sérieux érotique et accablant des penseurs bâgués » qui règnent sur notre culture.

Décidément, Thirion veut attirer des remontrances ; il cherche les coups. Non seulement ce mauvais esprit chahute l'histoire, non seulement il se délecte à railler la mode — « Vous avez permis aux culstres d'édifier un système grâce auquel ils se décernent des brevets d'intelligence », dit Fourier à Freud, — mais encore il s'attaque au dogmatisme et à la raison d'État, sous leurs déguisements divers. C'est surtout le stalinisme qui est visé. Thirion, ce mauvais caractère, qui vient du mouvement surréaliste, et qui a fait un séjour dans le communisme orthodoxe, n'a pas admis le Goulag. À la fin du livre, Souslov et la Maison Blanche s'accordent, sans peine, pour jeter l'anathème sur l'appel de Raskolnikov à l'indocilité. Thirion demande à ses contemporains de réfléchir, au moins, sur cette vertu qui, jusqu'à présent, n'a pas bénéficié de la même faveur ni des mêmes encouragements que l'esprit de soumission. Dans un post-scriptum, il nous apprend que ses dialogues, commandés par France-Culture, y sont restés dans un tiroir...

FRANÇOIS BOTT.

STRIP-TEASE ET TÉLÉPHONE La vérité ne tient qu'à un fil

★ LA PEAU NUE, de Danièle Héran. Calmann-Lévy, 216 pages, 39 F.

★ J'AI DESHABILITÉ DIX MILLE FEMMES, de Paul Alt. La Pensée moderne, 225 pages, 27 F.

★ LA DEMOISELLE DU TÉLÉPHONE, de Madeleine Campana et Jacques Joubert. Jean-Pierre Delacour, « Mémoire de peuple », 228 p., 25 F.

QUE peut faire, à Paris, une jeune fille qui ne sait rien faire, si elle n'est pas trop empruntée, sans pour autant posséder diplômes, vocation bien définie, relations bien établies, etc. ?

Dans les années 20, s'il faut en croire Madeleine Campana, qui a raconté sa vie à Jacques Joubert, on entrait aux P.T.T. comme « demoiselle du téléphone ».

Dans les années 60 à 70, si l'on se réfère au joli roman de Danièle Héran, *La Peau nue*, à valeur de document, on faisait du strip-tease.

Naturellement, une objection vient tout de suite aux lèvres : le physique. A lire les confessions de Paul Alt, professeur de strip-tease : *J'ai deshabillé dix mille femmes*, un homme qui, comme on le voit, possède son sujet sur le bout des doigts, si le physique est important, s'il est même le capital de ces demoiselles, il n'est pas pour autant toujours capital en soi. On a vu des naïves réussir dans la profession, ce qui leur a été interdit aux P.T.T., à moins de les jucher sur une pyramide de bottins.

L'origine sociale, non plus, n'est pas un critère. Certes, Mlle Campana était la fille d'un économiste d'asile d'aliénés. Mais beaucoup de strip-teaseuses les plus célèbres de nos « années molles » n'étaient pas moins branchées ou branchées. Le père de Rita Cadillac occupait, selon Paul Alt, un poste important dans l'édition. Celui de Candide Pajarsky était officier de carrière. Celui de Lily la Pudeur : un décorateur célèbre. Dodo de Hambourg était fille de pasteur. Quant à Magda, qui fit les beaux soirs du Mayol jusqu'à plus de quarante ans (la « Poudrière du nu »), elle avait été officier dans l'armée polo-

naise, déportée, pour, une fois évadée, s'engager dans la R.A.F.

Le point le plus commun à toutes ces vocations reste cependant une ambition déçue de comédienne. C'est le cas, entre autres, de l'héroïne de *La Peau nue* : Michèle, dite « Messaline », qui n'a commencé à se dévêtir qu'après que son dernier billet de 10 francs se fût mis à fondre, après deux années de cours d'art dramatique infructueux. Mais c'est aussi le cas de Mlle Campana, qui n'est montée à Paris, n'est entrée aux P.T.T. que dans l'espoir de bifurquer vers le Conservatoire. Elle avait une voix de tragédienne sur un corps, semble-t-il, de Tanagra, ce qui impressionna fort Colette, qui était de ses pratiques téléphoniques, et qu'elle alla voir un jour pour une dédicace. Elle fut d'ailleurs tort, à mon avis, de ne pas se confier davantage à l'auteur de *Envers du muséum*, qui avait fait du nu et était fort introduit dans les milieux de théâtre, encore qu'elle apparût, selon ce qu'en rapporte Mlle Campana, comme surtout préoccupée d'elle-même et plus intéressée par les monteurs de téléphone venus réparer son appareil que par les dérangements de sa téléphoniste.

Les dangers de la communication

Mais un même danger les rapproche et les guette : les demoiselles du standard comme les effluves du soir, celles qui s'expriment par leur voix comme celles qui s'expriment par leur corps : celui d'une communication plus poussée. Mlle Campana raconte que, un jour, invitée par un tailleur à venir choisir chez lui un tissu en récompense de ses bons offices, elle ne dut son salut qu'à une paire de ciseaux proportionnée à l'homme qui lui était rendu. Quant aux strip-teaseuses, si la galanterie n'est pas obligatoirement leur violon d'Ingres, elle reste leur tentation la plus constante : des services rendus dans la salle aux photos soignées, des films licencieux aux tournées dans le Moyen-Orient. Une phrase volée revient d'ailleurs dans les deux livres, à propos de collègues qui, dans les deux cas, ont choisi la voie oblique : « C'est la base de la maison que le tals construisent pour mes parents », dit la téléphoniste. « C'est pour la cognote de ne pas se faire », dit la strip-teaseuse.

Car les folles de la Belle Époque, dont les demoiselles du standard sont les servantes (le téléphone était alors un privilège des classes aisées), comme les dévergondées de « Paris by night », dont les effluves sont les prêtresses (on retrouve dans ces établissements la puissante trinité contemporaine : le politicien, le truand et l'homme d'affaires), ne doivent pas faire oublier que, dans l'un comme dans l'autre cas, les salaires des officiantes ne sont pas à la mesure du cuile. On enregistre dans les P.T.T. les premiers mouvements

LE SYSTÈME PERRET LA FRANCE VUE D'UN GRENIER

(Suite de la page 7.)

Féodal, préhistorique, intemporel, Perret oppose aux lendemains qui chantent une très ancienne musique dont, selon lui, s'inspirera l'avenir.

Il faut dire qu'il en joue en virtuose, en digne descendant d'un grand-père violoniste qui interprétait Bach et Mozart « à faire pleurer les tilleuls ». Tour à tour tendre et narquois, il salue sa famille d'une aubade, entonne un hymne à la gloire de sa tribu, un requiem pour la France défunte, et jamais moroseux de bravoure n'ont mieux mérité leur nom. Sa gentillesse désarme le cynisme, sa malice vient corser sa vertu, et même lorsqu'il charrie, lorsqu'il démolit, c'est avec l'adresse d'une âme innocente. Parfois, pour évoquer les heures graves, il baisse le ton et renonce à son vocabulaire chamarré au profit de phrases limpides, les seules qui puissent accompagner une mère cherchant la tombe de son fils dans un chaos de croix brisées, les seules aussi capables de traduire la mélancolie d'un aïeul qui, sentant dans sa main la menotte d'un enfant frémir d'impatience, rend sa liberté au capitif. L'accord final réveille les grandes orgues

de l'honneur, pas uniquement celui des héros morts au combat mais aussi celui des économiquement faibles. « l'honneur sans tambour ni trompette qu'il leur souvient dans l'insomnie des lins de mois et l'angoisse des traites impayables ».

En attendant le roi

En 1978, comment peut-on être Perret ? Comment vivre à rebrousse-temps, penser à contre-courant, s'épanouir dans l'anachronisme ? Nous sommes allées voir le phénomène de près.

C'est le grand-père dont nous rêvons tous, le preux chevalier des albums de Boutet de Monville, le fils naturel qu'aurait dû avoir, si l'histoire était bien faite, Jeanne d'Arc et du Guesclin. On dirait qu'il s'est dressé lui-même tant il ressemble, avec sa grosse moustache, son teint rose de navigateur, aux personnages de son œuvre. Vingt-deux livres, douze petits-enfants, cinq étages à grimper pour rentrer chez lui, et rien à redouter ni de l'impôt sur le capital ni du croque-mitaine collectiviste. Il déteste les interviews, « ce cirque », et se dérobe aux questions avec une obstination courtoise : « Je vous en prie, ne parlons pas de moi. C'est ridicule. » Curieux homme de lettres qui, dans un soupir agacé, finit par admettre qu'il écrit parce qu'il n'est bon qu'à cela, mais qu'il aurait préféré trouver de l'or, en Guyane, au cours d'une foire d'expédition commanditée par deux marchands de chaussures.

« Le machiniste du Théâtre des Mathurins se prétendait dépositaire d'un plan secret, gravé dans sa mémoire. Mais le médium suisse qui nous accompagnait... »

Et le voilà parti. Ce paysan de Paris a tant roulé sa bosse au-delà des océans que la Patagonie lui est aussi familière que le quartier des Gobelins. Faute de trésor, il a découvert les traces des aventuriers français qui tentèrent, au fil des siècles, de fonder un royaume entre deux frontières indécises de la forêt amazonienne. Un royaume ! L'émotion enroue la voix de Perret. Par quelle aberration, pardon, quel entêtement farouche, garde-t-il ainsi l'amour de la monarchie chevillée au cœur ?

« C'est une position idéale, déclare-t-il, car je n'ai aucun prétendant. Ni les Bourbons ni les Orléans ne font l'affaire. Mais il y a un commencement à tout. Dieu, qui a sorti Hugues Capet de sa poche, dénichera bien un successeur. La loi permet de pallier... »

Hier, il s'efforçait de convaincre son grand-père républicain, fervent lecteur de Péguy ; aujourd'hui, il poursuit le débat avec son petit-fils, adepte de Libé et de Charlie-Hebdo, mais, aujourd'hui comme hier, les extrêmes se rejoignent dans un dégoût commun de l'argent. A la nostalgie de l'ainé répond l'espoir du cadet, et les rêves se font la courte échelle pour fusonner à une altitude que les esprits chagrins qualifient d'utopique. C'est qu'à dix ans il ne sont jamais montés sur un prunier pour regarder l'avenir.

GABRIELLE ROLIN.

PARU

cette semaine

MANUSCRIPTS

Manuscrits et lettres des vallées de l'Alpe central, L.-F. Dubreuil, L. Jost

Chronique journalistique de l'expédition, associant aux résultats scientifiques les impressions de la vie quotidienne, dans cette contrée peu connue mais privilégiée pour les observations écologiques et ethnographiques.

21 x 27, 204 p., broché 98 F

ISBN 2-222-01522-4

catalogue gratuit sur demande

Editions du CNRS

15 quai Anatole France 75231 Paris

Tel. 269.82.32 - C.C.P. 974.33 Fax

DIANE DE MARGERIE Une femme à la lumière de la nuit

★ LE PARAVANT DES ENFERNS, de Diane de Margerie. Flammarion, 250 pages, 35 F.

« Il est mort. » Telle est l'attaque funèbre du livre, — qui se ferme sur le mot « vivant ».

Entre l'une et l'autre note, d'une rive à l'autre de ce fleuve où la mémoire, le songe, l'existence, l'inconscient, roulent les années en les mêlant, il n'y a pourtant que la traversée d'une nuit. Mais où se penchent-elles, en se révélant tout entières, l'amour et la vie d'une femme.

C'est d'ailleurs parce qu'elle est femme — elle : Judith, l'héroïne, mais surtout la romancière — qu'il faut que la vie l'emporte. Malgré tout. Malgré cette fatalité de morcellement, de brisement, de séparation, ce « principe cruel » de la déchirure qui obsède Judith : cela, sans doute, qui fait « le désespoir sans nom des femmes ».

Incestes imaginaires

Toute cette enfance et cette adolescence amoureuses revivent et se révèlent, comme à la lumière d'un long éclair, dans cette seule nuit où la mer a rapporté le corps de Laurent qui vient de se noyer. Se noyer : volontairement. La première fois qu'elle l'a vu, Judith a aimé ce garçon fou de musique. Amour interdit : guère plus âgé qu'elle, Laurent est le très jeune frère du père de Judith. Ce père, le savant, qui s'est retiré seul, pour toujours, au Japon. Aussi Judith et sa mère vivent-elles en symbiose. On voit que la vérité s'impose à Judith : elle « construit » son père auprès de sa mère — oui, être l'homme de sa mère. Mais, à travers Laurent, ne se réveille-t-elle pas aussi la femme de son père ? Cependant que Laurent est troublé de retrouver en Judith les traits, l'image du frère-père.

Judith est-elle seule à rêver à ces incestes imaginaires dont le

tourment et les délices ne sont nullement dans le péché, mais dans la ressemblance, le parenté, le sang ?

Les paravents et le rêve

Ce que le premier roman de Diane de Margerie laissait déjà paraître s'est développé, amplifié. Quelle intensité ont pris ici les deux thèmes majeurs du *Détail révélateur* (1) : celui de l'amour impossible et celui de l'amour inséparable du mort. Derrière la réalité, plus réelle qu'elle, s'étendent les arrière-pensées. Avec le *Détail révélateur*, ils tenaient presque uniquement dans le monde peint. Cette fois, c'est l'estampe japonaise, les rouleaux, les écrans, les paravents, ceux-là chargés de sens symbolique. Mais c'est aussi — dramatisation, incarnation de cette peinture — le théâtre japonais, ses poèmes, ses personnages, ses masques, ses signes, qui sont pour Judith annonce et visite de la vie profonde.

Quand le jour va dissoudre les ombres et que d'autres commencent de naître, Judith revêt dans la lumière de l'été le corps vivant de Laurent étendu sur la plage ; alors revient en elle ce commémoratif pour un personnage du Kabuki : « Ombre éternelle qui semble s'être fixée d'elle-même sur la scène. » Elle est comme cette scène : « L'image de Laurent était venue s'imprimer en elle pour toujours. »

Au cours de sa nuit, Judith avait été soudain illuminée par un autre mot : le seul, lui avait-elle raconté, qui fut demeuré d'une inscription sur une colonne calcinée, dans l'annexionnement d'Hiroshima : le mot « rêve ». Celui-là même qui, non seulement demeure de ce livre, mais l'imprime dans la mémoire.

YVES FLORENNE.

(1) *Le Monde* du 13 septembre 1974.

VIENT DE PARAÎTRE

- Romans français**
- CLAUDE NERON : *Mado*. — Par l'auteur de *La Grande Marnade* et co-scénariste, avec Claude Sautet, de Vincent, François, Paul et les Autres, ce roman qui a fait également l'objet d'un film, réalisé par Claude Sautet. (Julliard, 260 p., 36 F.)
- Souvenirs**
- NAHUM GOLDMANN : *Le Paradis perdu*. — Les souvenirs de l'académicien du Congrès juif mondial, double d'un essai de réflexion politique sur la situation des Juifs en U.R.S.S. et le conflit du Proche-Orient. Ce livre est le fruit de conversations en français avec Léon Abramowicz. (Stock, « Les Grands Leaders », 265 p., 38 F.)
- Littérature**
- JULIEN GRACQ : *Les Deux Héritiers*. — Un court récit poétique de l'année du *Ravage* des Syriens. (Jost Corti, 80 p., 15 F.)
- Poésie**
- GILBERT CESSRON : *Marcus l'Auton*. — Le premier recueil des poèmes de l'auteur des *Saints vont en enfer*. (Robert Laffont, 200 p., 45 F.)
- Critique littéraire**
- HUGO FRIEDRICH : *Structures de la poésie moderne*. — Un regard critique sur la poésie des temps présents : de Baudelaire, Rimbaud et Mallarmé aux poètes modernes : Iqbal, germaniques, anglo-saxons, des pays d'Europe. Trad. de l'allemand par Michel-François Demet. (Desclée, 304 p., 16 F.)
- Biographie**
- LOUIS COMBY : *Les Trois Têtes*. — De la formation à la liquidation en passant par la révolution et l'opposition à Solenne. (Maison, coll. « Leur vie », 190 p., 42 F.)
- Documents**
- LEV KOPELEV : *A conserver pour l'humanité*. — Compagnon de dévotion de Soljenitsyne, Lev Kopelev incarne la persévérance d'une partie de l'intelligence soviétique de gauche et décrit son procès et ses condamnations. Trad. du russe par Louis Martinez, préface de Heinrich Böll.
- Poésie**
- JEAN-CLAUDE RENARD : *Dans la dédaigne*. — Un mystérieux et beau poème illustré d'un frontispice et d'une gravure originale de James Guiter. (Amiel de l'Agneau, 39, rue Louis-Dumaine, 4400 - Hazan, Belgique ; 24 p., 17 F.)
- Littérature étrangère**
- WOU KING-TSEU : *Chronique indochinoise des mandarins*. — Deux romans. La société chinoise d'avant la révolution, décrite par un lettré né en 1701, mort en 1754, et qu'on a souvent qualifié dans son pays de « Gogol » chinois. Traduit du chinois par Tchong Fou-joué. Introduction par André Lévy. (Gallimard, « Bibliothèque de l'Orient », Coll. UNESCO d'œuvres représentatives, 432 et 424 p., 190 F les deux volumes.)
- Dans les « poche »**
- SAUL BELLOW : *Herzog*. — Du dernier prix Nobel de littérature, ce roman paru en France en 1965. (Folio, 290 p., 8,50 F.)

LA PENSÉE UNIVERSELLE

NOUVEAU ÉDITEUR

PARIS RIVE GAUCHE

RECHERCHE D'URGENCE POUR

NOUVELLES COLLECTIONS

MANUSCRITS INÉDITS DE ROMANS, POÉSIE, ESSAI, THÉÂTRE, LES ŒUVRES RÉVÉLÉES PERDENT COUTURE D'UN LANCER PAR PRESSE RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS ÉDITION FIXES PAR CONTRAT. NOTRE CONTRAT MANUSCRIT EST DÉFINI PAR L'ARTICLE 48 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE

3bis QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS

TEL. 325.85.44

صلى الله عليه وسلم

ANDRÉE CHÉDID

Poèmes pour le Liban

CRIS

Comment te nommer, Liban ?
Comment ne pas te nommer !
Comment crier du fond de tes abîmes
hors des camps et des clans
loin des catéchismes de la discorde
Dévoré par chacun de tes visages
de quel regard te contempler
de quelle oreille t'entendre
de quelle voix te servir ?

CECI

Ceci était mon fils ma fille
Celle chose mon père ma mère
 mon aimé
 mon aïeul mon enfant ! »

mon aïeul mon enfant ! »

La femme vêtue de noir
agglutinée aux mouches
tournoie dans une houle d'amour
et d'aversion
Tournoie et se déchire
autour d'un tas de chair
qui auinte sous le jour
Ceci fut un vivant
Cette chose fut une personne
Ce sang dilapié sur le bitume
s'ordonnait, hier encore, dans un réseau de veines
retissail, hier encore, la loi de l'existence
Ce cœur-sentinelle
s'est raidi sous le plomb
Ce sac-à-venime
arbitrait des entraillies
où s'ouvrait le plaisir
où germinait la vie
Un rictus a drainé toute la pulpe de ces lèvres
Ces orbites-à-tourmis lœcaient oeil et regards
Ceci fut un vivant
Cette chose fut une personne
L'esprit travaillait cette motte d'indifférence
La parole soulevait cette forme interrompue
La femme vêtue de noir
tremble sous la tourmente
hurle dans le chaos
s'agglutine
à ce profil d'écorce
à cette main qui stagne
à ce marcadage d'humours
à ce baluchon putride
à ce « Toi que j'appelte
et qui ne seras plus ! »

LA SOUCHE DE DEMAIN

C'était en plein midi
 Le soleil fleurissait
 sur un camp comme sur l'autre
 quand cet homme sans frontières
 se fit abattre sur la ligne de démarcation
 Ce fut un temps de paix
 que cette fille quitta les maisons d'abondance
 Pour la table du pain rassés
 les ornières de l'exil
 le campement des humiliés
 Au village ce vieillard
 emmena le champ
 de l'ennemi provisoire
 qu'il savait son ami
 Cette femme arrêta le bras vengeur d'un fils
 Celui-ci donne aïlle au pourchassé
 L'autre arbitre de son corps le corps d'un otage
 Sous l'étau des peurs celle-là pense les blessés
 Après le carnage de sa ville
 ce prêtre devint :
 « Nous sommes rancune envers personne
 la cause de toute victime restera la nôtre »
 Après la destruction de sa bourgade
 ce chaikh radicaït
 « Nous continuons de penser
 que nous demeurerons frères »
 C'était en plein combat
 Soudain ces foudres en lutte
 se joignent au même refus
 Déchirant les pièces d'identité
 qui scellent leurs différences
 ils se déclarent :
 semblables et réunis
 Vous êtes ma seule famille
 adversaires de la haine !
 Faisants des victimes
 en tous lieux menacés !
 Mais quelles sont vos armes
 en ce monde en armes ?
 En ce monde de cloisons
 quel est votre sentir ?
 Pourtant vos voix porteront semence
 Votre chemin surgira
 d'entre les sols plantés
 Acharnés d'espérance,
 parmi les herbes de la fureur,
 vous êtes la souche de demain.

★ Ces poèmes sont tirés d'un recueil intitulé « Cérémonial de la violence », à paraître chez Flammarion.

MORT DE ROBERT GUIETTE POÈTE DE L'ESSENTIEL

Nous apprenons la mort du Jacob, de Blaise Cendrars, d'André poète belge Robert Gudet, le Salmon et de Franz Hellens.

Le dernier Huron que Robert Guicéme aura tenu entre ses mains fut le Vile de Marc Jacob (Nizet) qui commença d'écrire, sous la dictée de son modèle, avant 1831 le *Recueil* en 1839 pour qu'il soit le fruit exact de la consultation du poète, le *Manuscrit* de Montmartre (voir le Monde du 5 novembre 1978).

La longue œuvre enseignante et les recherches de philologie latine que Gustave Cohen a menées à Azoué en 1895 — pour entrer de la Sorbonne à l'université de Gand et à l'Académie royale de langue et de littérature françaises ne doivent pas faire oublier le poète qui fut aussi un grand critique, un critique d'exception, comme Nizans, de Norge et de Marcel Thiry, comme naguère de Max

Jajotte que cette fidélité à l'essentiel est, comme dans les années trente et pour l'auteur du poème, le plus fidèle révélateur de l'incommensurable.

Après Ombres vives (1960), J y eut Renaissance (1970) puis Gallie (1975), trois livres qui se ressemblent dans une partition suprême de poésie monothématique.

E. H.

Aïcha, la chrysalide

★ LA CHRYSAÏDE, d'Aïcha Lem-
sine. Editions des femmes, 277 pa-
ges, 32 francs.

ELLE s'appelle Alcha comme la plus jeune femme du prophète, la plus guerrière et, dit-elle en souriant, sa préférée. Elle a trente-cinq ans. Elle rayonne. Non, Alcha « n'est pas comme les autres ». Elle porte sur elle la prophétie de son père, qui, les d'avoir des filles, fit sauver la naissance de celle-ci, comme celle d'un garçon, de sept ans. Elle aime l'homme. Avant de mourir à cheval l'année suivante, son père, les Nemenchas, un tribu de cavaliers et de conteurs, Alcha fut élevée à Tebessa, à l'est de son pays, puis à Annaba, l'ancienne Bône, avec une ambition : celle de devenir écrivain.

Les meilleures armes de cette fille blonde, racée, chaleureuse, mince (au pays où le minceur est une tare), ne sont pas, comme on croirait à la voir, son charme ou sa beauté. Mais sa « force », son « cœur » comme elle dit, ténacité. Elle apprend assidûment l'arabe classique et se désespère pas de se servir un jour de cet instrument subtil pour écrire. En attendant, elle s'exprime en un français coloré qui calcine joliment son arabe parlé.

Ouvrir les portes du harem

Qu'a-t-elle à dire ? Beaucoup. Sur la femme algérienne, pour commencer. Sa *Chrysalide* saïsît et fixe, à travers l'histoire d'une famille comme mille autres, l'injustice et la douleur qui sont le lot quotidien de la femme. Il y a Khadija, née en 1817, mariée à seize ans, vivant en plénier une maternité difficile et les remariages de son époux. Il y a Faiza, née dans les années 1880, mariée à un homme citadin, qui choisit d'être mère au foyer et il y a leurs comparses, insouciantes ou snobs, commères désoeurvées ou militantes discrètes. Il y a la révolution qui gronde et l'accession du pays à l'indépendance. Il y a le

hiatus entre les efforts officiels et la réalité de la vie.

L'Islam, fondé entre autres sur la valeur guerrière de l'homme, a enfanté l'une des civilisations les plus misogynes du globe. La fierté et le sens exacerbé de l'honneur ont engendré chez l'homme musulman une véritable névrose de jalousie. Ce que les Latins connaissent à un moindre degré sous le nom de « machismo » devient vite, s'il n'est dominé, terrifiant. Les droits du père et du mari, en terre arabe, sont sans limites. Aïcha nous le donne à voir et s'élève contre le

marriage forcé, la répudiation, la polygamie. Elle demande, en première urgence, l'abolition de celle-ci, à remplacer dans un premier temps par la bigamie. Aïcha, qui ferait une bonne journaliste, sait convaincre.

Elle ouvre les portes du harem, ce quartier des femmes, sacré (« harim en arabe veut dire défendu), clos sur lui-même. Ragots, superstitions, révoltes, pleurs et joies, tout est là. Et qu'il soit rural ou citadin, le monde dépeint par Aïcha n'a rien de révolutionnaire, hélas ! « C'est vrai ce qu'elle dit, oh, comme c'est vrai ! »

ÉCHOS ET NOUVELLES

Edition

LES PRESSES DE LA REINAIS-
SANCE, fabrique Saint-Germain,
Paris-7, lancent une nouvelle
collection de classiques : « L'Uni-
vers des lettres », dirigée par
Bonumey, et offrant : « Cité de
l'appareil critique traditionnel :
topographies, bibliographies, notes,
etc. » ; « Les textes : les textes
des textes, dans leurs implica-
tions modernes, psychologiques
et idéologiques. Les premiers
écrits de tous les auteurs » ;
« Mises des courtisanes : présen-
tation et notes de Daniel Oster » ;
« Madame Bovary » : présen-
tation et notes de François Assol-
lin » ; « Les Liaisons dangereuses »
présentation et notes de Robert
Abraham » ; « Le Rouge et le
Noir » : présentation et notes
de Jean-François Puy » ; « Le
drame de chaque volume, reflé dans
une présentation noir et or, varie de
10 à 38 F, en fonction de son
format ».

Homages

**- A L'OCCASION DU CINQUAN-
TENAIRE DE LA MORT DE RAI-
NEE MARIA ILKE, le secréta-
riat d'Etat à la culture organise
un hommage au poète antichien.
Une exposition consacrée à**

« Rodin et les écrivains de son temps » s'ouvrira le 16 novembre au musée Rodin, rue de Varenne, cependant qu'une plaque à la mémoire de Rilke sera inaugurée.

Prix

— LA « MÉDAILLE D'OR » DE LA FONDATION INTERNATIONALE des peintres, poètes, écrivains et journalistes, dont le siège est à Rome, a été attribuée le 9 novembre, à Paris, à Sandra Jayat, pour l'ensemble de son œuvre. De nationalité française, Sandra Jayat, gitane manouches, est l'auteur de plusieurs recueils de poésie, notamment : « Herbes manouches » (La Colombe), « Lunes nomades » (Sesqui).

Manifestations

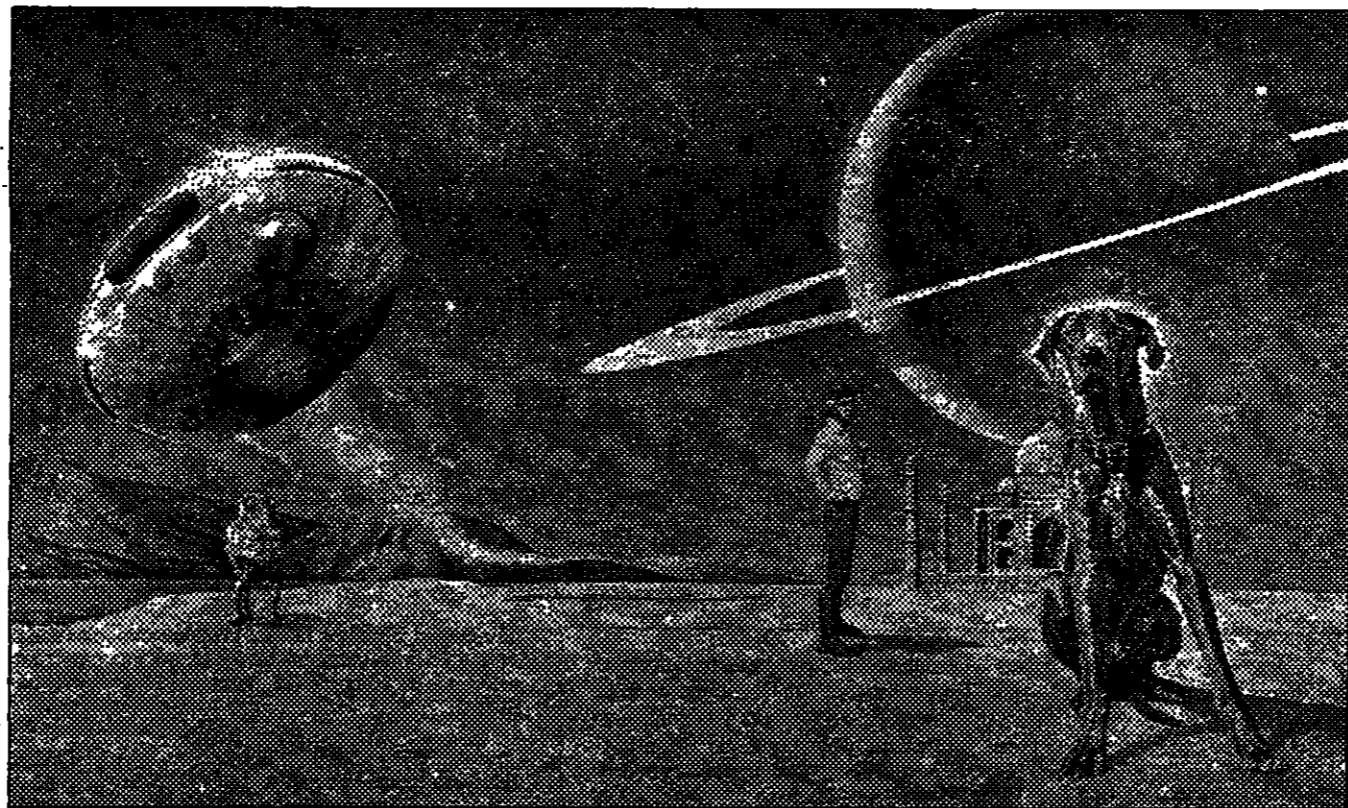
— L'association Sciences et Culture organisée, le samedi 20 novembre, à 20 h. 45, à la Maison des jeunes et de la culture de Mesnil, 78328 Saint-Denis, un débat-spectacle sur « Le poète dans la cité », animé par Jean-Pierre Rosnay et son équipe du Club des poètes. Le débat illustré par un récital poétique portera sur deux questions essentielles : « Où va la poésie ? » et « Le poète a-t-il un rôle à jouer dans la société ? ».



commente Chadia, qui l'a lue à ma demande. Chadia vit dans ma maison. Elle a vingt-cinq ans. Elle travaille dur, en France depuis quatre ans. Elle a refusé l'homme que son père voulait lui imposer. En est un peu triste. « *Tu as mangé tes enfants dans ton ventre* », lui dit-on là-bas, comme aux vieilles filles. Alors l'écrivain lui a redonné ce qu'on appelle l'espoir.

Pour une Européenne en blue-jeans qui lit l'œuvre sous les Peanuts et affiche librement ses « boy-friends », Aïcha informe. Pour Chadia, Aïcha donne des exemples. La première de sa génération à fêter pour le blanc de son roman, elle a su nous offrir, avec cette « une dégraisse », un livre d'intelligence et naturel, d'authenticité, aisée Assia Djebar, plus radicale, plus impatiente pourtant dans ses revendications. Aïcha, elle, va son rythme. A l'image du verset du Coran qu'elle nous propose en épigraphe à sa *Chrysalide*. « *Quand vous mesurez, remplissez la mesure. Rendez la balance égale et vous remporterez les joies de la justice et de l'honnêteté.* »

FRANÇOISE WAGENER.



SCIENCE_FICTION

MAGAZINE

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
LES GRANDS MAÎTRES DE LA SCIENCE-FICTION
ET DE L'ILLUSTRATION ENFIN RÉUNIS.

Des nouvelles inédites, des interviews d'auteurs, la présentation des grands films, les critiques littéraires, la science-fiction rétro, tous les grands genres sont présents dans **Science-Fiction Magazine**.

Avec en plus une nouvelle dimension, l'illustration grand format en couleur 56 x 40.

Ce mois-ci dans le premier numéro : 3 nouvelles dont "Le Répit" d'Isaac Asimov, une interview de Philippe Druillet, l'histoire du trépanage cinéma de la science-fiction, les illustrations géantes de Chris Foss, Bruce Pennington, etc.

SCIENCE-FICTION MAGAZINE

Une nouvelle vision du futur
Une publication des Editions de France chaque mois
chez votre marchand de journaux.

Spécial lancement :

Pour son lancement, Science-Fiction Magazine vous fait profiter d'une offre exceptionnelle d'abonnement à prix réduit.

6 mois 25 F (étranger 30 F) au lieu de 48 F.

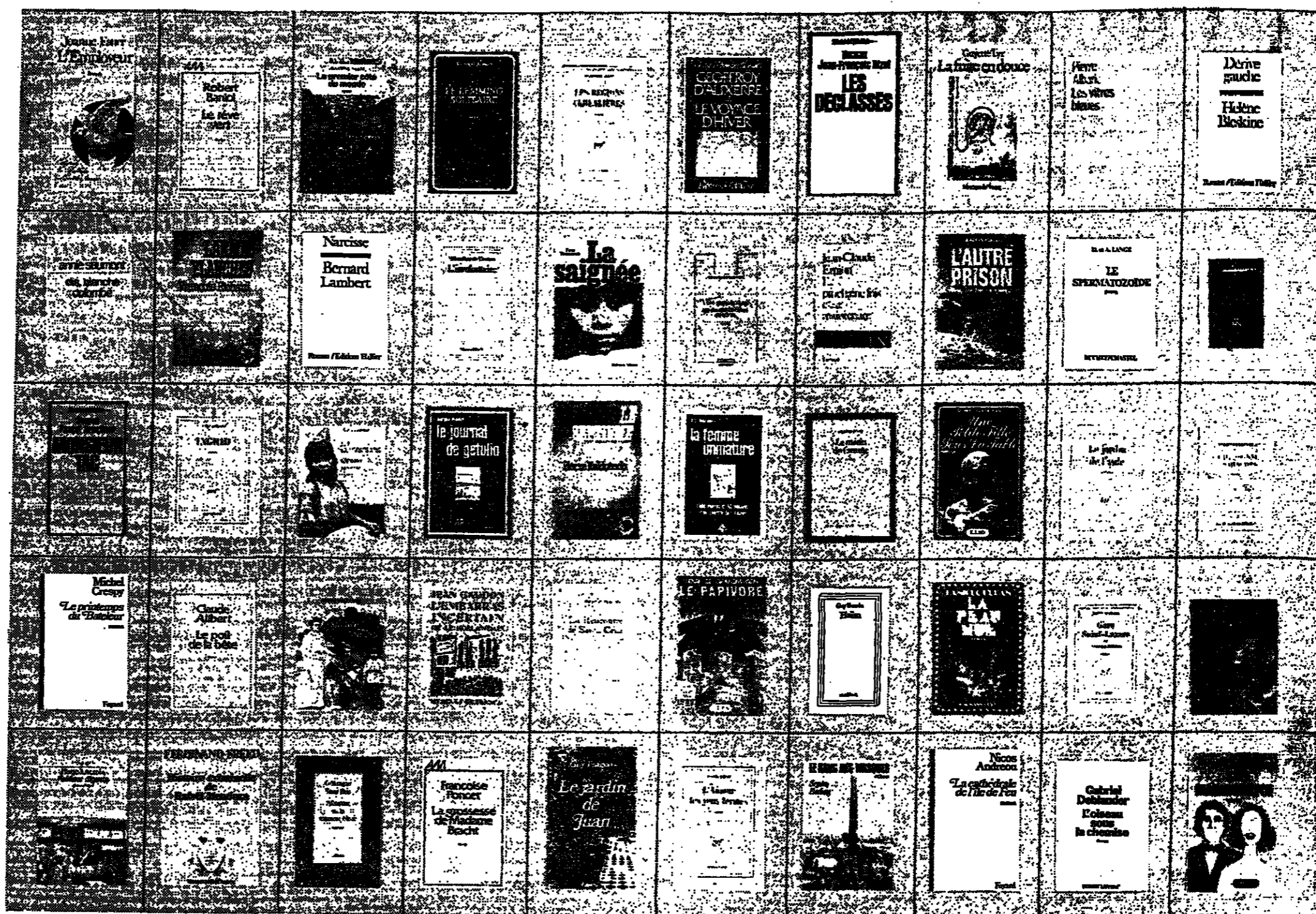
Pour bénéficier de cette offre, retourner ce bon rempli et accompagné de votre règlement aux :

EDITIONS DE FRANCE
18, rue Théodore Deck 75737 Paris Cedex 15.

Mode de règlement :

Cheque ☐ C.G.P. ☐ Mandat-lettre ☐

Nom _____
Prénom _____, Age _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____



La Fnac donne la parole à tous les auteurs qui sortent aujourd'hui leur premier roman

avec une quinzaine spéciale des Rencontres à la Fnac

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE nous propose 52 premiers romans. Dont certains vont révéler, peut-être, de vrais écrivains, de vrais romanciers - les Proust, les Céline, les Robbe-Grillet ou les Simenon de demain.

Encore faut-il que ces premiers romans aient le contact avec le public. Et la plupart des éditeurs, ayant fait l'effort d'éditer, se montrent ensuite assez discrets quant à la promotion de ces ouvrages qu'ils considèrent comme autant de paris.

Et c'est pourquoi la Fnac, en liaison avec les Nouvelles littéraires, a voulu contribuer à mieux faire connaître ces premières œuvres. En leur offrant un contact direct avec le public dont, finalement, leur avenir dépend.

A ces nouveaux romanciers, la

Fnac a donc offert la tribune que représentent ses Rencontres à la Fnac. Et 36 auteurs y seront présents. Et pour ceux qui étaient indisponibles aux dates prévues, leurs livres seront là néanmoins - présentés par Claude Bonnefoy.

Au total donc, c'est 12 rencontres. Où Maurice Achard, Jean-Louis Ezine et Marc Terrasse (tous les trois critiques aux Nouvelles littéraires) animeront le dialogue avec plusieurs milliers de lecteurs.

Remarque à propos de ces premiers romans... On les trouve surtout publiés par de petits éditeurs - ce qui laisserait à penser que les gros tendent peut-être à oublier leur fonction de découvreurs au profit d'œuvres prévenues ou simplement suggérées par leurs services marketing.

hébreu qui signifie « la vie », la méditation d'un vieil homme au bord de la mer et au bord de la mort... (édit. Stock).

Mercredi 17 novembre, à 18 h

Jean-François Bizot : « Les déclassés ». L'apprentissage idéologique d'un jeune bourgeois des années 60... (édit. du Sagittaire).

Hélène Bleskine : « Dérive gauche ». Aujourd'hui, parmi ceux qui ont vécu mal 68... (édit. Halier).

Jean-Claude Emion : « La prochaine fois, c'est maintenant ». Aix-en-Provence mis à feu et à sang sous l'œil réjouissant de marginaux... (édit. Denoël).

Michel Henry : « L'amour les yeux fermés ». Œuvre de politique-fiction, où l'Etat meurt par la terreur qui s'installe dans l'Université... (édit. Gallimard).

Vendredi 19 novembre, à 18 h

Nicos Andréou : « La cathédrale de l'île de feu ». La vie de forçats dans une île crétoise devenue camp de prisonniers... (édit. Fayard).

Gabriel Deblander : « L'oiseau sous la chemise ». Avant la guerre et après la guerre en pays wallon... (édit. Laffont).

Claude Dejacques : « Les 4 chemins du soleil ». Guatemala-City en 1954, et le renversement d'un régime progressiste par un groupe de mercenaires... (édit. Entente).

Rentée Mac Cormick : « Une petite fille sous la table ». L'avant-guerre de 14 vue par une fillette... (édit. J.-C. Lattès).

Judi 18 novembre, à 18 h

Yves Bougaran : « La saignée ». L'amour passion d'un homme pour la forêt amazonienne... (édit. de l'Athénor).

Jean-Marc Lovay : « Les régions

créolaises ». L'ombre de Kafka dans le paysage des grands domaines agricoles... (édit. Gallimard).

Vendredi 19 novembre, à 15 h

Blandine de Caunes : « L'involontaire ». Le passage difficile sinon périlleux de l'adolescence à l'âge adulte... (édit. Stock).

Betty Duhamel : « Gare Saint-Lazare ». Une jeune femme qui règle ses comptes avec son passé sentimental... (édit. Gallimard).

Joanne Esner : « L'employeur ». Une jeune femme à la découverte de l'homme qui est aussi son patron... (édit. Tchou).

Gonzague Saint-Brès : « Athanase ou la manière bleue ». Une œuvre sur les rapports de la jeunesse et du pouvoir... (édit. Julliard).

Vendredi 19 novembre, à 18 h

Pierre Albaric : « Les vitres bleues ». La métamorphose d'une femme sous les gestes de l'amour... (édit. Mercure).

Danièle Héran : « La peau nue ». Un rêve de comédienne qui débouche sur une revue très déshabillée à Pigalle... (édit. Calmann-Lévy).

Roger-Georges Morvan : « La femme immature ». Un journal de l'amour fait d'inconstances, d'incertitudes et de revers... (édit. ATP).

Julie Pavési : « Vivre oiseau ou mourir ». Une fiction burlesque, nourrie de jeux de mots et d'images... (édit. des Femmes).

Mairie Vaubourg : « Silence... on crie ». La petite vie d'une petite bourgeoise débouchant sur un suicide... (édit. des Femmes).

Mardi 23 novembre, à 15 h

Michel Crespy : « Le printemps du batteur ». La simple histoire d'un étudiant qui attend la rentrée universitaire dans une ville de province... (édit. Fayard).

Hugo Lacroix : « Raideur digeste ». Une autobiographie parfaitement imaginaire... (édit. du Seuil).

Mardi 23 novembre, à 18 h

Claude Aubin : « Le marin de fortune ». Les tribulations d'un marin en mer et un certain regard du côté de Céline... (édit. du Seuil).

Aurélien Montel : « Le journal de Gétulio ». Un vaquero brésilien parti à la découverte du monde... (édit. ATP).

Renaud Rosset : « Le lemming solitaire ». Comment, dans l'inconnu du Grand Nord, on peut rencontrer son destin... (édit. J.-C. Lattès).

Judi 25 novembre, à 15 h

Tara Depré : « Anodin ». A partir d'une rêverie, on entre dans un monde au-delà du réel... (édit. Halier).

Henri de Grandmaison : « Le papi-vore ». Un homme qui bâtit un empire de presse vu par un journaliste de Ouest-France... (édit. J.-C. Lattès).

Marié-Françoise Pozza : « Mes sourires sont autant de larmes ». Une jeune femme est atteinte d'un cancer, et raconte... (édit. ATP).

Vendredi 26 novembre, à 18 h

Un club de critiques littéraires essaiera de faire le point et le bilan de cette quinzaine de présentation des premiers romans 1976.

Mardi 16 novembre, à 15 h
Gérard-Humbert Goury : « Geoffroy d'Auxerre ou le voyage d'hiver ». Un héros qui, enquêtant sur un moine oublié, ne fait que rechercher sa propre identité... (édit. de l'Athénor).

Bernard Lambert : « Narcisse ». Un mythe perverti par un Narcisse qui, à son image, substitue celle de son époque... (édit. Halier).

Mardi 16 novembre, à 18 h
Pierre Gombert : « Le prix d'un taxi ». Derrière le doux prénom de Sophie, un personnage infiniment cruel et d'une rare violence de comportement... (édit. de la Table ronde).

François Richard : « Larmes blanches ». Une écriture volontairement

brutale pour raconter l'histoire d'un braquage organisé par un ancien parano... (édit. J.-C. Lattès).

Mercredi 17 novembre, à 15 h
André et Dominique Lange : « Le spermatozoïde ». Mais à quoi peut bien penser un fœtus dans le ventre maternel... (édit. Buchet-Chastel).

Jean Manevy : « La marionnette ». Un enfant, pour peupler sa solitude, confectionne une poupée de chiffons... (édit. J.-C. Lattès).

Françoise Poncet : « La grossesse de Madame Bracht ». Une vieille femme solitaire vit intensément une grossesse qui n'est pas la sienne... (édit. Albin-Michel).

Guy Suarès : « Halm ». Sous ce titre

Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis)
Photo, cinéma, radio, tv, disques, vidéo, hi-fi. Et tous les livres 20 % moins chers de 10 h à 20 h, du mardi au samedi; jusqu'à 22 h le mercredi

سكنا من الامل

Études religieuses

Pour une théologie du jeu ou la séduction de Harvey Cox

★ LA SÉDUCTION DE L'ESPRIT, de Harvey Cox, traduit de l'américain par Jeanne Marie Marval. Éditions du Seuil, 315 pages, 35 F.

LES Français se font du théologien une image stéréotypée : un homme de cabinet maniant des idées générales et se complaisant dans l'abstraction.

Cette optique n'est pas dénuée de tout fondement : les catéchismes de jadis, qui étaient des traités primaires de scolastique pernicieuse, la justifient en un sens. Mais elle est fautive, et pour cela injuste. Qui de plus chaleureux que Hans Urs von Balthasar ? Où trouver un homme de contact qui soit plus assailli d'expérience que Chenu ? Et, si l'on quitte l'Europe, comment définir Harvey Cox autrement que comme un amoureux de la vie et de la gratuité, un poète, un jongleur de Dieu, un humaniste ? Ce qui ne l'empêche pas — bien au contraire — de creuser un sillon spéculatif théologique et de s'être fait un nom parmi ses pairs. « La Cité séculière » (1968) compte parmi les ouvrages chrétiens les plus importants, et, si « la Fête des fous » (1971) a provoqué des remous, elle est citée partout comme une œuvre rafraîchissante et féconde.

Vient aujourd'hui d'être traduit de l'américain « La Séduction de l'esprit ». Bon et mauvais usage de la religion populaire. On peut penser que l'on voudra de ce dernier-né, sauf qu'il est insignifiant. Harvey Cox préfigure peut-être la théologie de demain. Foin des grandes synthèses — de type médiéval — au profit d'une attention au ras du sol, d'une attention aux comportements de nos contemporains et d'une sympathie désintéressée pour ceux et celles qui prennent la religion « par l'autre bout » (Robinson).

« Séduction », écrit-il, désigne ici non pas un mauvais usage de la religion, non pas du sexe, mais de l'esprit. En gros, la séduction de l'esprit est une division calculée des intérêts religieux naturels et soins de l'homme dans un but de contrôle et de domination. C'est le plus usuel des abus de la religion : parce qu'il attrape sournoisement les gens à leur propre piège.

La religion peut, soit aggraver la maladie, soit contribuer à sa guérison. Elle devrait enfanter simultanément des visionnaires et des législateurs, des prêtres et des prophètes. « Elle devrait célébrer à la fois la tête et le cœur. » Notre époque est « ridiculement » déséquilibrée. La religion doit devenir corrective et critique. Il importe de démasquer certaines formes et religions qui continuent à « abrutir nos esprits ». « Prenons le parti des conteurs d'histoires ».

Et Harvey Cox de raconter, à l'appui de ses dires, sa propre histoire, ses propres cheminement religieux. Dans sa théologie de la ville, il se sépare nettement d'Ellul dont la pensée est, dit-il, « élitiste » et sa conception de l'homme par trop pessimiste. La cité, pense-t-il, doit pouvoir être humanisée, sinon tout espoir serait perdu.

Harvey Cox réhabilite, dans une certaine mesure, la religion populaire. Il y voit, non plus comme il le croyait voici dix ans, l'opium du peuple, mais « le nouveau irradiable de l'identité d'un peuple et ce qui alimente sa lutte pour la dignité de la survie ».

Puisque le but de la religion est la libération de l'homme, il importe que la théologie s'oriente, elle aussi, dans ce sens et donc « qu'elle change sa problématique et ses méthodes ». Sa tâche est de « délivrer les captifs de leurs liens », ainsi que le disait, avec un étonnant esprit d'à-propos, Anna Louise Strong à Mao. Telle est la signification de l'Exode et de l'événement pascal.

Ces propos de Harvey Cox sont à tout moment enrichis du récit de ses expériences. Celles-ci vont de la liturgie ou de la danse à des participations à des fêtes on ne peut plus profanes. Par exemple, à des ébats nudistes dans des piscines mixtes d'eau sulfureuses à l'Institut d'Esalen, en Californie. Seuls les puritains y trouveront matière à se scandaliser. Mieux vaut croire Harvey Cox affirmant que ces bains, où l'on est heureux d'être ensemble « comme au premier matin du monde », ont vraiment « enrichi » sa théologie.

La monogamie, estime l'auteur — bien qu'elle lui semble « préférable », — ne devrait pas être investie d'une valeur sacrée. Elle n'est pas, à ses yeux, une exigence absolue de la vie chrétienne, ni l'unique forme acceptable du mariage chrétien comme les chrétiens africains nous le montrent.

Harvey Cox rêve d'une encyclopédie acuménique ordonnant à toutes les Églises de vendre leurs biens sans exception. Elle s'appellerait « Lucrum solus » (« l'Argent malpropre ») ou « la Florissante ». Il rêve aussi d'une Église plus ou moins syncrétique à la fois enracinée dans chaque pays et universelle (vision catholique en somme). Après diverses considérations sur la « dynamo et la Vierge », sur les mass media, Cox se lance dans un post-scriptum savoureux sur l'avenir de la théologie. Celle-ci devrait être « une forme de jeu ». Le jeu « qui se moque », le ridicule étant une des formes les plus efficaces de la démythologisation ; le jeu qui « fait croire », à grand renfort de fantaisie, d'invention et d'imagination. Se mettre à l'école des chamois et des gourous pour apprendre aux gens comment expérimenter les vastes réalités qu'ils ignorent. Enfin, le jeu « comme activité inutile », non rentable, caractéristique du langage de l'esprit. Car la théologie, conclut-il, est au milieu des autres sciences « comme un noyau obstiné de résistance ». Son message est eschatologique. « C'est une sorte de sommation adressée à l'humanité pour qu'elle décide de son avenir ».

Telles sont les principales intuitions de ce livre foisonnant. Il fera, certes, froncer plus d'un sourcil au pays de Descartes. Né aux États-Unis, dans une maison bilingue entre une église catholique et une église baptiste, Harvey Cox a des ancêtres gallois et écossais. C'est à la fois un pragmatiste et un rêveur qui préfère l'homme aux livres et la nature aux systèmes. Sa pensée fuse dans toutes les directions. Il butine beaucoup de fleurs, mais au moins il a quelque chose à dire, ce qui n'est pas si fréquent et il le dit dans un langage accessible, ce qui est encore plus rare. Il est plein de santé ; il donne à réfléchir, même et surtout quand on ne le suit pas. Sa pensée est jeune, son humour reposant.

HENRI FESQUET.

Et après...

★ CELUI QUI VIENT, d'André Manaranche, édition du Seuil, 230 p., 25 F.

★ DIEU VIEND DE L'AVENIR, de Pierre Taler, édition du Centurion, 160 p., 22 F.

LES prophètes ne prédisent pas tant le futur qu'ils ne le préfigurent. Ils rappellent à ceux qui seraient tentés de l'oublier que Dieu est l'avenir de l'homme et que le présent s'explique davantage par le futur que par le passé. C'est peut-être la faiblesse des historiens et des psychanalystes que de définir l'homme à partir de ses origines. C'est la force, en tout cas, de la religion chrétienne de rendre compte de la destinée humaine par son avenir et par son « terme » plus que par son passé. Dieu est le point oméga. Le dernier mot du Nouveau Testament, dans l'Apocalypse, est : « Oui, je vais revenir ! Asses ! Revenez, Seigneur ! » Le « grand soir » (1) des communistes est un démarquage du « grand matin » des chrétiens.

Deux ouvrages très différents ont repris ce thème de l'avenir.

André Manaranche, sous le titre Celui qui vient, présente l'attente chrétienne qui plonge au cœur du monde pour en soulever la messe. Et pourtant, elle est autre chose qu'un projet humain même démesurément grand. Ce n'est pas l'aboutissement d'un processus, mais la manifestation de Quelqu'un. Le royaume de Dieu n'est pas sans rapport avec les efforts de l'homme, mais il ne suffit pas pour le définir d'en faire le prolongement en postérité de l'avenir de l'histoire.

De son côté, Pierre Taler, responsable de la pastorale sacramentelle du diocèse de Paris, s'appuie sur les grands moments liturgiques de l'année (Avent, Noël, Carême et Pâques) pour célébrer, en poète qu'il est, la foi et la vie chrétiennes. Un beau livre plein de sève tissé dans la « liberté des enfants de Dieu ».

H. F.

(1) Jean Carrère, journaliste mort en 1952, a repris le premier cette expression dans un poème de la Plume (1952). Il le tenait, dit-il, « bobème » du quartier Latin.

ROGER MEHL.

L'itinéraire de Marcel Légaut

LA TERRE, MAÎTRESSE DE SPIRITUALITÉ

★ BERNARD FEILLET INTER-ROGE MARCEL LÉGAUT - PATIENCE ET PASSION D'UN CROYANT. Éditions du Centurion, 222 pages, 35 F.

RECU à Polytechnique, normalien, agrégé de mathématiques, docteur en sciences, universitaire pendant vingt-cinq ans, Marcel Légaut — il a l'âge du siècle — est depuis trente ans paysan et berger dans la Drôme. C'est à la fois un visage et dans sa tenue. Ce contemplatif au doux sourire et aux yeux malicieusement est évidemment façonné par la terre. Il a mûri en plein vent dans la solitude de sa retraite. Son non-conformisme est comme une seconde nature et le rend difficile à classer. Quelle aubaine !

Voilà un homme-né, comme il le dit, « enfant de chœur », qui a passé sa vie à « enlever les oripeaux de sa fonction ». Ce qu'il écrit sonne vrai. Il a horreur de retourner sept fois sa langue dans sa bouche, qu'il a nancé par la suite. Cette spontanéité frappe tout de suite dans la livre-interview qui vient de paraître. Son franc parler, ses partis pris, ses outrances même sont roboratives.

En voici quelques échantillons :

« Je reproche à Congar dont par ailleurs j'aime les tendances acuméniques, de dire : « Nous avons eu de très grands papes. » Non, nous avons eu des papes qui seront jugés de façon extrêmement sévère dans le futur parce qu'ils n'ont rien préparé, n'ont rien prévu, ont tout empêché, notamment Pie X. J'en dirai presque autant de Pie XII. (...) J'avais mis un très grand espoir dans Paul VI mais il m'a déçu. »

« Les protestants persécutés par le bras séculier inspiré par l'Eglise catholique, alors religion d'Etat, qui se réunissaient pour célébrer la Cène, étaient plus dans l'esprit de Jésus que ceux qui l'opprimaient au nom de l'orthodoxie. »

« Moi-même, je m'ennuie à la messe ; bien plus, j'en suis malade. Ces messes ne sont pas dignes de cette soirée unique sur laquelle planaient la mort et l'échec. Il est radicalement faux et pédagogiquement vicieux de dire que le célibat est le plus haut choix (...). Beaucoup de prêtres seraient mieux dans leur peau, auraient une vie spirituelle plus juste s'ils étaient mariés. »

« Il est fort discutable de s'enfermer dans un monastère à vingt-cinq ans. Choisir la vie cloîtrée, surtout au début de l'existence, me paraît, pour l'ordinaire, une grave erreur d'aiguillage. »

« Teilhard de Chardin citait ce proverbe chinois : « Une religion dure deux mille ans. » Nous en sommes là et l'attente d'une nouvelle naissance religieuse (...). Jamais nous n'avons... »

H. F.

« Calvin et l'humanisme »

★ CALVIN ET L'HUMANISME, de Calvin Wendenel, de l'Université de Paris, Presses universitaires de France, 1976, 104 p., 25 F.

François Wendenel, historien et théologien de confession luthérienne (mort en 1972), a eu toute sa vie à cœur de maintenir à Strasbourg la grande tradition des études calviniennes. Il y a réussi à la fois par son œuvre personnelle et par un enseignement qui continue à porter ses fruits. L'année universitaire 1976-1977 s'est ouverte à la faculté de théologie protes-

tante de Strasbourg par la soutenance de deux thèses remarquables consacrées à Calvin. L'une (thèse de 3^e cycle) de Daniel Augburger sur Calvin et la loi mosaïque, l'autre (thèse d'Etat) de Richard Stauffer qui porte comme titre : « Créateur et réformateur du monde, Dieu, la création et la Providence dans l'œuvre hominétique de Calvin ». Ce début d'année universitaire aura aussi été marqué par la publication d'un livre posthume de François Wendenel, Calvin et l'humanisme.

L'auteur remet en question ou tout au moins nuance la théorie

classique de l'opposition fondamentale de la Réforme et du humanisme. Il fait une rare audace intellectuelle pour tenter pareille gageure à propos de Calvin, dont le Traité des scandales (1550) est une attaque en règle contre l'humanisme. F. Wendenel montre que jusqu'en 1533 au moins la seule ambition de Calvin a été d'être un humaniste, moins dans le style d'Érasme d'Hallens, que dans celui de Budé. C'est pour prendre rang dans le club des humanistes que Calvin publie en 1533 son commentaire du Traité de la clemence de Sénèque. Une analyse minutieuse de cet ouvrage permet à Wendenel de conclure que l'indécision du jeune Calvin sur les questions religieuses est fort discutable, qu'il reste, comme son modèle Budé, attaché à l'Eglise romaine, qu'il souhaite une réforme modérée de l'Eglise et de la théologie, cette dernière étant libérée de la scolastique, mais qu'il redoute les innovations protestantes.

Contrairement à beaucoup d'historiens, Wendenel situe la conversion de Calvin assez tardivement, aux alentours de la Toussaint de l'an 1533. Conversion sur laquelle Calvin a gardé un pudique silence, mais qui a dû être bouleversante, puisque trois ans plus tard le jeune disciple de Budé publiera cette somme théologique qu'est l'Institution chrétienne. Mais la thèse de Wendenel est que, converti, Calvin restera jusqu'à la fin de sa vie infiniment plus humaniste qu'il ne se l'est imaginé lui-même. Non seulement il considérera que les humanités constituent une préparation indispensable à l'étude de la Bible, non seulement il accordera une place privilégiée à la rhétorique, mais il cherchera à intégrer à la théologie tout l'apport humaniste qu'il estimera compatible avec la foi chrétienne. Malgré toutes les critiques qu'il adressera à la philosophie de l'Antiquité, il continuera à trouver chez les païens « cette admirable lumière de vérité », et aura pour Platon, qui a bien vu que le souverain bien pour l'homme est d'être « conjoint » à Dieu, une tendresse particulière.

Wendenel vérifie sa thèse sur trois points : la doctrine de Dieu, la morale et la politique de Calvin, se constituent en référence constante à la philosophie et au droit

ET VOUS APPRIVOISEREZ LES MOTS !

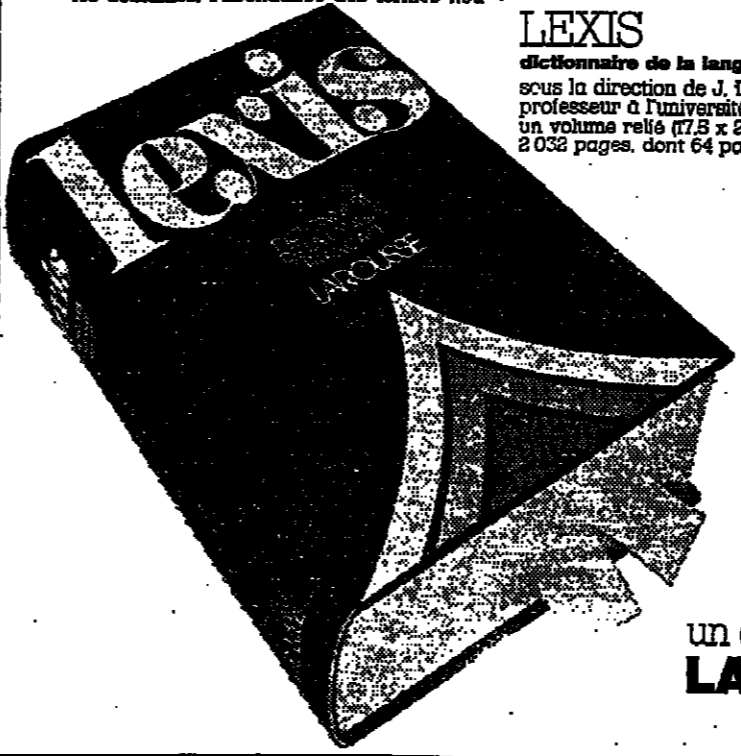
Les mots sont vivants, parce que le français est une « langue vivante ». Ils ont une histoire, ils naissent, se multiplient, changent parfois de sens ou de mode d'emploi, plus que jamais, il est indispensable de bien les connaître pour en faire bon usage, pour comprendre et se faire comprendre.

un dictionnaire novateur, unique

- par sa richesse en mots (plus de 70 000 mots des vocabulaires courant, classique et littéraire, scientifique et technique) et en renseignements sur les mots ;
- par la clarté de classement du vocabulaire et par la construction méthodique des articles ;
- par l'actualité de son information dans tous les domaines, l'abondance des termes nouveaux, la représentativité bien réelle des citations contemporaines, qui en font l'outil de travail indispensable aujourd'hui ;
- par l'introduction, pour la première fois dans un dictionnaire, d'une grammaire complète présentée sous forme de tableaux synthétiques et comparatifs.

LEXIS

dictionnaire de la langue française, sous la direction de J. Dubois, professeur à l'Université de Paris X, un volume relié 17,5 x 23 cm, 2032 pages, dont 64 pages de grammaire.



un dictionnaire LAROUSSE

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'Université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt ceux de cadres moyens que ceux de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont le pèrle. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'Ecole des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

TEXTE Marguerite Yourcenar présente Selma Lagerlöf

« Une tranquille aisance dans le visible et l'invisible »

Selma Lagerlöf fut la première femme à recevoir le prix Nobel de littérature en 1909. Savait-on à quel point Marguerite Yourcenar admirait et, bizarre coïncidence, lui ressemblait ? Cet autre grand écrivain féminin présente la romancière suédoise pour la réédition des œuvres principales de Selma Lagerlöf qu'entreprend Stock. Deux tomes prévus. Le premier, qui paraîtra le 15 novembre, contient la Saga de Gösta Berling, Jérusalem en Galilée, Jérusalem en Galilée et le préface de Marguerite Yourcenar dont nous donnons ci-dessous des extraits.

Il y a peu de romanciers de génie : les romanciers de génie sont, certes, encore plus rares. Les grandes poétesses, peu nombreuses, sont néanmoins assez pour qu'on puisse former d'elles tout un bouquet, mais un grand roman suppose un libre regard porté sur la vie que la coutume sociale, jusqu'ici, a rarement permis aux femmes : il suppose aussi, dans les meilleurs cas, un luxe de puissance oratoire que les femmes semblent avoir rarement eu, ou du moins pu manifester, et qui ne s'est donné jusqu'à présent libre cours que dans la maternité physiologique. Une seule et admirable exception à cet état de choses : Mourasaki Shikibu, qui est sûrement l'un

landaise : on pense à ces minuscules et mystérieuses figures assises dans la pose classique de la contemplation, jambes et mains croisées, qui ornent certains bronzes vikings, imperceptibles points de contact entre l'extrême Nord et un Orient plus proche qu'on n'aurait cru. Une femme sculpteur de la Suède de nos jours, Tyra Lindgren, dans un bas-relief consacré aux femmes célèbres suédoises, a mis Selma Lagerlöf au premier rang, sous l'arbre de la Bodhi, entourée par la brillante troupe qui comprend à la fois sainte Brigitte et Christine de Suède, Fredrika Bremer et Ellen Key. La sagesse de Selma, son humanité, sa tranquille aisance dans le visible et dans l'invisible méritent cette place d'honneur.

On a parlé assez confusément de roman-fleuve : nous avons chez elle une sorte d'épopée-fleuve, issue des sources mêmes du mythe. Elle prend naissance parmi les tourments et les cascades qui alimentent impétueusement les forges d'Ekeby, dans la Saga de Gösta Berling, avec leur bouillonnement de neige fondue, leurs écumées de superstitions, leurs feuilles mortes et leurs débris du siècle passé mêlés à la folle joie de la jeunesse. Ce premier ouvrage est peut-être le plus spontané du grand écrivain, un immense hymne à la vie en même temps qu'un chant de révolte innocent. Le fleuve passe ensuite par des défilés plus sévères : dans Jérusalem en Galilée, il reflète les montagnes sombres et vertes, les forêts battues par l'ouragan, les champs sacrés de temps immémorial par la peine humaine qu'engendrait l'immensité et le vieux Matus se refusait à quitter, même pour la Terre sainte. Il entraîne dans sa crue le tronc d'arbre qui frappe au cœur le grand luthier, s'efforçant de sauver un petit groupe d'enfants enlevés par les eaux. Dans Jérusalem en Galilée, le fleuve passe souterrain sous l'aridité du désert. Dans Nils Holgersson, c'est toute la Suède qu'il irrigue, de la Laponie au Sund, mirant le vol triangulaire des oiseaux sauvages accompagnés du gémissement de Nils, qui, à force de voir du pays, d'assister aux travaux et aux souffrances des hommes, de participer à l'existence pourchassée des bêtes, acquiesce en son cœur et de sa sagesse pour aider ses vœux peuplés dans leur pauvre ferme. Elargi aux dimensions d'un estuaire, mêlé aux eaux de l'océan, il entoure ce vaste archipel d'îles et d'îlots, tantôt riant, tantôt sombre, que sont les contes et les nouvelles de Selma Lagerlöf : les Liens invisibles, le Monde des Trolls, la Fille du grand maréchal, d'autres encore. Dans un récit évoquant l'après-midi du seizième siècle : les Florins de messire Arne, il enserme de ses flots gelés l'île où se cachent les assassins du vieux prêtre. Dans l'Homme hors la loi et dans Charlotte Lénaholm, ces œuvres lourdes, tourmentées, contestables, écrites vers la fin de la vie, il se sent des déchets de la matière, cet et du démentiel épique humain : il traîne dans ses remous les cadavres de la bataille du Jutland. Il lèche enfin de ses vaguelettes apaisées les paysages dans lesquels une vieille dame revit tendrement son enfance. (..)

Une froideur qui brûle

Quand on se demande d'où les hommes et les femmes de Selma Lagerlöf tirent leur force, on pense d'abord aux puissantes réserves de l'austérité protestante, dans laquelle l'auteur elle-même a été élevée. Juste en partie, cette réponse est pourtant trop simple. Ces personnages si proches du monde naturel semblent surtout motivés par une stricte adhérence à l'ordre des choses : leurs bonnes résolutions croissent comme les arbres ou fleurissent comme les sources. Il faut tenir compte aussi d'un long héritage humain qui embrasse non seulement la tendre piété populaire d'avant la Réforme (le luthéranisme suédois n'a jamais rompu complètement avec les rites et les légendes

de la chrétienté médiévale), mais encore avec le legs des riches et obscurs « temps païens » (..). Le critique danois Georg Brandes, qui « langa » Selma Lagerlöf, nota immédiatement dans Gösta Berling « la froideur » des scènes d'amour. Il se trompait peut-être : cette froideur brûle. Son point de vue nous indique au moins que le naturalisme des années 1890-1895 pouvait se méprendre, tout autant que le positivisme de nos jours, sur ce qui constitue le fond passionnel et sensuel d'une œuvre. Les personnages de Gösta Berling, il est vrai, ne couchent pas, ou du moins ne couchent pas sous nos yeux, et les amours adultères de la commandante se situent avant le premier chapitre. Mais, comme dans tout grand art sévère, c'est symboliquement, et non par des détails physiologiques, que s'exprime l'amour charnel. Plus encore que les baisers donnés par Gösta à la petite comtesse Donna, les chants sauvages, la vitesse du traineau, le froid et les feux de la nuit évoquent l'orgasme amoureux. Dans le conte des Liens invisibles, qui nous montre un rustique enlevant une Troll couchée dans la forêt, l'orgie des papillons butinant les fleurs préfigure les émotions du jeune homme devant la belle fille nue : on pense à la jeune Götter de Sandström, mais avec une innocence primaviale en plus. Selma hérite de la grande tradition épique où les rapports sexuels sont sous-entendus ou décrits avec chasteté, quelles qu'aient pu être, d'ailleurs, les réalités toutes crues dans la société du temps. (..)

A l'écoute des bêtes

Dans ce roman d'éducation qu'est le Merveilleux voyage de Nils Holgersson, les animaux enseignent au petit d'homme la prudence, la tendresse, le courage. Il s'exerce à la pitié en rendant ses jeunes à l'écureuil en cage ; il sait quelque chose de la résignation du vieux chien qui n'attend plus de son maître qu'un coup de fusil, de la vieille vache laitière bonne pour le bœuf du boucher depuis la mort de la vieille fermière qui lui confiait ses peines, appuyée à son flanc à l'heure de la traite. Les animaux des Fables de La Fontaine sont des hommes déguisés en bêtes de la forêt, de la basse-cour ou des bois : ici, la sympathie et le sentiment de la peine commune renversent le mur des espèces (..).

Deux chefs-d'œuvre replongeant l'enfant humain dans la vie primitive : le Livre de la jungle et le Merveilleux Voyage, sont nés à peu près en même temps, à l'orée du siècle qui a le plus sauvagement saccagé et désacralisé la nature, et, ce faisant, l'homme. Selma Lagerlöf admettait avoir été influencée par Kipling, mais ces deux livres issus de deux tempéraments différents se ressemblent aussi peu que la jungle indienne et la lande laponne. Mowgli adolescent est une sorte de jeune dieu qui possède les « matras » de la magie, aidé par les animaux à détruire le village dont il veut se venger, ramenant seulement au monde humain (et pour combien de temps ?) par l'appel amoureux de la fête de printemps. Nils ne fera que rentrer dans sa petite ferme. Nous retrouvons l'humble morale utilitaire qui permet aux Dalcariens de survivre dans la Jérusalem qui tue. Le Livre de la jungle et le Merveilleux Voyage ont le même sort, qui est d'être considérés comme des livres d'enfants, alors que leur sagesse et leur poésie s'adressent à tous (..).

Dans cette œuvre si dominée par la notion du bien divin ou cosmique, le mal semble perdu comme un accident ou un crime humain. Les plus noirs contes fantastiques de Selma Lagerlöf proviennent rarement de l'horreur quasi viscérale que recherchent tant d'amateurs de surnaturel. Le Diable dans Gösta Berling n'est qu'un travesti, et son diabolisme est rudimentaire. Selma s'est toujours refusée à dire si l'ouragan qui pré-

cipite la conversion des paysans, dans Jérusalem, était véritablement une tempête spirituelle, le passage du Malin signifié par l'antique chasse infernale des mythologies du Nord, ou tout bonnement une tempête. Mais il suffit de comparer Jérusalem à cet autre chef-d'œuvre plus trouble : le Conte inspiré, de Burris, pour s'apercevoir que les Dalcariens visionnaires gardent jusqu'à bout une sorte d'intégrité héroïque : les Illuminés de Barris, au contraire, s'embourbent dans une zone plus ou moins démoniaque, où grouillent en tout cas des larves. Cela tient, certes, à ce que Barris, catholique de culture et de choix, recule avec un effort mêlé de nostalgie devant tout ce qui représente pour lui la tentation du désordre : les Dalcariens, eux, si désemparés ou si persécutés qu'ils soient, restent dans la grande tradition de la dissidence protestante. (..)

Le sens de la vie

« Je demeure perplexe en ce qui concerne le sens de la vie », avait dit imprudemment Selma en 1928 à un journaliste. Ce sage aveu souleva l'indignation de son public ; le doute philosophique n'était pas ce que ses lecteurs attendaient de leur idole. Comme il arrive toujours quand un écrivain attend à la grande célébrité, ses enthousiastes s'étaient fait d'elle une idole humaine, en partie tirée de ses grands livres admirés de confiance ou lus seulement pour y chercher de belles histoires, en partie d'après l'indéfectible réclame organisée autour de sa personne et de ses écrits. Deux ans plus tôt, Mårbacka, plus accessible que les anciens chefs-d'œuvre, avait offert aux lecteurs une image attendrie et enjouée du passé familial de l'écrivain, d'où la pitié filiale éliminait les petites et les heures inévitables. Selma enfant était peinte avec charme, mais selon les conventions qu'adoptent les adultes pour parler de l'enfance. Il n'y a pas de mal à ce qu'une vieille dame évoque gentiment ses premiers années, et bien sûr cela le lecteur qui résisterait aux grâces mi-sourires, mi-larmes au coin de l'œil de Mårbacka. Mais la grande conteuse épique était morte.

Tout est danger pour l'écrivain qui vieillit (l'écrivain jeune ne court pas moins de risques, mais des risques différents). L'obscureté et la solitude sont dangereuses ; la popularité l'est aussi. Il est dangereux de s'enfoncer sans retour dans son monde intérieur ; également dangereux de se dissiper en travaux et en occupations d'un autre ordre. Selma en pleine gloire était peut-être moins libre qu'institutrice à Landskrona. Sa célébrité prenait la forme de réceptions officielles, de discours à entendre ou à prononcer, d'escouades de boy-scouts excursionnant à Mårbacka, de cantates exécutées le jour de sa fête par les jeunes filles des écoles, de visites de journalistes et de badauds de toute espèce, mouches qu'attire la gloire. Septuagenaire, elle avait dit son intention d'« entrer dans le pays silencieux de la vieillesse ». Elle n'y pénétra jamais. Ses lecteurs l'en empêchaient, ainsi que ses besoins d'argent, moins pour soi que pour les entreprises et les causes auxquelles elle s'était consacrée, et aussi, sans doute, l'humble désir qu'a tout bon écrivain de continuer d'écrire. Mais elle doutait de soi. « J'ai voulu croire aussi longtemps que possible que tout cela (ses récents ouvrages) avait quelque valeur. Mais il n'en est rien ; j'en suis certaine à présent », confessait-elle en 1937. Elle se trompait parfois. Écrit sur le sol, composé en 1933, et aux droits duquel elle renonça en faveur des intellectuels allemands persécutés, contient une description quasi visionnaire de la cour des lapidations, à l'intérieur du Temple de Jérusalem, très digne de la Selma d'autrefois. Malgré la moralité trop soulignée de la conclusion, son Christ convertissant la femme adultère prend rang à côté d'un autre Christ, l'un celui-là d'une insolite sensualité : l'Homme qui mourut, de D.H. Lawrence, plus jeune que Selma Lagerlöf d'une vingtaine d'années, et mort quelques quinze ans avant elle. Les poètes des générations successives se contredisent et disent la même chose.

De temps à autre, pourtant, Mårbacka ouvrait ses portes à d'autres visiteurs qu'à des écoliers en quête d'autographes ou à des délégations d'employés des postes. En 1938, une jeune femme, émue — elle l'a dit elle-même — comme une amoureux, apportait ses hommages à cette vieille dame de soixante-dix-huit ans : c'était Grete Garbo. Quarante-ans plus tôt, Sophie Elkan, née Sophie Salomon, s'était présentée de la sorte, mais elle portait, comme la mode de l'époque le permettait, une épaisse voilette que Selma, traversant la pièce, avait levée de force pour admirer sa beauté. Entre-temps, la vie entière avait passé.

« UNE VIE EN APPARENCE QUELCONQUE »

UNE vie en apparence quelconque : une enfance heureuse dans le vieux domaine de Mårbacka, où elle naît, le 20 novembre 1858, d'une famille de propriétaires terriens, de fonctionnaires et de pasteurs. La « bonne » maladie, une coxalgie congénitale qui se déclare vers la troisième année, et fait de la petite fille une enfant sédentaire, plongée dans les livres, attentive aux récits que les vieilles gens font autour d'elle. Une adolescence et une jeunesse mélancoliques : un premier bel, où personne n'invite à danser la baladeuse ; un père plus chimérique que pratique se méditant vers la fin à l'aide de doses d'eau-de-vie ; la certitude de perdre bientôt le domaine chéri ; Selma emportant de haute lutte la permission de passer ses examens d'école normale en vue d'une carrière d'institutrice d'Etat qui assurait, bien malgré elle, sa subsistance — projet qui fait hocher la tête aux parents à une époque où les professions libérales étaient encore une nouveauté pour les femmes. Quelques années grises passées à Landskrona, près de Malmö, à exercer son métier d'enseignante ; Mårbacka vendu aux enchères, comme allaient l'être dans ses romans la ferme des luthériens et celle du père de l'archevêque ; après de longs efforts pour trouver un ton et un style à soi, la publication, à trente-trois ans, de la Saga de Gösta Berling. La célébrité presque aussitôt, et bientôt la gloire, apportant avec soi la possibilité de s'adonner au seul travail littéraire ; en 1909, le prix Nobel, qui permet à Selma de racheter Mårbacka.

Pour le reste, quelques grands voyages, courageusement entrepris par cette demi-infirmes ; une longue et ardente amitié avec une jeune veuve appartenant à la société juive de Göteborg, personne très belle, malade, blessée par la vie, qui elle aussi, et non sans talent, écrit des livres. « La compagnie de voyages », comme disait cryptiquement Selma, qui, lorsque Sophie mourut, une vingtaine d'années avant elle, avoua mélancoliquement : « J'étais sûre de son affection ; elle m'a souvent fait souffrir et je l'ai souvent fait souffrir. » D'autre part, la tendre fidélité à la famille, à la mère surtout, et à la tante Lovisa, évoquée si sympathiquement dans Mårbacka. Une participation, d'ailleurs mesurée, au mouvement féministe à l'époque où celui-ci était encore nouveau en Suède (la jeune Selma est contemporaine de la première femme médecin de son pays et de la première femme en possession d'un doctorat en lettres). De gros soucis de propriétaires agricoles, causés par la remise à flot de Mårbacka ; la part prise au mouvement pacifiste dès avant 1914 ; de grands dons à sa communauté paysanne et aux écrivains pauvres ; une générosité dépensée sans compter pendant les deux guerres, tant dans l'ordre financier qu'en payant de sa personne par des articles, des conférences, des lectures publiques, en faveur des personnes déplacées ou affamées, ensuite des populations allemandes ou russes souffrant des effets du blocus ou de l'inflation, et finalement de la Finlande au cours de la « guerre d'hiver ». Il semble bien que l'impossibilité d'aider personnellement ce pays qu'elle aimait ait porté le dernier coup à Selma, vieillie et fatiguée. Elle mourut d'une attaque de paralysie à Mårbacka, le 18 mars 1940.

des plus grands romanciers du monde, a fleuri dans le Japon du onzième siècle. En dépit de deux ou trois noms intermédiaires qu'on pourrait citer mais qui, à la réflexion, tombent d'eux-mêmes, les autres grandes romancières se situent toutes au dix-neuvième ou au vingtième siècle. La liste, que chacun de nous refait à son gré, comporte une dizaine de noms tout au plus, et encore certains d'entre eux, comme celui de George Sand, sont-ils mis plutôt pour la personnalité de la femme que pour le génie de l'écrivain. Il est assez frappant de constater que les Anglo-Saxonnes, et après elles les Scandinaves, en forment la majorité. Parmi ces femmes de grand talent ou de génie, aucune, à mon sens, ne se situe plus haut que Selma Lagerlöf. Elle est en tout cas la seule qui s'élève constamment au niveau de l'épopée et du mythe.

(..) Carlgren avait influencé sa jeunesse : il semble que, par l'effet d'une singulière osmose, le ton et le style de Gösta Berling doivent grandement à l'austère prophète écossais. Plus tard, elle lut Swedenborg et y trouva une confirmation de sa propre seconde vue qui la mettait de plain-pied avec d'autres mondes. Des exercices yogiques l'aideraient à améliorer son état physique, et sans doute aussi à affermir sa surprenante sérénité en dépit du choc des événements mondiaux qui allaient bouleverser sur le tard sa génération. Il ne semble pas qu'elle ait poussé très loin dans cette voie, mais il s'agit là d'une méthode qu'on ne peut aborder, pourvu qu'on l'ait fait sérieusement, sans en être à jamais enrichi et changé. Cet excès de surprise n'est pas de la part de la grande conteuse vârm-

Ce qui nous reste de Burroughs

(Suite de la page 7.)

Les « contre-textes », aussi inertes et dépossédés que les monstres didactiques que l'on range dans des anthologies inutiles, ne nous disent presque plus rien.

La tendance actuelle de la jeunesse à se délecter des souvenirs d'avant-garde contemporains de nos grands-parents (constructivisme, surréalisme, etc.) témoigne de l'effondrement des certitudes, de la peur devant la vie, du renoncement, de la stupeur et de la fuite qui accompagnent les années sans lumière de cette fin de siècle. Mais la poursuite de

trois textes de Burroughs dans « Interférences 5/6 », qui publie aussi des articles sur le brouillage radio, les écoutes téléphoniques et la C.I.A., prouverait au contraire que, malgré l'effacement d'un monde d'information et de communication, les inventions de Burroughs ne sont peut-être pas perdues pour tout le monde. Un signe, bien faible, où on peut lire encore l'espérance que le processus d'uniformisation des techniques de contrôle mental sera un tout petit peu retardé.

RAPHAEL SORIN.

L'hommage de Juan Goytisolo

FACE à la production normalisée des Bellow, Mailer, Capote, Updike, Styron, plus ou moins intégrée dans l'establishment, la nouvelle expression littéraire vient des parties ou des déclassés qui ont connu l'injustice, le racisme, la prison, l'oppression raciale et morale, les enfers de la drogue, et dont la rébellion — convertie parfois en militance révolutionnaire — les a menés à l'ostracisme, voire à l'élimination physique (violence semblable à celle exercée par l'autre superpuissance mondiale contre les intellectuels contestataires) : Malcolm X, William Burroughs, George Jackson. Des œuvres comme l'Autobiographie du premier, Naked Lunch ou les Frères Soledad ne pulvérisent pas seulement les principes sacro-saints de l'« American way of life », mais font éclater en mille morceaux — avec la force d'un Laotréantisme ou d'un Céline — le langage narratif canonisé. Double crime, difficilement pardonnable, contre l'ordre social et littéraire, pareil à celui qui, pendant les journées de mai 68, fut commis à la fois contre les valeurs de la Bourgeoisie, le ministère de l'Intérieur et de l'Académie française.

Le problème fondamental de Burroughs est celui de tous les non-conformistes et rebelles qui pénètrent dans la langue qu'ils écrivent comme dans un territoire étranger occupé par les défenseurs de l'omniprésente idéologie officielle : un territoire infesté de pièges de fillets et de liens, au travers duquel il faut avancer en titubant et avec des précautions infinies pour, ensuite, le faire à son tour de mines et de bombes à retardement destinées à exploser entre les mains des lecteurs imprudents. Obligé de se méfier de sa propre langue et, qui plus est, de penser contre elle, le marginal s'efforce d'infiltrer dans son espace un élément de subversion idéologique, narratif, sémantique, qui le corrompt et l'installe. L'écriture devient alors, comme le signale Jean Genet à propos de Jackson, un acte subtil de trahison et une arme à double tranchant, un cadeau perdue d'un dard de scorpion, une offrande poétique avec la cauda venenum.

Le conte d'horreur vécu par Burroughs au sein d'une société totalement déshumanisée se convertit alors en cette admirable histoire d'horreur du Festin nu, où l'auteur rend les

affronts et les coups qu'il a reçus, sous forme d'un vomissement porteur du choléra. Aggression onirique, schizophrénique, sans aucun doute, mais qui ne perd jamais son point de référence « normal » ou, si l'on veut, revient de suite. A l'aide de l'imagination, la raison morale prend l'apparence trompeuse du délire. Mais le délire est autre : c'est celui des mécanismes oppressifs d'une société qui fait abstraction des êtres humains, les exploite, les rabaisse, les instrumentalise, les réduit à de simples numéros.

Conte d'un enfer et cri accusateur, l'œuvre de Burroughs s'élève avec une violence exemplaire contre le culte aberrant du monde contemporain pour les valeurs marchandes qui créent automatiquement des structures impersonnelles de travail et des relations non moins impersonnelles, inhumaines et mécaniques. L'algorithme du besoin du drogué est le microcosme d'une aliénation beaucoup plus vaste : celle qui sacrifie l'homme aux impératifs de la production et de la consommation et le transforme finalement en marchandise.

JUAN GOYTISOLO.



Selma Lagerlöf, née par J. Elkan.

DÉFENSE

La chasse aux espions industriels

Des agents des pays de l'Est ont tenu, ces derniers mois, avec des fortunes diverses, de prendre contact avec des ingénieurs ou des techniciens de sociétés françaises de technologie avancée qui travaillent en coopération avec des entreprises américaines. C'est le cas notamment dans l'industrie aéronautique, et l'on se souvient de l'expulsion récente d'un membre d'une commission d'achat soviétique qui était soupçonné d'avoir tenté de soulever un expert en moteurs d'avion.

La maladresse de certains de ces agents étrangers est surprenante, et l'on n'écarte pas l'idée, dans les services français, qu'une telle attitude soit délibérée et que, au-delà des apparences naïves, ces espions industriels soient volontairement sacrifiés dans un dessein très particulier qui les dépasse.

On sait avec quel esprit chabouilleux l'administration américaine veille au respect des clauses de sécurité et de discrétion lors de la conclusion des accords de coopération entre les sociétés de technologie avancée, aux Etats-Unis, et leurs partenaires étrangers. Ainsi, les ingénieurs et les techniciens non américains n'ont accès à des informations particulièrement sensibles — que sont certaines conditions et après diverses enquêtes de sécurité. Les transferts ou les communications, de part et d'autre de l'Atlantique, de connaissances technologiques, de plans et de matériels dits stratégiques sont strictement contrôlés. Les services américains s'assurent généralement eux-mêmes que les accords sont

Les secrets d'autrui

La publicité, toute relative dans ce genre d'affaires, que des agents peuvent être amenés à donner à leurs actions d'espionnage industriel, revêt, dès lors, un tout autre sens. En l'absence, au vu et au su de tout un chacun, l'un de ses agents être interpellé et expulsé, une puissance étrangère peut vouloir rechercher un effet très précis : celui d'inciter les Etats-Unis à cesser tout échange d'informations avec l'un de leurs partenaires, sous le prétexte que les industriels dans ce pays ne savent pas conserver les secrets d'autrui.

Ainsi, on fait d'une pierre deux coups. L'agent déçu peut, tout de même, transmettre à ses services les renseignements souhaités, et il a eu le loisir de les rassembler. Dans le même temps, la bête puissance a porté atteinte à la confiance que pouvait avoir chacun des coopérateurs envers son partenaire, et elle peut espérer, indirectement, obtenir que l'accord — qui gênait sa politique — sera rompu faute de garanties suffisantes de sécurité.

Pour rassurer son allié, chacun des signataires d'un tel accord industriel a, désormais, intérêt à révéler qu'il fait bonne garde autour des secrets en jeu, au besoin en ne dissimulant rien des péripéties de sa chasse aux espions.

NOMINATIONS MILITAIRES

L'INGENIEUR GENERAL BOUSQUET DEVIENT DIRECTEUR TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES.

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 10 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, ingénieur général de deuxième classe Cauchy ; ingénieur général de deuxième classe ; les ingénieurs en chef Ricard, Arnoux, Joseph, Sempere et Corbeau.

Sont nommés : directeur de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées, ingénieur général de deuxième classe Bousquet ; sous-directeur et directeur de la flotte et mutations, ingénieur général de deuxième classe France ; directeur technique des constructions aéronautiques, ingénieur général de première classe Pierre Bousquet.

Sont admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur leur demande, les ingénieurs généraux de première

classe Rouiller, Bousquet de Jennis et les ingénieurs généraux de deuxième classe Delafosse et Haas.

● **TERRA.** — Est promu intendant général de deuxième classe, l'intendant militaire de première classe Vivel.

Sont nommés : adjoint au général commandant la 1^{re} division, le général de brigade Logier ; commandant la 9^e division d'infanterie de marine, le général de brigade de Liambry.

● **AIR.** — Sont nommés : commandant la 1^{re} région aérienne (Alsace-Provence), le général de brigade aérienne Arbellet ; inspecteur technique de l'armée de l'air, le général de division aérienne Couderc ; directeur du centre d'enseignement supérieur aérien et commandant l'école supérieure de guerre aérienne, le général de division aérienne Martignol.

Est placé sur sa demande, pendant six mois, en situation de disponibilité spéciale, le général de corps aérien Saint-Macary.

PRESSE

M. BARRE ATTACHE UNE GRANDE IMPORTANCE AU VOTE DU PROJET DE LOI SUR LA FISCALITE

Invité, le mercredi 10 novembre, du conseil d'administration du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.), M. Raymond Barre a déclaré qu'il attachait une importance particulière au vote du projet de loi sur la fiscalité de la presse qui sera très prochainement soumis aux députés et qui sera défendu par M. Christian Poncelet, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget). Le premier ministre a dit également sa

volonté que la presse continue d'être « libre, indépendante et pluraliste ».

D'autre part, M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a déclaré que les attributions confiées dans le gouvernement de M. Chirac, à M. André Rossi qui présentait alors les budgets de l'information et de la radio-télévision, le poste de porte-parole du gouvernement chargé des problèmes de l'information ayant été supprimé.

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

— Numéro spécial de la revue « Minérites », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 » où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce dossier, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F. Franco) à l'Imprimerie, 4, rue Cassinière, 75006 Paris : chèques, postaux : Paris 13.355-73.

ÉDUCATION

UNE RENCONTRE INTERNATIONALE A PARIS

Les mirages et les dangers de la planification de l'enseignement

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général des collèges (S.N.I.P.E.C.C.) a organisé les 8 et 9 novembre, à Paris, une rencontre internationale sur « Les finalités de l'éducation ».

« Le milieu éducatif prend conscience de l'urgence des problèmes éducatifs dans le débat éducatif », a déclaré M. Michel Rocard (parti socialiste), à Paris, une rencontre internationale sur « Les finalités de l'éducation ».

« Le milieu éducatif prend conscience de l'urgence des problèmes éducatifs dans le débat éducatif », a déclaré M. Michel Rocard (parti socialiste), à Paris, une rencontre internationale sur « Les finalités de l'éducation ».

« Le milieu éducatif prend conscience de l'urgence des problèmes éducatifs dans le débat éducatif », a déclaré M. Michel Rocard (parti socialiste), à Paris, une rencontre internationale sur « Les finalités de l'éducation ».

L'idée de planification de l'édu-

cation fait frémir bien des Français. M. Jacques Delors a considéré comme absurde l'idée de vouloir « brancher les tuyaux de l'éducation sur les tuyaux de la vie professionnelle ». Il faut tenir compte, comme l'a dit M. Michel Rocard (parti socialiste), du stade de développement des pays. Si la Pologne n'a pas terminé son industrialisation, en France « l'industrie lourde et moyenne n'a plus vocation à créer des emplois ; il nous faut jouer massivement l'emploi dans les services, les petits industriels, l'artisanat, la réparation ».

Un autre membre du parti socialiste, M. Jean-Paul Bachy, a estimé qu'en France on observait, à la fois, un progrès des qualifications (des entreprises absorbent dix à quinze fois plus de diplômés qu'il y a quinze ans) et une déqualification massive due à la mécanisation et à la parcellisation des tâches et illustrée par le sous-emploi des titulaires de diplômes professionnels qui correspondent à des formations de plus en plus étroites. Cela permet au pouvoir de contrôler la formation, dans les grandes écoles et les écoles privées de gestion, de cadres « bien conditionnés », à l'autre extrémité, « il peut contrôler le marché du travail par un important volant de chômage ». Cette analyse, selon l'orateur, tend à montrer que le système scolaire français est bien au service du pouvoir et de la production. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur les possibilités d'épanouissement personnel et de prise de responsabilité des individus tant souhaitées par les participants au colloque comme remède à l'appauvrissement de l'homme dans certains métiers.

Après avoir longuement analysé et critiqué le système actuel,

il fallait envisager un changement de société. Pour certains participants — et notamment les communistes — toutes les réponses sont inscrites dans le programme commun de gouvernement. Pour d'autres, au contraire, c'est une illusion de croire que tous les problèmes seront réglés. Non sans humour, M. Gabriel Fragnière (Suisse), directeur de la recherche à l'Institut d'éducation de la Fondation européenne de la culture, a placé le débat au-delà de la situation particulière de la France. « S'il y a un défaut dans votre système d'éducation, a-t-il déclaré, c'est de n'avoir pas appris le dialogue. » Il est normal, selon lui, de distinguer plusieurs niveaux de qualification, mais il est grave que le système d'éducation s'adapte à ces niveaux au point que le cerveau est bien mort. Le « cul-de-sac éducatif ». A aucun niveau l'homme ne doit être un « produit fini ». Au contraire, il devrait pouvoir acquérir une autre qualification, à partir de son expérience et de son évolution professionnelle, en fonction de ses désirs, de ses capacités et des services attendus par la société.

Philosophes et balayeurs

Pour tenir compte de l'expérience acquise, M. Fragnière a posé le problème de la « certification » des qualifications, qui ne devrait plus être accordée par le seul système éducatif, à condition que tous passent, à la sortie de l'école fondamentale, par « le lycée fondamental », qui offrirait une « culture liée à la technologie ». Il faut désormais « apprendre à se servir d'un ordinateur comme on apprend à lire », et former des « bacheliers philosophes et balayeurs ». Mais, a-t-il ajouté, « la plus grande résistance aux innovations vient des enseignants eux-mêmes ».

Le rôle des enseignants est évidemment capital dans l'école et la société, et il faut souhaiter que le S.N.I.P.E.C.C. la « base » enseigne, approfondissent ces réflexions et soient prêts à en tirer les conséquences. A moins qu'à plus ou moins long terme, on ne puisse se passer d'eux, comme l'envisageait, en guise d'anecdote, M. Szczepanski. « Dans les sociétés primitives, a-t-il exposé, il n'y avait pas d'école et les enfants s'éduquaient par la participation à la vie réelle des adultes. Mon maître considérait cela comme le meilleur système d'éducation. Peut-être nous rapprochons-nous d'une société scientifique, comme nous il n'y aura plus d'école. Mais que deviendrait, dans un tel système, le Syndicat des instituteurs ? »

CATHERINE ARDITTI.

Au cours de la dernière année scolaire

Près de quinze mille élèves ont étudié une langue régionale

Au cours de l'année scolaire 1975-1976, quatorze mille six cents élèves du secondaire ont étudié les langues régionales. C'est ce qui ressort d'un rapport d'information que vient de publier le service des études du ministère de l'éducation (1), à propos de l'enseignement des langues vivantes. Le nombre d'élèves apprenant les langues régionales ne représente cependant que 0,25 % des cinq millions six cent mille élèves qui avaient les cours de langues vivantes pendant l'année scolaire 1975-1976.

Dans certaines académies, les langues régionales facultatives arrivent avant l'italien et le russe. C'est le cas des académies de Bordeaux, de Toulouse et surtout de Montpellier, où trois mille élèves du secondaire apprennent l'occitan. C'est le breton qu'apprennent trois mille élèves de l'académie de Rennes, tandis que deux mille apprennent le corse dans l'île de Beauté. Rappelons que ces langues peuvent faire l'objet d'une épreuve facultative au baccalauréat.

Pour ce qui concerne les langues étrangères, on observe une très grande stabilité dans le choix des élèves des collèges et lycées. L'anglais consolide sa position privilégiée de première langue : 80,7 % des élèves de l'enseignement public pour l'année scolaire 1975-1976 (78,4 % en 1968-1969). L'allemand maintient sa position : 16 % (15,9 %). Pour la seconde langue étrangère, on note une progression de l'allemand et de l'espagnol (36,8 % et 34,5 % en

1975-1976 dans l'enseignement public), et une régression de l'italien (de 9,8 % en 1968-1969, à 7,5 % en 1975-1976). Dans l'enseignement privé, c'est l'espagnol et non l'allemand qui arrive en tête parmi les secondes langues étudiées. Enfin, c'est l'espagnol et l'italien qui sont choisis par la majorité des élèves sept mille élèves qui apprennent une troisième langue étrangère.

(1) 56, bd du Lycée, 92170 Vanves. Note d'information no 76-31.

SCIENCES

Selon le « Los Angeles Times »

UN ACCIDENT NUCLÉAIRE S'EST EFFECTIVEMENT PRODUIT EN UNION SOVIÉTIQUE EN 1957 OU 1958.

Los Angeles (A.F.P.). — Un grave accident nucléaire s'est bien produit en Union soviétique à la fin de 1957 ou au début de 1958, affirmait mercredi 10 novembre le « Los Angeles Times ». Mais, selon le quotidien américain, il s'agissait d'un réacteur déficient destiné à la production de plutonium et non pas d'une explosion dans un dépôt de déchets radio-actifs, comme l'avait récemment affirmé le savant soviétique Jaurès Medvedev.

Selon le « Los Angeles Times », le nombre de victimes n'a probablement pas été aussi élevé que celui avancé par le savant soviétique. Le quotidien américain attribue ses informations à deux sources appartenant aux services de renseignements américains. Le journal ajoute que les Etats-Unis ont détecté l'accident à l'époque, mais qu'ils avaient jugé préférable de ne pas ébruiter l'affaire de crainte que l'U.R.S.S. n'apprenne que l'Amérique disposait de moyens de déspiatez aussi sensibles.

RELIGION

THÉOLOGIE AU SÉNAT

« Les organes d'un corps dont le cerveau a été détruit peuvent être transplantés » estimait Pie XII

Le groupe de travail créé par la commission sénatoriale des lois pour examiner la proposition de M. Caillaud (gauche démocratique) sur les greffes d'organes, a entendu un exposé du R.P. Riquest, qui a souligné qu'aucune raison théologique ne s'opposait au prélèvement d'un organe sur un cadavre.

« Quand, a-t-il dit, il s'agit d'utiliser un organe essentiel et unique comme le cœur ou le foie, le prélèvement ne peut se faire que sur un cadavre dont la mort est définitivement constatée. C'est, notamment, ce qui peut arriver dans les comas dépassés où le respirateur artificiel maintient une circulation cœur-poumon cependant que le cerveau est bien mort. Le pape Pie XII a pris nettement position : on peut arrêter la réanimation artificielle et disposer des organes du mort (24 novembre 1957).

« Dès lors qu'est brisée par la destruction du cerveau l'unité fonctionnelle de ces myriades d'atomes et de molécules qui constituent notre corps, tout ce matériel perd ce doni le marquait notre personnalité : il devient disponible pour s'intégrer dans un autre ensemble, dans une autre vie ».

Répondant aux objections de plusieurs sénateurs, le R.P. Riquest a reconnu « le danger qui existe de voir certains céder à la tentation de ne pas prendre tous les moyens de prolonger la vie, notamment par les techniques de la réanimation, lorsqu'ils escomptent utiliser les organes du patient. Mais lorsque la mort du cerveau est certaine et irréversible, il ne subsiste qu'une vie cellulaire qui n'est plus intégrée dans l'unité d'une vie humaine. Dès lors, aucune raison théologique ne s'oppose au prélèvement d'organes ».

● **Paul VI et les « Chrétiens pour le socialisme ».** — Au cours de l'audience générale du 10 novembre, Paul VI, critiquant le mouvement « Chrétiens pour le socialisme », né à Santiago-du-Chili, en 1970, et qui se développe en Europe, a déclaré : « Le christianisme ne peut pas être sciemment exploité pour une conception de la vie qui le contredit idéologiquement et pratiquement. (...) Parler de « christianisme pour le socialisme » est une contradiction dans les termes. C'est déformer les choses. Les chrétiens ne se soumettent à lui-même. Il sert éventuellement le socialisme pour d'autres fins, qui sont louables. Mais cette formule ne peut être acceptée comme si elle était une grande découverte et une nouveauté ». — (A.F.P.)

Opel Eurokadett, une vraie 5 places pour 17100 F*
Nouveau : freins à disque à l'avant.



- ceintures à enrouleurs automatiques
- pare-brise feuilleté
- contenance du coffre : 378 dm³
- pneus à carcasse radiale
- freinage assisté double circuit
- garantie totale un an, kilométrage illimité, pièces et main-d'œuvre.



Avec Opel, partez tranquille.

Aspro contient de l'aspirine. Pas d'utilisation continue sans avis médical.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

UNE ENQUÊTE AUPRÈS DES USAGERS DU TÉLÉPHONE

Les communications passent mieux

L'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (A.F.U.T.T.) vient de rendre public le résultat d'une enquête qu'elle a réalisée auprès de ses adhérents sur le fonctionnement du téléphone.

Quarante pour cent d'entre eux constatent une amélioration du service : 39 % n'enregistrent aucune, 21 % dénoncent une dégradation du service public. Les utilisateurs se plaignent d'attendre la tonalité, de ne pouvoir être joints par leurs correspondants et d'être gênés par des parasites. Si les communications locales s'établissent facilement, il n'en est pas de même des communications interurbaines, que 44 % des particuliers jugent difficiles à obtenir. Il est de plus en plus malaisé d'obtenir les services de renseignements (80 % des réponses des particuliers) et des réclamations (70 % des réponses des entreprises), dont les opératrices sont pourtant considérées comme aimables.

Deux points très noirs : les cabines publiques et la facturation. Quarante-huit pour cent des abonnés d'entreprise ne trouvent pas de cabines lorsqu'ils en ont besoin. Elles ne marchent pas et « gèrent » trop souvent la monnaie sans donner la com-

munication. Quatre-vingt-trois pour cent des particuliers attendent avec impatience des notes de téléphone détaillées.

Les revendications des usagers portent sur l'amélioration de la qualité du service. Ils demandent des raccordements moins chers et plus rapides, des relations plus faciles avec l'administration, des tarifs d'heures creuses moins élevés, des annuaires téléphoniques plus clairs et des changements de numérotation moins fréquents.

L'enquête de l'A.F.U.T.T. ne prétend pas être scientifique, mais elle donne des indications précieuses sur l'évolution du jugement des usagers. Le téléphone était considéré, en 1973, comme un gadget, a déclaré M. Jacques Pomeroy, membre du bureau de l'Association. Il apparaît aujourd'hui comme un instrument de travail indispensable. Nous notons aussi une amélioration encourageante de l'opinion des usagers sur le service public. Les utilisateurs se font plus exigeants : c'est à la fois un défi que les P.T.T. doivent relever et un phénomène positif qui témoigne de l'intérêt des Français pour le téléphone.

* A.F.U.T.T., B.P. n° 1, 92430 Marnes-la-Coquette.

Provence - Côte d'Azur

Une autoroute « en or » autour de Nice

De notre correspondant

Nice. — Les habitants de la région nicoise sont habitués aux escalades foncières. Tout de même, l'autoroute A-8, qui continue sa progression vers l'Italie (la mise en service du dernier tronçon Le Turbie-Roquebrune, 250 millions de francs de travaux, est prévue pour l'automne 1977), est en train de battre de nouveaux records.

Après l'ouverture, au mois de juin, de la section Villeneuve-Loubet-rive gauche du Var, le contournement de Nice devrait être ouvert le 17 décembre. Environ 15 kilomètres de voie, six tunnels, neuf viaducs, dont celui de Magnan, le plus haut de France (120 mètres) ; cette gigantesque percée à travers les collines nicoises a coûté la bagatelle de 400 millions de francs, auxquels il faut ajouter environ 150 millions pour l'achèvement définitif des chaussées. Entre la vallée du Var et celle du Paillon, les automobilistes éviteront des kilomètres « en or » pour pouvoir continuer leur route vers Monaco et l'Italie. Mais ce contournement ne joue pas qu'un rôle de liaison. Il évitera aussi la traversée de la ville, les embouteillages de la voie « rapide » ou de la Promenade des Anglais, et dénouera le plus gros de la circulation à travers les collines qui bordent Nice au nord.

Qui paiera cet « instrument » si utile ? La société anonyme d'économie mixte Escota (Esterel-Côte d'Azur), chargée de la construction et de l'exploitation de l'autoroute, a soumis son dossier à l'administration chargée de fixer les tarifs des péages. On parle de 5 F entre la barrière du Paillon et celle de Saint-Isidore (à peine plus de 10 kilo-

mètres). Certains Nicois empruntent l'entrée Nice-Nord et quittent à Saint-Isidore paieront même 3,50 F pour parcourir 5 kilomètres. Dans le même ordre d'idées, le parcours Nice-Nord-Cagnes-sur-Mer (17 kilomètres) coûtera 6 F.

D'où plusieurs questions. Ce contournement jouera-t-il pleinement son rôle ? Les élus locaux, qui sont en majorité au conseil d'administration d'Escota, ont-ils épuisé toutes les solutions pour éviter que le poids des investissements — que personne ne conteste — ne retombe sur l'usager ? A-t-on assez considéré la vocation urbaine de cette autoroute ? Jusqu'à présent, seuls les poids lourds, dont on veut éviter la présence dans le centre de Nice, rouleront en toute sérénité, la ville ayant « racheté » leur péage.

Quant aux autres, qu'ils paient 3,50 F, 4 F ou 5 F, ils auront la satisfaction d'emprunter l'une des sections autoroutières les plus chères de France.

C'est la raison pour laquelle M. Jacques Médacin, secrétaire d'Etat au tourisme, vient de décider de rendre publique la lettre de protestation qu'il a adressée au ministre de l'économie et des finances et au ministre de l'équipement.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Selon les responsables professionnels du bâtiment

Une nouvelle crise du logement se prépare dans la région parisienne

Dans une lettre ouverte aux élus de la région parisienne, M. Jean-Pierre Dumont, président de la Fédération parisienne du bâtiment, lance un véritable cri d'alarme quant aux conséquences (pour les dix mille entreprises et les trois cent cinquante mille salariés de la branche) d'une crise qui se traduira en 1978 par une diminution de l'activité de 30 % par rapport à 1975.

Pour M. Dumont, « la crise qui touche le bâtiment est insurmontable du fait de l'excès de construction ». La politique visant à maîtriser l'expansion de la région parisienne, ce freinage à engendrer une diminution de la population de 500 000 habitants en vingt ans, tandis que les villes nouvelles ne se développent pas comme prévu, « les conditions d'habitat y étant, en fait, dissuatives ».

Simultanément, remarque M. Dumont, on affirme à tort que le problème quantitatif du logement est réglé, car de nombreux appartements sont vacants : « Il s'agit avant tout d'un problème de solvabilité : deux cent cinquante mille familles restent en effet inscrites au fichier des mal-logés et plus de sept cent mille jeunes chômeurs, en 1981, l'âge du mariage. Nous

estimons, écrit M. Dumont, qu'une nouvelle crise du logement se prépare dans la région parisienne pour les années prochaines. »

Le groupe Moët-Hennessy

espère augmenter son chiffre d'affaires de 20 % en 1976

« L'année 1976 a été une année de redressement après deux années de difficultés », a déclaré M. Alain Chevalier, vice-président-directeur général du groupe Moët-Hennessy le 10 novembre. Au cours des neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires des trois secteurs du groupe (champagne, parfums et cognac) ont progressé respectivement de 22, 24 et 30 %, ce qui au total équivaut à une augmentation de 25 % du chiffre d'affaires. Pour l'ensemble de l'année, Moët-Hennessy espère réaliser un chiffre d'affaires consolidé d'environ 145 milliards de francs, soit 20 % de plus que l'année précédente.

M. Chevalier a en outre précisé que la rotation des stocks s'est nettement améliorée, notamment dans le champagne, ainsi que la situation d'endettement. Les dettes à long terme sont passées de 525 millions de francs en 1975 à 511 millions en 1976, et les dettes à court terme de 894 à 624 millions. Quant aux résultats financiers du groupe, ils devraient également marquer un net redressement.

Après le dépôt de bilan de la chapellerie

La municipalité de Chazelles-sur-Lyon se plaint de ne pas bénéficier de l'aide de l'État

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Dans la Loire, où se multiplient depuis quelque temps les dépôts de bilan, celui de la SIC (Société Industrielle de Chapellerie) (1) intervient le 29 octobre, frappe de plein fouet toute l'économie de Chazelles-sur-Lyon, qui fut longtemps la capitale européenne du chapeau de feutre. Les derniers chapelliers de la Loire, à une trentaine près, travaillent tous à la SIC, créée par la concentration de quatre entreprises locales en 1966 et comptant à l'époque 860 ouvriers, contre 170 actuellement. Ceux-ci occupent leur usine jour et nuit depuis le vendredi 5 novembre à 10 heures. Les premières lettres de licenciement pour motifs économiques parviennent dans les foyers dès le lendemain matin, soit à peine trois jours après que le tribunal de grande instance de Montbrison, agissant en tant que tribunal de commerce, eut ordonné la liquidation des biens de la société. Les chapelliers veulent attirer l'attention des pouvoirs pu-

(1) La SIC est présidée par un directeur, qui a à sa tête M. Maurice Fiechet, néveu de M. Max Fiechet, qui fut sénateur indépendant de la Loire (1948-1958 et 1962-1967), secrétaire d'Etat aux affaires économiques (1958-1960) et qui présida depuis 1932 l'Union des fabricants de chapeaux de feutre, laine et poil de France.

PAUL CHAPPEL.

La Corse incertaine

(Suite de la première page.)

Pour que revienne le calme, suffirait-il de neutraliser une poignée de « desperados » ? « On compte environ cent cinquante «êtes brûlées», étudiants attirés, agriculteurs endettés et... idiots de village », estime un responsable du maintien de l'ordre. Curieusement, dans une île où tout le monde se connaît, personne n'a jamais réussi à repérer un seul de ces apprentis sorciers. De tempérament, la population aspire à la paix, mais d'expérience elle sait la violence payante. Aussi longtemps qu'elle n'en supporte pas directement les méfaits, elle ne bougera pas. « La majorité silencieuse n'est, aujourd'hui en Corse, ni plus ni moins courageuse qu'elle ne l'était en mai 1968 à Paris », constate un Ajacien.

Pour l'heure, le mouvement autonomiste paraît être au creux de la vague ; ses adeptes semblent n'avoir guère pénétré l'opinion insulaire. Ce qui n'empêche rien le capital de gratitude dont il continue de jouir auprès de la population. Celle-ci lui reconnaît le mérite d'avoir posé en temps voulu un diagnostic sérieux sur l'état de l'île et sur son devenir, de s'être battu avec succès pour faire disparaître certaines injustices criantes, d'avoir redonné aux jeunes le goût de vivre au pays.

Méfiant à l'égard des élus, qui, à leur avis, se sont trop longtemps enfermés dans des querelles de clans sans chercher à régler les vrais problèmes, les

Corses, en général, ne sont pas mécontents de s'attacher les services des autonomistes dont ils savent la hâte à relayer le moindre abus. « Ils veulent : Paris ne pourra plus nous jouer de mauvais tours », se félicite un Bastiais.

Des sang-mêlé

Face aux « enragés » du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) qui prônent l'indépendance, les militants autonomistes tentent de se présenter comme des gens raisonnables, des hommes de dialogue. « L'indépendance est inconcevable. Les actions dirigées dans ce sens nous sont totalement étrangères », insiste Lucien Alfonsi, porte-parole de l'Association des patriotes corses (A.P.C.). « Nous voulons simplement l'autonomie, mais nous n'avons aucun projet juridique précis à opposer au gouvernement. Tout est négociable hormis la reconnaissance légale du peuple corse ».

Malgré tout, la population a tendance à faire l'amalgame entre le F.L.N.C. et l'A.P.C. — peut-être pour ne pas se couper des jeunes militants — rejette le « pacifisme bête » et approuve « la violence à visage découvert, celle des désespérés devant des situations bloquées ». Il y a dans ces prises de position des subtilités qui échappent à beaucoup.

Au reste, l'émouvant cri d'alarme que lancent les autonomistes pour la survie du « peuple

historique » suscite, parmi les insulaires, davantage d'indifférence que de réactions. « Dieu jure que jamais nous ne nous retrouvons seuls entre Corses sur cette île ; ce serait un jacobinisme face insupportable », avouent certains autonomistes.

Lorsqu'une communauté se sent menacée dans son existence, il est inévitable qu'elle en vienne à se compter, à succomber à la tentation xénophobe du repli et du refus. Aussi peu scientifique que celle soit, la distinction entre Corses et non-Corses contient en elle-même un danger latent de racisme et de xénophobie. « Nous avons suffisamment de personnalité pour ne craindre rien de l'effacement et des contacts », note M. François Giacobbi, président (fraction de gauche) du conseil régional. « Il n'y a pas de race des seigneurs ; nous sommes des sang-mêlé. »

A force d'intransigeance, les autonomistes s'enferment dans un ghetto. Ils se coupent de tout le monde institutionnel : l'administration, les élus et les partis politiques. Ils finissent par manquer d'adhésion, voire de contradicteurs. Pour arriver à leurs fins, ils entendent faire l'économie du suffrage universel. Toute leur stratégie repose sur une habile exploitation des « jauges du pouvoir ». Et l'on ne peut pas dire que celui-ci leur complique beaucoup la tâche.

Les hommes politiques essayent, aujourd'hui, de battre de vitesse les autonomistes sur le terrain des revendications. L'affaire de la légion ? Les parlementaires corses s'en sont saisis en extrême et se sont vantés d'avoir obtenu du gouvernement le départ de Corse du groupement d'infanterie. L'acquisition par une société immobilière de la presqu'île de Scandola ? Les élus insulaires ont aussitôt pris les devants pour se porter garants de la protection de ce site classé.

Les autonomistes n'ont jamais rien fait d'autre que d'occuper le vide laissé par les élus. Une classe politique vieillie, usée et déniée, qui s'est trop facilement accommodée du « tripatouillage des urnes » pour se maintenir en place, qui s'est trop longtemps contentée de gérer le patrimoine départemental. « Nous avons tout dit, tout fait, tout dénoncé », soulignent-ils. A ce point où ils n'ont pas dû désamorcer à temps la colère et l'indignité des jeunes devant les injustices du présent et les incertitudes de l'avenir.

« Le goût du risque, l'esprit d'entreprise, l'amour du service

public, le sens de l'honneur : toutes ces qualités, que je saisis être, de tradition, celles des Corses, se sont-elles pas retrouvées ici », confie un haut fonctionnaire récemment nommé dans l'île. Tel parlementaire chevronné qui, l'an dernier, invoquait le droit à la différence déclare aujourd'hui que c'était là une simple astuce « pour obtenir davantage de crédits ». Tel jeune élu qui, hier, promettait de se dégarer de l'emprise des Corses, se voit aujourd'hui devenir « de plus en plus classique ». Tel autre qui, dans la rue, crie : « Légion, dehors ! » n'exprime aucun scrupule, dans le bureau du préfet, à exiger le maintien en Corse des légionnaires.

« Nous ne sommes pas sérieux, admet un insulaire. Nous voulons tout le contraire. Comme ça nous arrange. » Une île en clair-obscur. Ne voit-on pas un autonomiste notoire conduire, aux prochaines municipales, une liste dans laquelle figurent des communistes, des socialistes et des radicaux de gauche ? Ne sait-on pas des défenseurs patentés de la langue corse qui ne parlent que français à leurs enfants ?

Six mille

Comment peut-on croire possible le retour au calme alors que les jeunes, toujours plus nombreux, se sentent délaissés, ne réussissent pas à y travailler ? « La crise de l'emploi est dramatique », remarque M. Giacobbi. Au mois de septembre dernier, on relevait 4 700 demandeurs d'emplois non satisfaits, dont 3 100 de moins de vingt-cinq ans. « Il faut s'attendre à franchir le cap des 6 000 chômeurs au mois de février prochain », disent les experts.

Une partie de cette jeunesse désœuvrée en vient à opprimer les vertus de l'oisiveté. Elle vit du chômage, de la maladie longue durée, d'un peu de travail noir et des pensions des parents qui, dans une île où chacun est le voisin de chacun, veulent, à travers leur progéniture, afficher leur aisance et prolonger leurs ambitions. Pour ces enfants de Corses, le chapeau de feutre, la voiture, le café, les petits bals, la parlotte, et... la contestation.

« Plus des tracts et plus de désaffection », ne faut-il pas s'assurer un responsable de l'A.P.C. l'action violente et clandestine leur paraît beaucoup plus exaltante. »

La majorité des jeunes Corses seraient prêts à faire des sacrifices pour rester au pays. « Le travail manuel ne leur fait plus peur, soutient un fonctionnaire. Ils acceptent de changer d'orientation ». Ils sont entre 1 000 et 1 200 à se présenter, chaque année, sur le marché du travail. Or, ici, les créations d'emplois compensent tout juste les disparitions de postes.

« Les Corses auraient pu coloniser leur île comme ils ont colonisé l'Empire », affirme M. Giacobbi. Est-ce déjà trop tard ? N'a-t-on plus besoin d'eux ? La violence est fille de cette désespérance. Il y a peut-être parmi eux qu'elle séduit, des calculateurs, des ambitieux et parfois de « pauvres types ». Il y a surtout des gens qui aiment leur pays au point de ne plus vouloir le quitter des yeux.

JACQUES DE BARRIN.

Prochain article :

OUBLIER LA MER

POUR VOTRE ÉPARGNE



quotidiennement votre

LA POSTE

COSTUMES

Mesure industrielle

690 F

offre spéciale

du 6 au 27 novembre

MESURE INDUSTRIELLE

23 rue des Mathurins Paris 8

(métro Havre-Caumartin)

parkings : place de la Madeleine et boulevard Malesherbes

JACQUES DE BARRIN.

Prochain article :

OUBLIER LA MER

صلى الله عليه وآله وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

Bonn accroît les aides aux chômeurs sans relancer l'économie

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand a adopté le mercredi 10 novembre un programme de lutte contre le chômage de 430 millions de deutschemarks (890 millions de francs). Avec les 1 100 millions (2 277 millions de F) déjà prévus à cet effet dans le budget de l'Office fédéral du travail et les 100 millions (207 millions de F) débloqués il y a quelques semaines pour procurer du travail aux handicapés physiques, c'est au total 1,6 milliard de deutschemarks (3,2 milliards de F) qui seront consacrés d'ici à la fin de 1977 à la lutte contre le chômage.

Le ministère du travail estime qu'un total de 200 000 chômeurs pourront retrouver un emploi. Selon l'Office fédéral du travail, sans les programmes précédents, le nombre des demandeurs d'emploi, qui sera en moyenne de 1 million cette année, aurait atteint 1,5 million.

Le nouveau programme du gouvernement de Bonn vise essentiellement non à relancer l'économie, mais à encourager la mobilité géographique et professionnelle des salariés en accordant des aides spécifiques à ceux qui sont sans emploi depuis plus de six mois. Ils représentent près de la moitié des 943 000 chômeurs recensés en octobre.

Les salariés au chômage depuis six mois au moins recevront une prime de mobilité de 500 DM (1 035 F), plus 150 DM (310 F) par mois supplémentaire de chômage. L'interdiction de travailler ailleurs pendant la période de chômage est supprimée. Si le retour quotidien au domicile est impossible, si leur nouveau salaire est inférieur de 15 % à leur dernière

remunération dans la même profession, ou s'ils ne gagnent pas plus en changeant de profession.

S'ils acceptent de déménager pour obtenir une place, ils pourront recevoir le remboursement intégral de leurs frais de déménagement, plus une prime d'installation de 4 000 DM (8 280 F) pour les célibataires, de 6 000 DM (12 420 F) pour les personnes mariées, plus 800 DM (1 656 F) par enfant. Enfin, un chômeur qui accepte du travail loin de son lieu d'habitation peut, pendant, un an, être remboursé des frais de transport. Les entreprises qui embaucheront un salarié au chômage depuis plus d'un an pourront recevoir pendant deux ans une subvention représentant 50 % du salaire.

Bien que le ministre du travail ait déclaré que « la lutte contre le chômage est un de nos principaux objectifs », le programme gouvernemental se heurte à un grand scepticisme.

DANIEL VERNET.

Le GATT condamne le système américain d'exonération fiscale en faveur des sociétés exportatrices.

De notre correspondante

Genève. — Les représentants du GATT, réunis à huis clos le 12 novembre, doivent se prononcer sur les violations des règles du commerce international commises par les États-Unis grâce au régime fiscal « DISC » (Domestic International Sales Corporation) dont bénéficient de nombreuses sociétés américaines. Un groupe d'experts, constitué à la requête de la Communauté économique européenne, leur présente ses conclusions dans un document confidentiel élaboré après huit mois de travail.

Ce n'est plus un secret à Genève que les experts condamnent sévèrement le système DISC mis en

vigueur le 1^{er} janvier 1972 par l'administration Nixon, en dépit de mises en garde répétées sur le plan international. Dès lors de sa création, le 10 décembre 1971, dans le cadre de la nouvelle politique économique américaine visant à encourager les exportations, le DISC avait suscité de nombreuses critiques. Il ne faisait pas de doute que ce système conférerait un avantage substantiel aux sociétés essentiellement exportatrices en les exonérant largement de leurs charges fiscales, puisque, en trois mois, onze cents de ces firmes ont pu être créées et qu'elles étaient huit mille trois cent quatre-vingt-deux fin février 1976.

De source américaine autorisée, les ventes à l'étranger de ces sociétés se sont élevées, en 1974, à 43,5 milliards de dollars, soit presque la moitié du total des exportations des États-Unis. Cette législation, qui peut être considérée comme une subvention déguisée à l'exportation, aurait dû être préalablement notifiée au GATT, conformément à l'article 18, ce qui aurait permis d'apprécier ses conséquences sur le commerce international. Il convient de rappeler que toute aide de cette nature, effectuée par le moyen d'exonération fiscale, constitue une pratique dénoncée par la déclaration de 1960 sur l'interdiction des subventions à l'exportation, déclaration qui a été acceptée par Washington.

En outre, toujours selon les conclusions de ces experts, des dispositions de ce système relatives au coût des transports sur les navires américains permettent aux sociétés nationales de bénéficier d'avantages financiers supplémentaires.

Sans attendre les décisions du conseil du GATT, les États-Unis ont riposté en protestant à leur tour contre certaines pratiques fiscales de la Belgique, de la France et des Pays-Bas, et en demandant que leurs plaintes soient examinées en même temps que celle de la C.E.E. sur le statut du DISC. Les pratiques visées se fondent, soit sur le principe de l'exterritorialité de l'imposition des revenus, soit sur un statut fiscal privilégié réservé aux activités d'exportation. Elles ne contreviennent pas moins aux obligations résultant de l'article 18, alinéa 4, du GATT.

Pour la défense de ces mesures, qui favorisent les grandes firmes ayant des filiales à l'étranger, on peut relever toutefois que la plupart des pays modernes admettent le principe de l'imposition de ces filiales, suivant la loi du lieu de leur siège. Il semblerait donc, concernant les trois pays visés, que les États-Unis tentent de remettre en cause ce principe de l'exterritorialité.

ISABELLE VICHNIAC.

AGRICULTURE

« L'EUROPE VERTE EST EN DANGER » écrit M. Debatisse à M. Giscard d'Estaing

Dans une lettre adressée mercredi 10 novembre au président de la République, M. Michel Debatisse, président de la F.N.S.E.A. (Fédération des exploitants agricoles), exprime l'inquiétude profonde et grandissante de son organisation devant la « tournure prise par les affaires européennes ».

« La politique agricole commune est en danger. L'aggravation des turbulences monétaires et de leur répercussion s'ajoute une constante incapacité de décision des conseils des ministres de la C.E.E. », écrit M. Debatisse.

« Aussi, nous estimons que votre gouvernement doit poursuivre rigoureusement l'action menée dans le domaine agricole », ajoute le président de la F.N.S.E.A., qui note que, « dans le système des montants compensatoires monétaires, la Communauté versera au Royaume-Uni, en 1976, la somme de 1 milliard d'unités de compte (1), ce qui correspond approximativement au coût budgétaire de la sécheresse pour la France en 1976 ».

« Dès lors, une relance de l'Europe nous paraît souhaitable, tant sur le plan politique que psychologique... », estime M. Debatisse.

(1) 5,5 milliards de francs environ.

LES QUESTIONS MONÉTAIRES

La réforme du F.M.I.

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES REFUSENT QUE LE FRANC SOIT INTÉGRÉ À UNE MONNAIE « MULTINATIONALE »

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a indiqué, mercredi 10 novembre, qu'il « s'oppose avec vigueur » au projet de loi autorisant l'approbation du deuxième amendement aux statuts du F.M.I. (Fonds monétaire international) et à l'augmentation de la quote-part de la France.

Pour les députés communistes, cette réforme « abandonne encore un peu plus l'économie aux intérêts étrangers ». Ils affirment : « Une véritable réforme du F.M.I. doit faire place à tous les peuples, et les décisions effectives ne doivent plus être l'appanage des plus riches puissances capitalistes. La monnaie des Français doit recouvrer son indépendance envers toute autre monnaie d'une puissance étrangère ou d'un groupe de puissances étrangères. Le franc ne doit pas être intégré à une monnaie « multinationale » au service de capitaux monopolistes et de la spéculation. »

Le groupe communiste note, d'autre part, que « le groupe U.D.R. gère par ce projet de loi l'abandon national, et pour masquer sa responsabilité, veut de poser la question préalable demandant le report d'un an pour l'examen et la ratification de la réforme du système monétaire international. Ce qu'il oublie toutefois de dire, c'est que les négociations engagées sur cette réforme ont été, ajoute-t-il, menées à bien par le gouvernement Chirac avec l'appui de l'U.D.R. »

● M. JACQUES RAGOT va succéder le 1^{er} janvier, à la direction générale des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, à M. Hecquet.

[M. J. Ragot, né en 1921 à Morsang-sur-Orge, a débuté en 1943 au fond de la mine à Aniche au titre du travail obligatoire. Sorti major en 1944 de l'École nationale des mines de Paris, il a commencé sa carrière aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en qualité d'ingénieur du fond, dirigé un groupe de Douai un siège d'extraction et est devenu en 1960 chef d'un secteur d'exploitation du groupe Henin-Liétard. En 1964, il est devenu directeur délégué du groupe Henin-Liétard dont il a réalisé la fusion en 1968 avec celui d'Oignies, dont il assume la direction.]

● RECTIFICATION. — A propos de son livre *Physiologie de la France* (le Monde du 5 novembre), M. Yves Lavalan nous précise que c'est par erreur que lui a été attribuée l'appartenance au corps de l'inspection des finances.

Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences:

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux États-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

ebic

European Banks International

Amsterdam-Rotterdam Bank
Banca Commerciale Italiana
Creditoanstalt-Bankverein
Deutsche Bank
Midland Bank
Société Générale de Banque
Société Générale

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

Hésitant — Déprimé par la poursuite de la baisse à Wall Street et les revers essuyés par le gouvernement aux Communautés, le marché est redevenu hésitant. Les mines d'or restent bien orientées.

OR (souverain) (dinars) : 135 90 contre 130 50

VALEURS	CLOSURE 10/11	COURS 11/11
Sur Lend 3 1/2 %	23 5/16	23 5/16
Banque	217 1/2	224 1/2
British Petroleum	588	588
Shell	291 1/2	292 1/2
Woolworth	118	118
Imperial Chemical	232	227
Capitalland	78	77
De Beers	201 1/2	201 1/2
Western Indemnity	16	16 1/4
De Beers Zee Exp.	16	16
West British Ind.	23	24 5/8

(*) En livres.

NEW-YORK

La baisse des cours s'est poursuivie à Wall Street pour la quatrième séance consécutive. L'indice Dow Jones perdait 6,73 points à 504,44. Le ton était surtout à l'ouverture, puis un réajustement apparaît en début d'après-midi sur l'annonce de deux nouvelles : le volume des ventes au détail pour le mois d'octobre a marqué une très faible augmentation sur celui de septembre et la General Motors consent des rabais sur certains modèles de voitures dont la vente faiblit.

Ajoutons l'incertitude qui continue à régner sur les projets du président, la crainte d'une baisse des taux d'intérêt, celle d'un relèvement massif du prix du pétrole, et l'on ne s'étonnera guère de la baisse des cours. Les résultats des sociétés, en revanche, sont souvent très satisfaisants, tels ceux d'I.T.T. pour le troisième trimestre 1976 (+ 30 %).

VALEURS	COURS 9/11	COURS 10/11
Alcoa	51 3/4	51 3/4
A.T.T.	81	80 5/8
Bearing	41 1/2	41 1/4
Case International Bank	27 1/8	27 1/8
De Beers Zee Exp.	154 1/4	124 7/8
Eastman Kodak	33 1/4	33
Exxon	48 1/2	47 3/4
Gen	58 1/2	58
Gen Electric	51 1/8	50 7/8
General Foods	30 1/2	30 1/4
General Motors	22 1/2	22 1/8
Goldstar	22 1/2	22 1/8
I.T.T.	253 1/4	261 1/2
Imperial Chemical	232	227
Imperial Oil	25 1/2	25
Johnson & Johnson	55 1/2	55 1/2
Midland Bank	90 3/4	91
Pfizer	26 7/8	26 5/8
Schering-Plough	22 1/2	22 1/8
Tesco	26 7/8	26 5/8
U.S.I. Ind.	22 1/2	22 1/8
United Carbide	56 3/4	56 1/2
U.S. Steel	46 3/4	46 3/8
Westinghouse	58 7/8	58 1/4

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
2. ASIE
3. AFRIQUE
- L'offensive Ougandaise.
3. DIPLOMATIE
4. EUROPE
4. AMÉRIQUES
- 5-6. POLITIQUE
- LIBRES OPINIONS : « Une équivalence proportionnelle », par Gilbert Grandval.

LE MONDE DES LIVRES

Page 7 à 12
LE FEUILLETON de B. Pétrot-Delpach : la « Bernanotte » d'Henri Bernanotte.
LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Jacques Perret, André Chénid, André Thérion, Diane de Maréville.
ÉTUDES RELIGIEUSES : Pour une théologie du jeu ou la réduction de Harry Cox.

13. DÉFENSE
- La chasse aux espions industriels.
13. ÉDUCATION
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
- THÉÂTRE : Lorenzaccio ; le Genre humain.
16. LÉGION D'HONNEUR
17. SPORTS
- Les fédérations françaises face à l'horizon 80 des Jeux olympiques : le judo.
18. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 18-19. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- AFFAIRES : selon les responsables professionnels du bâtiment, une nouvelle crise du logement se prépare dans la région parisienne.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (15)
Aujourd'hui (16) ; Carnet (17) ; Journal officiel (17) ; Lettre nationale (17) ; Loto national (17) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17).

800 machines à écrire en dis- count chez Duriez

200 électriques portables

TOUTES les marques, les matricules, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Eclair, Adler, Brother, Erika, Smith-Corona, etc. (Royal 200, 225, 250, etc.) ou non, tanks ou poids plume, 21 styles de caractères. Signes spéciaux.
Duriez vend en discount et en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres sont supérieures à leur réputation. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans dix jours si non satisfait. Quantités limitées, 132, bd Saint-Germain, 22-23-24, Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement.

DEPUIS 1938 RASOIRS électriques... RÉPARATIONS IMMÉDIATES

COUVERTURE - BROSSERIE ELECTRO-MÉNAGER CADEAUX - GADGETS UTILES

DIDIER-NEVEUR

23, Rue Marbeuf - Tél. : 5AL 01-70
20, Rue de la Paix - PARIS

un piano de qualité à un prix très étudié

HUPFELD

construction robuste
large choix de modèles
Revendeur exclusif

hamm

LOCATION-VENTE
135/139 rue de Rennes
75006 PARIS Tél. : 544 38-66
Exportateur
Demusa Berlin R.D.A.

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 11 novembre 1976 a été tiré à 550 353 exemplaires.

LA CÉLÉBRATION DU 11 NOVEMBRE

M. Giscard d'Estaing a rendu hommage aux combattants de toutes les guerres

M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a rendu, ce jeudi matin 11 novembre, que « la journée nationale du souvenir » devait avoir cette année « beaucoup d'éclat ». Et c'est sous un soleil rayonnant, après plusieurs jours de pluie, que M. Valéry Giscard d'Estaing s'est rendu en fin de matinée à l'Arc de triomphe.

Le président de la République — qui était accompagné de MM. Raymond Barre, premier ministre, Yvon Bourges, ministre de la Défense, et André Bord — a remonté à pied l'avenue des Champs-Élysées depuis le Rond-Point, où il était arrivé vers 10 h 50. L'avenue avait été entièrement pavée.

Sur le parcours, M. Giscard d'Estaing a passé en revue sept cents hommes de troupe des trois armées, disposés de part et d'autre de la chaussée. Plusieurs milliers de personnes, massées sur les deux côtés, ont assisté à la cérémonie.

Cinq cents enfants d'écoles de la banlieue parisienne avaient été regroupés à proximité du monument. La plupart d'entre eux venaient de Villeneuve, qui avait été en 1914 le point de départ des taxis de la Marne.

En terminant la cérémonie, M. Giscard d'Estaing a déclaré au micro de France-Inter : « A la fois dans l'organisation de la manifestation, dans le choix de ceux qui étaient décorés, dans les honneurs rendus à nos associations, nous avons voulu que

tous les souvenirs du peuple français soient rassemblés. C'est le jour où en France nous nous souvenons non seulement de la France mais du peuple français. Aujourd'hui, dans cette journée du souvenir, nous trouvons réunis les sacrifices de plusieurs générations de Français.

Il est important qu'il y ait une journée nationale dans laquelle tous ces sacrifices et tous ces sacrifices soient l'occasion pour les Français de se réunir autour de leur histoire. C'est la première fois qu'à Paris et, je l'espère, en province, il y a eu une participation populaire importante.

M. Fabre : ces cérémonies ne doivent pas se substituer à celles du 8 mai.

M. Robert Fabre, président du mouvement des radicaux de gauche, indique que son parti « exprime sa gratitude aux combattants de la première guerre mondiale, mais qu'il ne peut accepter que les cérémonies du 11 novembre se substituent à celles du 8 mai, qui rappellent la victoire des combattants de 1914-18, au premier rang desquels se situent les patriotes résistants ».

M. Fabre ajoute : « Chaque anniversaire a son sens propre. Le souvenir des combattants de 1914-18 restera attaché, dans notre histoire, au jour du 11 novembre : le souvenir des victimes de la barbarie nazie au 8 mai, victoire de la liberté et de l'humanité sur l'oppression et la dictature ».

A propos d'un reportage de FR 3

LES JOURNALISTES ALSACIENS PROTESTENT CONTRE L'ATTITUDE DU PRÉFET DE RÉGION

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Après l'incident qui a opposé le préfet de région, M. Louis Verger, à une équipe de tournage de FR 3, les journalistes alsaciens ont réagi. Et la fédération communiste du Bas-Rhin a demandé à M. Paul Laurant, secrétaire général du comité central du P.C.F., d'en saisir la Commission des libertés.

L'équipe de FR 3 Alsace couvrait, vendredi dernier 10 novembre, l'assemblée annuelle de l'Association des maires du Bas-Rhin, que présidait M. Pflimlin, maire de Strasbourg. Elle venait tout juste de commencer son travail en filmant l'intervention d'un maire « contestataire », animateur, sur le plan régional de l'Association des maires des communes rurales. Cela déplaît aux principaux dirigeants départementaux, qui se concentraient rapidement avec le préfet.

Quittant la tribune, ce dernier prit à part le responsable de l'équipe de télévision, fit interrompre le tournage, reprochant à FR 3 de vouloir avoir le reportage sur les dissensions internes de l'assemblée des maires. De son côté, M. Germain Sprauer, député U.D.R. du Bas-Rhin, un des dirigeants de l'association, critiqua violemment à la tribune le travail des journalistes.

Dans un communiqué, les journalistes de FR 3 Alsace ont dénoncé dans l'attitude du préfet « une atteinte à la dignité et à l'indépendance de la profession ». Tous les syndicats de journalistes alsaciens ont accusé le préfet d'entraver la liberté du travail, et de faire à leurs camarades de la télévision un procès d'intention. La direction de FR 3 Alsace s'est publiquement solidarisée avec ses journalistes tandis que le syndicat unitaire de radio et télévision C.F.D.T. demandait « l'ouverture d'une enquête administrative sur les agissements du préfet ». — J.-C. H.

L'émission « C'est à dire » sur Antenne 2

M. Mitterrand : nous refusons de créer une situation de drame en cas de victoire de la gauche

M. François Mitterrand qui était, mercredi 10 novembre, l'invité de l'émission « C'est à dire » sur Antenne 2, a notamment déclaré :

« LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE AVANCE. La société libérale est usée jusqu'à la trame. M. Giscard d'Estaing, qui est un homme intelligent, a compris que ce ne pouvait pas aller ainsi. Cela signifie lui crier une dose de drigue que fait que l'Etat se substitue aux forces créatrices et que la société devient traçante. Cette volonté pourrait-elle dans un proche avenir s'appuyer également aux ventes d'armes même non nucléaires ? On le saura peut-être bientôt.

« LES RAPPORTS AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Il faut avoir le patriotisme de vouloir l'intérêt des Français. Pour notre part, en cas de victoire de la gauche, il est sûr que la situation sera difficile, mais nous refusons de créer une situation de drame. (...) En matière de sagesse, c'est au président de la République de donner l'exemple, c'est son rôle. (...) Son devoir sera de maintenir en cours le programme en faveur duquel sera prononcée la majorité de l'opinion publique.

« LES NATIONALISATIONS. Rien ne sera modifié avant les élections. (...) M. Séguin a des idées très intéressantes. (...) Il exprime en tant que secrétaire général de la C.G.T., pas en tant que responsable politique. Si ces propositions ne paraissent pas opportunes, nous les rejetons. (...) Sur les deux cent dix-neuf communes de plus de trente mille habitants je ne serais pas étonné que des listes communales soient remises dans des centres vides, peut-être davantage. Je souhaite qu'aucune ville ne manque de l'adhésion.

« LE PLAN BARRE. M. Barre sera victime du fait de ne pas avoir compris que la France vit dans une situation d'injustice. (...) Son plan ne nous n'a pas droit à un supplément de publicité.

Le président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale n'a pas eu gain de cause, et tous les démocrates de ce pays le dénoncent, mais sa démarche n'a pas été vaine. M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., totalement inconnu des téléspectateurs français, aura le droit de s'exprimer, lui aussi, sur Antenne 2, entre le premier et le second tour des élections auxquelles nous faisons allusion.

Depuis plus de dix-huit ans que la majorité était systématiquement minoritaire, toutes les chaînes de télévision, et plus particulièrement dans les périodes électorales, il était grand temps d'en finir avec les privilèges exorbitants de l'opposition, et de rétablir l'équilibre.

M. Roger Chinnard, dont la participation et le libéralisme sont depuis longtemps connus de tous, a eu mille fois raison de s'indigner, et d'exiger qu'un « collectiviste » redoutable entre

« LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE AVANCE. La société libérale est usée jusqu'à la trame. M. Giscard d'Estaing, qui est un homme intelligent, a compris que ce ne pouvait pas aller ainsi. Cela signifie lui crier une dose de drigue que fait que l'Etat se substitue aux forces créatrices et que la société devient traçante. Cette volonté pourrait-elle dans un proche avenir s'appuyer également aux ventes d'armes même non nucléaires ? On le saura peut-être bientôt.

« LES RAPPORTS AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Il faut avoir le patriotisme de vouloir l'intérêt des Français. Pour notre part, en cas de victoire de la gauche, il est sûr que la situation sera difficile, mais nous refusons de créer une situation de drame. (...) En matière de sagesse, c'est au président de la République de donner l'exemple, c'est son rôle. (...) Son devoir sera de maintenir en cours le programme en faveur duquel sera prononcée la majorité de l'opinion publique.

« LES NATIONALISATIONS. Rien ne sera modifié avant les élections. (...) M. Séguin a des idées très intéressantes. (...) Il exprime en tant que secrétaire général de la C.G.T., pas en tant que responsable politique. Si ces propositions ne paraissent pas opportunes, nous les rejetons. (...) Sur les deux cent dix-neuf communes de plus de trente mille habitants je ne serais pas étonné que des listes communales soient remises dans des centres vides, peut-être davantage. Je souhaite qu'aucune ville ne manque de l'adhésion.

« LE PLAN BARRE. M. Barre sera victime du fait de ne pas avoir compris que la France vit dans une situation d'injustice. (...) Son plan ne nous n'a pas droit à un supplément de publicité.

Le président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale n'a pas eu gain de cause, et tous les démocrates de ce pays le dénoncent, mais sa démarche n'a pas été vaine. M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., totalement inconnu des téléspectateurs français, aura le droit de s'exprimer, lui aussi, sur Antenne 2, entre le premier et le second tour des élections auxquelles nous faisons allusion.

Depuis plus de dix-huit ans que la majorité était systématiquement minoritaire, toutes les chaînes de télévision, et plus particulièrement dans les périodes électorales, il était grand temps d'en finir avec les privilèges exorbitants de l'opposition, et de rétablir l'équilibre.

M. Roger Chinnard, dont la participation et le libéralisme sont depuis longtemps connus de tous, a eu mille fois raison de s'indigner, et d'exiger qu'un « collectiviste » redoutable entre

L'Élysée confirme l'évolution de la politique de vente de matériel nucléaire

M. Giscard d'Estaing confirme que la politique française en matière de vente de matériel nucléaire — usines et combustible — va subir une profonde transformation (le Monde du 11 novembre). Selon le chef de l'Etat, le général de Gaulle était sans doute fondé à pratiquer une politique de vente à l'étranger de tels équipements pour démontrer la valeur des fabrications françaises et assurer la réputation nationale en la matière. Georges Pompidou a pu poursuivre dans cette voie. Mais pour M. Giscard d'Estaing, la puissance nucléaire française est maintenant suffisamment établie, universellement reconnue et de moins en moins contestée par les adversaires politiques du gouvernement en France même. Aussi, selon lui, l'intérêt politique est-il désormais de s'opposer à la prolifération et de développer dans le club fermé des puissances atomiques où la France a eu tant de mal à se faire admettre.

C'est dans ce but qu'a été institué le conseil interministériel de politique nucléaire extérieure française. Le chef de l'Etat en sera, en effet, rendu compte lui-même que le contrat passé avec l'Afrique du Sud avait été négocié par des administrations dont le but était de « vendre du nucléaire », mais n'avait pas été débattu au niveau ministériel convenu. Le conseil a donc, notamment, pour objet de mieux contrôler l'activité de l'administration en ce domaine. Cette volonté pourrait-elle dans un proche avenir s'appuyer également aux ventes d'armes même non nucléaires ? On le saura peut-être bientôt.

Le chef de l'Etat se défend évidemment d'avoir cédé à une quelconque pression américaine : on fait valoir à l'Élysée que, dans ce domaine, les pressions soviétiques pourraient être tout aussi fortes. On indique que la modification de la politique de vente de produits nucléaires à l'étranger ne devrait pas avoir d'effets rétroactifs et que ce n'est pas du fait de la France que les contrats d'ores et déjà signés ne seraient plus exécutés.

On rappelle encore que le projet de création en Corée du Sud d'une usine de retraitement des combustibles nucléaires irradiés est définitivement abandonné. Cette décision a été prise, affirme-t-on à l'Élysée, par le chef de l'Etat lui-même pour ne pas risquer d'envenimer les relations de la France avec la Chine populaire, qui nourrit quelques craintes quant à l'usage que les Coréens du Sud pourraient faire des produits nucléaires ainsi obtenus.

ANDRÉ PASSERON.
[Lequel d'Orsay a déclaré, de son côté, qu'il n'y a « aucune modification dans le développement des relations franco-pakistanaïses et dans l'application des accords conclus entre les deux pays ». Toutes ces réactions n'ont rien de contradictoire, en tout cas, ce que nous espérons bien, à savoir que si la France n'entend pas rester sa signataire sous le contrat prévoyant la vente au Pakistan d'une usine de retraitement, elle ne dramatisera pas la situation si M. Bhutto devait renoncer à la sienne. Et l'on sait que les Etats-Unis, le Canada et d'autres pays acceptent de très fortes pressions de ce sens sur Islamabad.]

A Bayonne

UN AVOCAT SERAIT IMPLIQUÉ DANS UNE AFFAIRE DE TRAFIC D'ARMES

(De notre correspondant.)

Bayonne. — Un avocat de Bayonne, M. Georges Bordolucci, âgé d'une trentaine d'années et inscrit au barreau de cette ville comme membre titulaire depuis le mois de mars dernier, pourrait être mêlé à une affaire d'armes volées. Lui-même ne s'est pas expliqué sur cette affaire, prenant le parti de s'écarter de la région. On suppose qu'il se trouve en Espagne. Une perquisition à son cabinet, à Bayonne, et d'une délégation de l'ordre, a abouti à la découverte d'armes et de munitions en petite quantité.

Après le cambriolage d'une villa, les gendarmes avaient été amenés à surveiller une bande de jeunes malfaiteurs qui avaient déjà eu mille à partir avec la justice. Ayant appris que l'un des cambrioleurs précédents, Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême, avait tenté de négocier une arme dans un café de Bayonne, les enquêteurs élargirent dans l'entourage de celui-ci leurs investigations. Les soupçons se portèrent sur son propre défenseur, M. Georges Bordolucci, par l'intermédiaire duquel le jeune homme avait lié connaissance avec d'authentiques truands pour lesquels l'avocat avait déjà plaidé. D'autres perquisitions ont également eu lieu chez des amis de M. Bordolucci.

UN SOUDEUR FAIT UNE CHUTE MORTELLE A USINOR - DUNKERQUE

Un nouvel accident mortel a eu lieu mercredi 10 novembre à Usinor-Dunkerque. Un ouvrier soudeur, M. Jacky Absent, vingt-sept ans, a fait une chute de 30 mètres alors qu'il venait d'ouvrir la porte d'un ascenseur. La victime travaillait avec cinq autres ouvriers à l'entretien de tuyauteries au sommet du haut fourneau n° 3 lorsqu'un nuage gris dense de vapeurs provoquées par l'arrosage de la fonte en fusion attaquait la plate-forme où se trouvaient les six hommes.

Ces derniers déclétèrent alors de redescendre. M. Absent, aveuglé par la fumée, ne vit pas que l'ascenseur ne se trouvait pas à l'étage. Selon notre correspondant à Dunkerque, les syndicats reprochent à la direction de ne pas avoir fait effectuer les réparations nécessaires, le verrouillage défectueux de l'ascenseur ayant été constaté la veille, affirmant-il, par un autre salarié, qui l'avait signalé. Selon la C.G.T., c'est le quatre-vingt-deuxième accident mortel de travail qui survient sur le site d'Usinor-Dunkerque. Le dernier avait eu lieu le 7 juin à l'extérieur n° 1 (« le Monde » du 5 juin).

Comme lors de ce précédent accident, la victime était employée par une entreprise de travail temporaire.

QUATRE CENT CINQUANTE RAPATRIÉS PARTICIPENT A UN « VOYAGE-SOUVENIR » EN ALGÉRIE

(De notre correspondant.)

Marseille. — Quatre cent cinquante rapatriés d'Algérie, vivant à Marseille, ont répondu à l'initiative de la ville, leur permettant d'aller se recueillir, du 10 au 12 novembre, sur les tombes de leurs parents inhumés à Alger et Oran. Ce « voyage-souvenir » avait été primitivement fixé au 31 octobre (le Monde du 21 septembre), à l'occasion des fêtes de la Toussaint, mais avait dû être reporté en raison d'une coïncidence de date avec l'anniversaire de l'insurrection algérienne.

Les participants ont quitté Marseille par quatre avions spécialement affectés, en début d'après-midi, mercredi 10 novembre. Les premiers devaient rentrer d'Oran vendredi à 15 heures et d'Alger à 18 heures. Pour environ trois cents d'entre eux, âgés de plus de soixante-cinq ans, titulaires d'une carte d'aide sociale ou justifiant de revenus modestes, les frais du voyage — 881 francs pour Alger et 730 francs pour Oran — ont été totalement ou partiellement pris en charge par la municipalité marseillaise. A cette manifestation officielle n'est prévue en Algérie. Les municipalités d'Alger et d'Oran ont cependant assuré les organisateurs que toutes facilités seraient accordées aux participants, dont les deux tiers se rendent à Alger.

A l'annonce du voyage organisé par la ville de Marseille, des centaines de lettres sont parvenues dans la cité phocéenne, de toute la France, émanant de rapatriés qui désiraient se faire inscrire. Plusieurs autres villes de la région rapatriés sont nombreux, envisageaient de mettre sur pied des opérations semblables. — G. P.

مركز الأمل